

Université de Montréal

# **Le populisme et la démocratie**

par Fanny Geoffrion

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté

en vue de l'obtention du grade de M. Sc.

en science politique

option recherche

Le vendredi 7 septembre 2018

© Fanny Geoffrion, 2018

## Résumé

La montée du populisme dans le monde suscite la confusion quant à savoir si le populisme est une menace à la démocratie. La définition actuelle du populisme ne précise ailleurs pas sa relation avec la démocratie. Ce mémoire tente donc de valider si le populisme est opposé à la démocratie dans laquelle nous vivons, c'est-à-dire la démocratie libérale. Nous avons procédé en deux études distinctes. D'abord, nous avons vérifié si les indicateurs de démocratie de Freedom House et de Reporters sans frontières se détériorent dans les pays gouvernés par des populistes. Nos résultats indiquent que la grande majorité des cas n'implique aucune détérioration. Ils démontrent toutefois aussi que les gouvernements populistes majoritaires semblent avoir plus d'impact négatif sur la démocratie que ceux en coalition, peu importe le rang occupé dans celle-ci. Ensuite, notre seconde étude tente de vérifier si ce faible impact est simplement dû à l'absence de propositions de réformes démocratiques dans les programmes des populistes. Cette analyse de contenu révèle, d'une part, l'absence de dénominateur commun dans le traitement réservé à la démocratie par les populistes étudiés, et d'autre part, que la nature populiste de leur discours s'adapte au fil du temps. Ainsi, comme aucun dénominateur commun ne semble permettre de distinguer les populistes sur le plan démocratique, notre contribution à la littérature est de défendre la théorie selon laquelle le populisme serait davantage un discours, une stratégie de mobilisation, plutôt qu'une vision du monde, une idéologie durable.

**Mots-clés :** populisme, démocratie, idéologie, discours, stratégie, démocratie représentative, démocratie directe

## **Abstract**

The rise of the populism in the world arouses the confusion as if populism is a threat to democracy or not. The current definition of the populism does not specify somewhere else its relation with the democracy. This master's thesis thus tries to validate if populism is set against the democracy in which we live, that is the liberal democracy. We proceeded in two different studies. At first, we verified if the indicators of democracy of Freedom House and Reporters without borders deteriorate in countries ruled by populists. Our results indicate that the great majority of the cases involve no deterioration. They demonstrate however also that majority populist governments seem to have more negative impact on the democracy than those in coalition, no matter the rank occupied in this one. Then, our second study tries to verify if this low impact is simply due to the absence of democratic reform proposals in the programs of the populists. This analysis of contents reveals, on one hand, the absence of common denominator in the treatment reserved for democracy by the studied populists, and on the other hand, that the populist nature of their speech adapts itself over time. So, as no common denominator seems to allow to distinguish the populists on the democratic plan, our contribution to the literature is to defend the theory according to which the populism would be more a speech, a strategy of mobilization, rather than a vision of the world, a long-lasting ideology.

**Keywords** : populism, democracy, ideology, discourse, strategy, representative democracy, direct democracy

# Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des tableaux.....	vii
Liste des figures.....	viii
Liste des abréviations.....	ix
Remerciements.....	xii
Introduction.....	1
Chapitre 1 : Cadre théorique.....	5
Le populisme : un sujet confus.....	5
Populisme : menace ou solution à la démocratie?.....	7
Les démocraties libérale et radicale.....	9
La démocratie libérale: protéger l'individu.....	9
Le populisme sous l'approche libérale : une menace.....	14
La démocratie radicale : défendre la collectivité.....	14
Le populisme sous l'approche radicale : une solution.....	15
L'hégémonie libérale.....	16
Le déficit démocratique.....	18
La définition du populisme et ses limites.....	21
La définition minimale.....	21
Les limites de l'approche minimale.....	22
Idéologie ou stratégie ?.....	25
Un dénominateur commun?.....	27
Chapitre 2 : démarche méthodologique.....	29
Une étude descriptive et quantitative.....	29
Tester les quatre principes démocratiques.....	30
Période de temps à l'étude.....	31
Démocraties libérales à l'étude.....	32

Régions à l'étude.....	33
La mixité régionale dans l'étude du populisme .....	33
Des régions démocratiques .....	34
Des partis populistes de gauche .....	35
Partis politiques à l'étude.....	35
Critères de sélection.....	36
Partis européens .....	39
Partis sud-américains .....	43
Partis d'autres régions.....	45
Conclusion .....	52
Chapitre 3 : Analyse 1.....	53
Partis populistes à l'étude .....	53
Indicateurs à l'étude.....	54
Les indices de démocratie globale de Freedom House.....	54
L'indice de liberté de la presse de Reporters sans frontières.....	57
Lien entre populisme et principes de la démocratie libérale.....	59
Bilan des indicateurs .....	60
Moyenne régionale.....	61
Moyenne sud-américaine .....	61
Moyenne européenne .....	61
Moyenne Westminster .....	62
Présentation des résultats .....	62
Présentation des graphiques.....	63
Observation de changements négatifs.....	64
Danemark.....	66
Finlande.....	68
Norvège.....	70
Pays-Bas.....	72
Autriche.....	74
Suisse .....	76
Slovaquie.....	78

Hongrie .....	81
Pologne .....	84
Bulgarie.....	88
Grèce .....	90
Italie .....	92
Équateur .....	95
Bolivie.....	97
Nouvelle-Zélande.....	99
Turquie.....	101
Conclusion .....	104
Chapitre 4 : Analyse 2.....	107
Partis politiques à l'étude.....	108
Diversité régionale .....	108
Diversité idéologique .....	109
Compréhension de la langue.....	109
Programmes politiques à l'étude.....	109
Années électorales à l'étude.....	110
Source des programmes .....	110
Sélection finale.....	111
Présentation des résultats .....	112
FIDESZ.....	113
PAÍS .....	126
NZ First.....	143
Conclusion .....	153
La démocratie directe.....	154
Des impacts démocratiques différents .....	155
L'anti-pluralisme moral .....	156
Un discours stratégique.....	157
Conclusion .....	159
Résumé des résultats .....	159
Analyse 1 .....	159

Analyse 2 .....	160
Conclusion générale.....	161
Retombées des résultats .....	162
La stratégie populiste .....	162
Les autoritaires populistes.....	164
Limites du mémoire .....	167
Sélection des partis populistes. ....	167
Sélection de données.....	167
Sélection de cas.....	168
Pistes de recherches futures .....	168
La définition du populisme .....	168
La mobilisation des passions .....	169
Le déficit démocratique .....	170
Bibliographie.....	173

## Liste des tableaux

Tableau I.	Sélection des partis populistes européens .....	42
Tableau II.	Sélection des partis populistes sud-américains .....	45
Tableau III.	Sélection des partis populistes d'autres régions.....	47
Tableau IV.	Sélection des partis populistes .....	51

## Liste des figures

Figure 1.	Révolution libérale.....	11
Figure 2.	Tendances au Danemark.....	67
Figure 3.	Tendances en Finlande.....	69
Figure 4.	Tendances en Norvège.....	71
Figure 5.	Tendances au Pays-Bas.....	73
Figure 6.	Tendances en Autriche.....	75
Figure 7.	Tendances en Suisse.....	77
Figure 8.	Tendances en Slovaquie.....	80
Figure 9.	Tendances en Hongrie.....	83
Figure 10.	Tendances en Pologne.....	86
Figure 11.	Tendances en Bulgarie.....	89
Figure 12.	Tendances en Grèce.....	91
Figure 13.	Tendances en Italie.....	94
Figure 14.	Tendances en Équateur.....	96
Figure 15.	Tendances en Bolivie.....	98
Figure 16.	Tendances en Nouvelle-Zélande.....	100
Figure 17.	Tendances en Turquie.....	103

## Liste des abréviations

AKP: Justice and Development Party

ANEL: Independent Greeks

CMP: Comparative Manifesto Project

DF: Danish People's Party

DP: Indice de droits politiques

FH: Freedom House

FIDESZ: Hungarian Civic Alliance

FPÖ: Freedom Party of Austria

FrP: Progress party

GERB: Citizens for European Development of Bulgaria

HCR : Haut-commissariat pour les réfugiés

HZDS : Movement for a Democratic Slovakia

LC: Indice de libertés civiles

LN: North League

LP: Indice de liberté de presse

MAS: Movement Toward Socialism MAS

NDSV: National Movement for Stability and Progress

NZ First : New Zealand First

ONG: organisation non gouvernementale

PAÍS: PAIS Alliance

PiS: Law and Justice

PSUV: United Socialist Party of Venezuela

PVV: Freedom Party

SMER: Direction – Social Democracy

SNS: Slovak National Party

SP: Finns Party

SRP: Self Defence

SVP: Swiss People's Party

SYRIZA : Coalition of the Radical Left

RSF : Reporters sans frontières

UE: Union Européenne

UNASUR : Union des nations sud-américaines

UP: United Patriots

*À ma sœur Daphnée, la plus grande source d'énergie renouvelable du Québec*

## Remerciements

La réalisation de ce mémoire est une grande fierté. J'admire les gens qui font de la recherche académique leur quotidien, pour cette capacité de travailler sur des projets s'échelonnant sur des mois avant de récolter le fruit de leur travail. Mon parcours de maîtrise est représentatif de ma personne. Éclectique, j'ai choisi un ensemble de cours dépareillés, tous intéressants, mais dont le fil conducteur était introuvable. Impulsive, j'ai changé d'idée de sujet de recherche. Naïve, j'ai cru pouvoir régler le problème de la démocratie et du populisme. Ambitieuse, j'ai décidé de m'initier aux méthodes quantitatives, mais pas trop quand même. Procrastinatrice, j'ai pris trois ans à compléter ma formation. Déterminée, j'ai puisé en moi la discipline nécessaire pour arriver à ce jour si attendu.

À travers cette expérience, j'ai beaucoup appris sur moi, sur mes forces, mais aussi mes faiblesses. J'ai repoussé les limites de ce que je croyais pouvoir réaliser. Mais je n'y serais jamais parvenue seule. En débutant ce mémoire, je n'avais aucunement l'intention de me lancer dans la réalisation de graphiques et j'en avais même peur. Au contraire de mes collègues, je n'ai pas de formation quantitative et je ne vise pas un travail académique, mais j'ai été privilégiée de pouvoir côtoyer des professeurs et des étudiants dont la compétence m'impressionnait chaque jour, au sein d'un des départements de science politique les plus dynamiques au pays. Le sentiment d'appartenance que j'ai développé au sein de la Chaire de recherche du Canada en démocratie électorale fut une grande source de motivation. Mes collègues de bureau, Fernando Feitosa, Semih Çakir et Alexandra Jabbour, m'ont offert une aide d'une immense générosité. Sans oublier mon «chum de gars», Dieter Stiers, passionné de Stata, sans qui les 48 graphiques de ce mémoire auraient soit été impossibles, soit cauchemardesques. Ces collègues sont devenus des amis, avec qui je partageais à la fois, base de données la semaine, et poutines la fin de semaine. Je tiens bien sûr à souligner le soutien constant de ma directrice de recherche, Ruth Dassonneville. Grande source d'inspiration, il est rare de travailler avec des personnes qui soient aussi humaines que professionnelles. Ruth m'a guidé du début jusqu'à la toute fin de ma démarche, en respectant mon rythme et en amenant toujours des solutions aux obstacles. Je lui en suis extrêmement reconnaissante. J'aimerais

aussi remercier l'ensemble des membres du Jury qui liront ce mémoire ainsi que madame Maëlle Souffrin pour son aide dans cette démarche.

En 2015 j'ai démissionné d'un emploi confortable en communications, dans la fonction publique. Les gens autour de moi doutaient de ce choix risqué de retourner aux études. Mais aujourd'hui je suis fière de m'être écoutée. J'ai profité de ce statut d'étudiante pour tenter diverses expériences comme bénévole communautaire, militante politique, auxiliaire d'enseignement, je me suis même improvisée aubergiste. J'ai pris confiance en mes capacités. Un jour j'ai répondu à une invitation de l'irremplaçable coordonnateur des stages du Département, Guillermo Aureano. J'ai ainsi participé à une activité de réseautage organisée avec Radio-Canada. Et maintenant j'amorce une carrière de journaliste au sein du plus grand média canadien. Le chapitre académique de ma vie se termine, mais un autre tout aussi excitant débute. Je n'avais pas de plan de carrière et j'en n'ai toujours pas, mais la vie est parfois tellement généreuse quand on prêt à se faire confiance.

## Introduction

L'intérêt des politologues envers le populisme ne date pas d'hier. Une foule d'auteurs ont publié de nombreuses études sur le sujet, mais il semble qu'une importante confusion demeure. En effet, il y a très peu de débats sur le populisme qui aboutissent à un consensus scientifique. Ces débats peuvent être aussi basiques que la définition même du populisme ou plus secondaires tels que le style d'organisation des mouvements populistes. Un débat des plus présents dans la littérature est sans aucun doute celui sur la relation entre le populisme et la démocratie; certains le voyant comme une menace (Müller 2016a; Inglehart et Norris 2017; Lipset 1995; Silva 2017), d'autres comme un symptôme (Kriesi 2014; Van Kessel 2015) et quelques-uns le percevant même comme une solution au déficit démocratique (Mouffe et Errejon 2017; Laclau 2008).

Cette confusion s'explique en grande partie par la définition trop minimale du concept de populisme, qui nous limite du point de vue analytique. Le problème semble circulaire. Comme il est difficile de s'entendre sur les dénominateurs communs du populisme, une définition strictement minimale est utilisée afin d'éviter les biais normatifs et le *conceptual stretching* de la part des chercheurs. Étant donné la faible présence de dénominateurs communs sous lesquels regrouper les populistes, le concept s'utilise mal comme outil de classification et il est donc difficile de distinguer les partis populistes des partis traditionnels et de déterminer si le populisme est une idéologie durable chez un parti ou une simple stratégie électorale. Cette faiblesse conceptuelle fait en sorte qu'il est extrêmement difficile de conclure sur les impacts réels du populisme sur la démocratie. Il faut dire que ce débat en est un important puisqu'il est lourd de sens dans la perception que nous nous faisons des populistes. En effet, une recherche de base dans Google est suffisante pour constater l'intensité des réactions suscitées. On retrouve des titres d'articles de journaux aussi contradictoires que *La montée du populisme menace la démocratie, selon Human Rights Watch*, dans le quotidien Le Soleil (Knowlton 2017) et *Le populisme, c'est défendre le peuple*, dans Le Journal de Montréal. (Savard-Tremblay 2017) Alors que d'autres commentateurs semblent beaucoup plus nuancés par rapport à la légitimité des populistes dans la sphère politique: «*Populist parties are fairly ordinary players in the domain of party competition, and they should not be dismissed as*

*dangerous pariahs out of hand, as their rise tells us something about the state of representative democracy.* » (Canovan 1999; Panizza 2005; Rovira Kaltwasser 2014 ; Taggart 2002 dans Van Kessel 2015, 4). En clair, il n'est pas évident de se positionner sur la question: les populistes sont-ils dangereux ou offrent-ils une alternative légitime?

L'objectif de ce mémoire est d'abord d'offrir une meilleure compréhension de la dynamique entre le populisme et la démocratie et ensuite d'effectuer un test plus précis pour vérifier si les mouvements populistes ont bien en commun cette opposition au régime démocratique actuel. Ainsi notre question est la suivante : les populistes sont-ils opposés à la démocratie libérale?

Le postulat de départ sur lequel nous nous appuyons est que le populisme est un phénomène en réaction à la démocratie représentative. Nous répondrons à cette question de recherche en deux volets. D'abord, une première analyse tentera de valider si les populistes qui accèdent au pouvoir implantent des mesures qui affectent la démocratie. Pour ce faire, nous utiliserons trois indices qui mesurent l'état des principes fondamentaux de la démocratie dans les pays gouvernés par des populistes. Ensuite, une deuxième analyse complètera la première: si les populistes n'ont pas réussi à modifier le système démocratique, il est pertinent de valider si ces derniers avaient l'intention de le faire, et si cette intention se poursuit dans le temps. Cette seconde analyse validera si les programmes de partis populistes laissent croire que ces derniers veulent s'en prendre aux fondements de la démocratie dans laquelle nous vivons. Nous faisons entre autres la comparaison des programmes populistes publiés avant d'avoir occupé le pouvoir et après. De cette façon, nous pourrons, dans les limites de ce mémoire, faire le parallèle entre ce qui est fait et ce qui est dit de la part des populistes sur le plan démocratique.

S'il s'avère que les partis populistes étudiés parviennent à amener des changements démocratiques, alors cette étude aurait deux impacts importants. D'abord, ces conclusions encourageraient l'interprétation selon laquelle le populisme, en tant qu'idéologie, peut être un attribut durable chez un parti politique. Ensuite, ces conclusions paverait le chemin à d'autres études qui auront aussi pour but de valider si la réforme de la démocratie est bien un dénominateur commun au populisme. Au contraire, si les conclusions de cette étude démontrent que les populistes au pouvoir ne réalisent pas de tels changements, ces résultats apporteront tout de même une humble contribution au débat qui relie populisme et démocratie.

Ce mémoire est structuré en cinq chapitres. Le premier chapitre, notre cadre théorique, est probablement le plus important pour comprendre l'ensemble du mémoire. Il offre une vaste revue de la littérature qui a été publiée en science politique sur le sujet du populisme. Les différents débats centraux à ce champ d'étude sont présentés à l'aide de diverses théories que nous mettons en relation les unes avec les autres. À commencer par l'explication du lien entre populisme et démocratie, en passant par les définitions de la démocratie et du populisme, le cadre théorique se termine sur l'important débat quant à savoir si le populisme est une idéologie ou une stratégie. Le deuxième chapitre présente l'ensemble des choix méthodologiques impliqués dans la réalisation des deux analyses de ce mémoire. Le but étant de justifier notre démarche analytique comme étant rigoureuse, autant dans le choix de la période temporelle étudiée, la façon de sélectionner les partis dits populistes ou encore les régions du monde ciblées. Le troisième chapitre est la présentation de notre première analyse, c'est-à-dire l'étude de l'impact des gouvernements populistes sur les fondements de la démocratie. Détaillant la démarche de A à Z, ce troisième chapitre présente la sélection de partis à l'étude, les indicateurs utilisés pour mesurer l'impact des populistes sur la démocratie, et bien sûr, les résultats de l'analyse, sous forme de graphiques à courbes, dont l'interprétation est aussi décrite. Le quatrième chapitre présente la deuxième analyse de ce mémoire, c'est-à-dire l'observation de la présence ainsi que l'analyse de propositions de réformes démocratiques dans les programmes de partis populistes. De plus, une comparaison est faite entre les propositions faites et les résultats de la première analyse, c'est-à-dire l'impact sur la démocratie. Une fois de plus, ce chapitre détaille la démarche complète de cette seconde analyse, autant la sélection des quelques cas de partis populistes sélectionnés, la procédure par laquelle les programmes de partis ont été trouvés et analysés, sans oublier la description des résultats de cette analyse de contenu et les implications théoriques qu'ils suggèrent. Finalement, le dernier chapitre de ce mémoire offre une conclusion qui se veut un retour global sur la question de recherche déterminée. Cette conclusion met en relation les résultats de nos deux analyses avec plusieurs théories mises de l'avant dans notre cadre théorique, tentant d'offrir des réponses aux principaux débats sur la nature de la relation entre populisme et démocratie. Bien sûr, cette conclusion viendra aussi poser les limites de ce mémoire et les pistes de réflexion qui méritent d'être approfondies dans de futures recherches.

Sans vouloir retirer tout suspense à la lecture de ce mémoire, nous pouvons déjà mentionner un constat important qui ressort de nos résultats. À travers notre première analyse, nous pouvons conclure que la majorité des gouvernements populistes étudiés ne semblent pas avoir eu d'incidences négatives sur les principes fondamentaux de la démocratie libérale. Nous pouvons entre autres statuer que les populistes qui gouvernent en coalition sont moins susceptibles d'affecter la démocratie que ceux qui gouvernent seuls, et ce peu importe la position occupée au sein de la coalition. À travers notre deuxième analyse, nous pouvons aussi conclure que les programmes de partis populistes proposent peu de réformes démocratiques, mais qu'il peut y avoir un bon écart entre ce qui est proposé et ce qui est réalisé par la suite. Le constat global de ces deux analyses est qu'il est difficile de regrouper les populistes sous un même dénominateur commun dans leur relation avec la démocratie; certains appelant à plus de démocratie directe et d'autres non, par exemple. Ainsi, sans en dire davantage dans cette introduction, ces résultats nous amène à nous positionner en faveur de la théorie selon laquelle le populisme serait davantage une stratégie électoraliste plutôt qu'une idéologie durable dans le temps.

Maintenant, le prochain cadre théorique offre une présentation de l'ensemble des concepts et des postulats qui sont mentionnés ci-dessus. Cette revue de la littérature est primordiale pour saisir la pertinence des analyses ici réalisées et des implications théoriques qui en résultent.

# Chapitre 1 : Cadre théorique

## Le populisme : un sujet confus

Il paraît peu original de mentionner que la définition d'un concept en sciences sociales ne fasse pas l'unanimité, mais le cas du populisme est particulièrement débattu dans la littérature. En 1969, Ghita Ionescu et Ernest Gellner éditent un important volume où plusieurs experts tentaient d'expliquer le populisme. Pour donner un exemple, Peter Wiles y dresse une liste exhaustive des caractéristiques du populisme comme un mouvement centré autour du leader, peu organisé, anti-intellectuel, opposé à l'élite, etc. Alors que Peter Worsley y suggère plutôt que le populisme s'appuie sur la volonté générale du peuple et le désir d'une plus grande participation populaire dans le processus politique. La conclusion des éditeurs est décevante: *«It bobs up everywhere, but in many and contradictory shapes. Does it have any underlying unity, or does one name cover a multitude of unconnected tendencies?»* (Ionescu and Gellner 1969: 1 dans Rooduijn 2014 : 572).

Après cette tentative infructueuse, des auteurs ont ensuite défendu que la définition du populisme ne puisse pas être universelle et qu'elle dépendait du contexte où on l'observe. Parmi ceux-ci, Margaret Canovan (1981) est une des premières à avoir décrit un éventail de mouvements populistes de différentes régions du monde et de différentes époques. Elle est arrivée à la conclusion qu'il est impossible *«to unite all these movements into a single political phenomenon with a single ideology, program or socioeconomic base.»* (1981, 133) Elle favorise plutôt de classer les populismes en deux catégories, rurale et politique, ayant chacune des sous-catégories (Taggart 2000). Selon elle, le fait d'aborder le phénomène par une même théorie serait soit trop large pour être claire ou soit trop restreinte pour être fonctionnel (Canovan 1981).

La quête d'une définition du populisme a continué à être l'objet d'études de nombreux politologues. À travers le temps, le concept a entre autres été défini comme *«a syndrome (Wiles, 1969), a political style (Knight, 1998; Mott & Tormey, 2014; Taguieff, 2007), a strategy (Weyland, 2001), a thin-centered ideology (Mudde, 2004, 2007), a form of mobilization (Jansen, 2011; Mény and Surel, 2004), a politicized cultural expression*

(Taggart, 2000), or a discourse (Laclau, 2005; Panizza, 2005) [...]» (Silva 2017, 12). Ces définitions sont divergentes en ce qu'elles interprètent différemment la manifestation du populisme, soit comme un style, une stratégie ou une idéologie. Comme l'avance Van Kessel (2015, 2), cette divergence d'interprétations «*makes it unclear whether the term 'populism' denotes an ideological attribute of a bounded set of political actors, or whether it constitutes an (opportunistic) rhetorical tool which can be applied by any politician.*» Et logiquement, si on ne sait pas si le populisme est une réelle idéologie ou bien une simple stratégie, il est impossible de savoir si le populisme peut vraiment se transposer en politiques particulières, qu'elles soient négatives ou positives.

Malgré cette confusion, la majorité des politologues s'entendent aujourd'hui pour dire que le populisme représente un schéma d'idées spécifique à la relation entre le peuple et l'élite (Albertazzi et McDonnell 2008; Canovan 2004; Mudde 2004; Stanley 2008; Hawkins 2010; Van Kessel 2015; Rooduijn et Pauwels 2011). Trois concepts clés sont au cœur de ce schéma d'idées : le peuple, l'élite et la volonté générale du peuple (Mudde et Kaltwasser 2013).

La venue d'un certain consensus sur la définition du populisme est certes une avancée, mais elle ne permet pas de répondre à plusieurs débats sur le sujet. Plusieurs contradictions se retrouvent encore dans la littérature sur le populisme (Müller 2016a). On distingue entre autres les populistes par un style d'organisation très centralisé, alors que Rooduijn (2014) nous avertit plutôt qu'un mouvement populiste n'adopte pas nécessairement un même type d'organisation. Une autre tendance est d'associer le populisme à un mouvement invariablement nationaliste, voire xénophobe (Inglehart et Norris 2017; Renaut 2008), mais d'autres nous confirment que plusieurs populismes ne possèdent pas ce trait exclusif (Rooduijn 2014; Mudde et Kaltwasser 2013). Ainsi, il serait plus juste de dire que les partis d'extrême droite sont tous populistes, sans que les partis populistes soient tous d'extrême droite (Mudde 2007). Mais le débat le plus controversé est sans aucun doute celui de l'impact du populisme sur la démocratie. En effet, si les populistes remettent en question les pratiques fondamentales de la démocratie, ce débat est préoccupant pour l'avenir civique de nos sociétés (Hawkins 2010).

Pour résumer cette section, il est difficile de définir le concept de populisme et de nombreuses confusions en découlent dans la littérature, laissant même douter d'une unité fondamentale regroupant les mouvements populistes. Tel que le démontrera la prochaine section, malgré ce

flou autour de la définition du populisme, la large majorité des chercheurs abordent conjointement les concepts de démocratie et de populisme. Et donc, même si la notion de démocratie est absente de la définition, ces concepts seraient profondément reliés et leur relation forme l'objet d'étude de nombreux chercheurs.

## **Populisme : menace ou solution à la démocratie?**

Le populisme est majoritairement associé à la droite radicale ou à la gauche radicale, et très peu aux partis centristes ou modérés (Silva 2017). Les populistes sont perçus comme radicaux dans le sens où ils appellent à la transgression d'institutions et de règles démocratiques dans le but d'atteindre le «véritable» idéal démocratique (Hawkins 2010; Taggart 2000). Mais les institutions dénoncées sont aussi celles qui nous protègent d'éventuelles dérives autoritaires. Il peut toutefois être mis de l'avant que si on ne se fiait qu'aux modérés, jamais rien ne changerait, que ce soit pour le mieux ou pour le pire. En résumé, ce qui rend impossible les révolutions, c'est aussi ce qui empêche les dictatures! Et c'est exactement ce point sensible qui a mené autant de chercheurs à étudier le populisme dans sa relation avec la démocratie (Canovan 1999; Müller 2016a; Taggart 2000; Kaltwasser 2012; Kriesi 2014; Van Kessel 2015; Mouffe et Errejon 2017; de la Torre 2000). Notre système démocratique est-il réellement malade ou, du moins, la population le perçoit-il comme tel? L'appel à la «vraie» démocratie des populistes est-il honnête? On retrouve à ce sujet des propos très contradictoires comme en témoignent ces citations d'experts :

«L'appel populiste à la démocratie défait le consensus démocratique du gouvernement représentatif en provoquant polarisation et tension, et tend à l'action violente légitimée.» (Frégosi 2017 En ligne)

«Il est évident que les demandes démocratiques qui existent dans nos sociétés ne peuvent pas trouver leur expression seulement à travers la forme verticaliste du parti et qu'il faut aussi des formes d'expression horizontalistes. Un nouveau modèle d'organisation politique articulant ces deux modes, c'est ainsi que je conçois le «populisme de gauche.»» (Mouffe et Errejon 2017, 195-96)

Somme toute, qu'on penche du côté de la menace ou de la solution, il est vrai que le populisme est paradoxal dans sa relation avec la démocratie libérale. Les populistes rejetteraient les mécanismes de contre-pouvoir de la démocratie libérale au nom d'une expression plus directe de la volonté générale du peuple. Les éléments qui constituent le socle de la démocratie libérale - l'État de droits, la séparation des pouvoirs, la représentation politique et le respect des droits et libertés – seraient écartés car ils limiteraient la souveraineté du peuple (Kriesi 2014).

Selon cette théorie, les populistes revendiqueraient le monopole de la représentation de la volonté générale du peuple. Une tendance aux possibles dérives autoritaires, qui représente éventuellement une menace à la démocratie moderne. En effet, même s'ils appellent à une démocratie plus directe, les mouvements populistes sont souvent menés par des leaders charismatiques et leur parti est hautement centralisé et personnalisé (Akkerman, Mudde, et Zaslove 2014). Cette revendication de la volonté collective du peuple viendrait donc défier, voire menacer, les diverses institutions intermédiaires du pouvoir, car celles-ci mettraient de côté les demandes de certains groupes de citoyens exclus du pouvoir. En effet, les populistes parviendraient à incarner avec succès les demandes des groupes se sentant exclus des canaux démocratiques usuels. Leur redonnant ainsi une forme de dignité symbolique, le populisme apparaîtrait comme une nécessité pour construire un régime vraiment pluraliste et démocratique. En somme, l'ambiguïté s'explique de la façon suivante : tout en se réclamant d'une réelle démocratie près des besoins du peuple, les populistes ne respectent pas toujours les normes de la démocratie libérale (de la Torre 2000; Hawkins 2010). Cette section avait pour objectif d'illustrer le paradoxe entre populisme et démocratie et de démontrer l'intérêt des chercheurs envers ce débat non consensuel. La prochaine section vise à expliquer deux prémisses importantes pour ce mémoire. Premièrement, il sera démontré que cette confusion viendrait d'un débat normatif sur ce que devraient être les fondements de la démocratie. Deuxièmement, les deux grandes conceptions de la démocratie qui s'opposent dans la littérature, libérale et radicale, seront présentées.

## Les démocraties libérale et radicale

L'origine grecque du terme démocratie se définit par « *rule of the people* », même si en pratique, ce type de régime se fait rare (Hammond 2009, 92). Le débat sur la démocratie repose toujours sur la même question : « *who ought to comprise "the people" and what does it mean for them "to rule"?* » (Dahl 1989, 3). La démocratie libérale, aussi appelée représentative, sous-entend des principes différents que la démocratie radicale, dite directe.

*The term democracy means different things to different people. For some it is a procedural term requiring the fullest possible participation among the widest possible segment of the population. "Direct" democracy or "participatory" democracy connotes a nearly universally active citizenry, fully engaged politically and truly responsive for their own government. "Representative" or "indirect" democracy allows for the placement of governmental responsibilities more firmly within elected officials, and thus the people govern primarily through the ballot box as well as through the sheer force of public opinion. (Hammond 2009, 92)*

Le concept de démocratie demeure aujourd'hui un sujet des plus débattus en science politique et comme nous le verrons dans les prochaines sections, la littérature sur le populisme implique nécessairement ce même débat.

### La démocratie libérale: protéger l'individu

#### La logique libérale

Pour comprendre la logique de la démocratie libérale, il faut d'abord expliquer la théorie moderne du droit naturel. Parmi ses fondateurs, Locke et Hobbes ont développé la logique individualiste selon laquelle les humains ont, de façon naturelle et égale, le droit à la vie, à la liberté et à la propriété. Cela suppose que les humains auraient existé avant la société et auraient créé cette dernière sur la base d'un consentement tacite à l'égard des règles établies (Hammond 2009). Cela suppose aussi que les citoyens sont inégaux en termes de talents, de forces, de richesses ou de vertus, mais selon la théorie du droit naturel, aucune de ces inégalités ne donne le droit de gouverner les autres sans leur consentement. Cette nécessité de consentement explique en quoi la conception moderne du droit naturel a mené à cette méthode de désignation des représentants que sont les élections (Manin 2012). Au contraire de la démocratie directe, les citoyens n'accèdent pas au pouvoir, mais consentent à ce dernier.

Les Libéraux ont aussi donné une logique pluraliste et rationnelle à l'exercice du pouvoir. Comme Kant l'a développé, la recherche de la rationalité exige d'abord un environnement de tolérance qui permet de développer ses idées, peu importe où celles-ci peuvent mener (Claeys 2013). L'idéologie libérale accepte donc le caractère pluraliste d'une société. Selon *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, «*for pluralists a society should have many centres of power and politics should reflect the interests and values of as many different groups as possible through compromise and consensus*» (Mudde et Kaltwasser 2013, 500). Pour respecter cette pluralité, les Libéraux jugeaient nécessaire d'équilibrer le pouvoir par l'entremise de diverses institutions et de protéger les individus du pouvoir arbitraire et archaïque du peuple ou du gouvernement (Hammond 2009). C'est donc l'individu qui est au centre: «*The essential liberal idea at the core of the liberal revolution was that government exists to protect the interest of the individuals it governs*» (Johnston 2013, 76). Dans le modèle libéral, le peuple ne gouverne donc pas directement, mais il contrôle la sélection de ses représentants, sans que ces derniers aient toutefois l'obligation ou la possibilité d'appliquer les souhaits de la volonté générale (Kaltwasser 2012). Enfin, dans la logique libérale, le principe d'égalité passe par la même liberté des citoyens de choisir leurs gouvernants (Manin 2012).

En clair, la logique libérale vise à limiter et à encadrer le pouvoir afin de protéger les droits naturels des individus en société.

### **Les principes de la démocratie libérale**

L'ouvrage de Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, nous apprend les origines de ce qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de démocratie, c'est-à-dire les institutions qui se sont progressivement imposées en Occident, à la suite des révolutions modernes anglaise, américaine et française de la fin du 18<sup>e</sup> siècle (2012). Ces institutions et les règles qui en découlent devaient jouer le rôle d'intermédiaires entre les gouvernants et les gouvernés, visant un gouvernement équilibré, à l'abri de l'absolutisme. Cette évolution s'est faite au fil du temps, de nouveaux principes s'intégrant de plus en plus dans divers pays, pour finalement obtenir une démocratie libérale. Or, il faut noter que les penseurs à l'origine de la révolution libérale ne percevaient aucunement ces nouvelles institutions comme une forme de démocratie, au sens de gouvernement par le peuple. Au contraire, les Pères fondateurs de la

démocratie libérale ne prévoyaient aucun rôle au peuple en tant que corps collectif (Manin 2012).

La vaste littérature traitant des fondements de la démocratie libérale fait systématiquement référence au même groupe de penseurs, les idéaux de ceux-ci étant inter reliés (Johnston 2013). Locke, Montesquieu, Madison et plusieurs autres ont tous participé à l'avènement de la révolution libérale (Dahl 1989; Johnston 2013) et malgré les variantes de leurs contributions, les mêmes principes demeurent.

Suivant les travaux de Dahl (1989), Manin (2012) et Johnston (2013), les institutions démocratiques modernes gravitent autour de quatre grands principes inter reliés, **(1)** la séparation des pouvoirs, **(2)** l'État de droits et **(3)** la représentation politique, modèle de gouvernance marquant le triomphe de la démocratie représentative (Manin 2012). «*Within a few years, what De Tracy, James Mill, and James Madison had correctly seen as a revolutionary transformation of democracy was taken for granted: it was obvious and unarguable that democracy must be representative.*» (Dahl 1989, 29). Le dernier chaînon manquant à la démocratie actuelle est **(4)** le principe de droits et libertés des citoyens, marquant le passage à la démocratie dite libérale (Benoît 1978; Johnston 2013). Voici un résumé de ces grands changements (Johnston 2013), auxquels nous avons ajouté les quatre principes démocratiques, que nous décrivons en détails sous le tableau:

L'ancien.....fait place.....au nouveau			
Monarchie absolue		République ou monarchie limitée	(1) Séparation des pouvoirs
Autorité arbitraire		État de droits	(2) État de droits
Gouvernement exécutif		Gouvernement représentatif	(3) Représentation politique
Sujets (avec obligations)		Citoyens (avec des droits)	(4) Droits et libertés

Figure 1. Révolution libérale

### *Séparation des pouvoirs*

La séparation des pouvoirs est un concept qui remonte aussi loin qu'au 17<sup>e</sup> siècle et qui implique un type de gouvernement mixte comprenant diverses sources de pouvoir. Le concept s'est peaufiné au 18<sup>e</sup> siècle par la contribution de fervents républicains comme Montesquieu et Madison, pour obtenir la séparation du pouvoir en trois branches, exécutive, judiciaire et législative, dans différentes institutions (Dahl 1989). Le principe de séparation des pouvoirs est à la base des régimes républicains et des monarchies constitutionnelles.

### *État de droits*

L'État de droits est ce qui a remplacé l'autorité arbitraire des Souverains, c'est-à-dire la prérogative monarchique. De nos jours, l'État de droits exige que l'ensemble des actions de l'État, mis à part celles appartenant toujours à la prérogative monarchique s'il y a lieu, soient issues de lois votées au parlement (Johnston 2013). L'établissement d'une constitution nationale est nécessaire pour obtenir l'État de droits<sup>1</sup>. La constitution regroupe des lois spéciales qui règlementent à la fois l'autorité de l'État, les limites de celle-ci et la procédure par laquelle ces lois spéciales peuvent être modifiées (Johnston 2013).

### *Représentation politique*

Inventé aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, le gouvernement représentatif est une forme indirecte du gouvernement par le peuple, qui exige la représentation politique des citoyens par des représentants élus. Ce type de régime implique nécessairement des institutions ayant le rôle d'intermédiaires entre le peuple et le pouvoir, dont l'élection est l'institution centrale. Manin (2012, 17-18) identifie quatre éléments constitutifs du gouvernement représentatif :

- 1 – les gouvernants sont désignés par élection à intervalles réguliers.
- 2 – Les gouvernants conservent, dans leurs décisions, une certaine indépendance vis-à-vis des volontés des électeurs.
- 3 – Les gouvernés peuvent exprimer leurs opinions et leurs volontés politiques sans que celles-ci soient soumises au contrôle des gouvernants.

---

<sup>1</sup> Certains pays font exception. Par exemple, le Royaume-Uni ne possède pas de constitution nationale mais est tout de même considéré comme un État de droits.

4 – Les décisions publiques sont soumises à l'épreuve de la discussion.

L'élément essentiel de la représentation politique est la tenue d'élections, ce qui permet d'identifier ceux qui représenteront les citoyens au parlement.

### *Droits et libertés*

Le gouvernement représentatif permettait dès lors de pratiquer la démocratie sur un grand territoire et pour un grand nombre de citoyens, amenant de nouveaux enjeux. «*Within the far larger domain of the nation-state, new conceptions of personal rights, individual freedom, and personal autonomy could flourish.* » (Dahl 1989, 30). La société étant maintenant composée d'une foule d'individus aux intérêts divergents, il convenait d'empêcher la tyrannie de la majorité sur les intérêts d'une minorité. En 1815, Benjamin Constant, pionnier de la pensée libérale, s'exprimait en ces termes sur les risques de la souveraineté populaire : « Il est faux que la société toute entière possède sur ses membres une souveraineté sans bornes... Il y a au contraire une partie de l'existence humaine qui, de nécessité, reste individuelle et indépendante, et qui est de droit hors de toute compétence sociale. » (Benoit 1978, 110). En clair, l'assentiment de la majorité n'est pas suffisant pour opprimer les droits fondamentaux, civils et politiques, de certains citoyens, ceux-ci étant considérés inviolables et supérieurs au processus démocratique. Ces droits civils et politiques impliquent autant les libertés d'expression ou de religion que les droits de propriété ou de vote des citoyens. Des institutions ont donc reçu le rôle de protéger ces droits fondamentaux (Dahl 1989), dont la constitution nationale dans laquelle ils sont enchâssés et la branche judiciaire, où une cour d'instance finale a la capacité de rejeter les législations contraires à cette constitution (Johnston 2013).

En conclusion, la démocratie libérale a pour objectif de protéger les individus du pouvoir arbitraire de la majorité ou de l'État. Les institutions de la démocratie libérale moderne servent à protéger quatre grands principes : la séparation des pouvoirs, l'État de droits, la représentation politique et les droits et libertés des citoyens. Pour analyser l'impact des populistes sur la démocratie, ces quatre principes sont essentiels.

## **Le populisme sous l'approche libérale : une menace**

L'approche libérale aborde le populisme comme une menace à la démocratie, car il transgresserait les principes de séparation des pouvoirs, d'État de droits, de représentation politique ou de droits et libertés. Les tenants de cette approche considèrent les populistes comme anti-pluralistes, car ils revendiquent le monopole de la représentation populaire et qu'ils sont hostiles aux intermédiaires du pouvoir qui prônent dans les démocraties libérales (Mudde 2004; Hawkins 2010; Mudde et Kaltwasser 2013; Müller 2016a). Voyant le populisme comme le symptôme d'une démocratie dysfonctionnelle, les auteurs tentent généralement d'expliquer les causes du populisme. Ils supposent au préalable qu'un pays avec un système de partis fort et des institutions démocratiques efficaces a peu de risque de voir apparaître des mouvements populistes (Kaltwasser 2012).

## **La démocratie radicale : défendre la collectivité**

Si la démocratie libérale revêt plusieurs aspects démocratiques tels que les droits individuels et le suffrage universel, son système d'élections peut être perçu comme non démocratique car il ne permet pas l'accès égalitaire aux charges publiques pour tous les citoyens (Manin 2012).

À l'aube des révolutions civiles, des penseurs démocrates tels que Rousseau valorisaient davantage la participation directe des citoyens dans la prise de décision (Claeys 2013). Selon Manin (2012), le rapport entre gouvernants et gouvernés est aujourd'hui perçu comme démocratique, mais l'élection de gouvernants concorderait plutôt avec un régime élitiste, voire aristocratique. Au contraire des Libéraux, les Démocrates de l'époque jugeaient que le système d'élection était aristocratique dans le sens où il était pensé pour sélectionner des représentants différents de leurs électeurs et perçus comme supérieurs. Dans son célèbre ouvrage, *Du contrat social*, publié en 1762, Rousseau argumentait qu'il était risqué que les considérations particulières des citoyens interviennent dans le choix des futurs magistrats, créant injustice et inégalité. Pour cette raison, le célèbre penseur valorisait le tirage au sort des magistrats, qui seraient chacun assignés à une tâche particulière. En effet, aussi loin qu'Aristote en Grèce antique, le terme démocratie signifiait le tirage au sort pour désigner les citoyens accédant aux charges publiques.

La notion de volonté générale du peuple est au cœur de la logique d'une démocratie plus directe. Pour Rousseau, « *sovereignty is the deposit of will and identical to the people as collective agent possessing will but relinquishing power* » (Hammond 2009, 310). Les citoyens étant tous égaux dans la société, ces derniers seraient à la fois capables d'établir les lois et de les appliquer. Selon la logique radicale démocrate, aucune institution ne serait plus légitime d'exercer le pouvoir que le peuple lui-même (Mudde et Kaltwasser 2013). Cela pose les bases d'un régime où la collectivité règne. Voilà pourquoi le populisme est davantage identifié à la démocratie radicale, aussi qualifiée de directe, participative ou populaire.

### **Le populisme sous l'approche radicale : une solution**

L'approche radicale aborde le populisme comme une solution aux lacunes de la démocratie libérale, qui pose trop de limites à la souveraineté du peuple et dont la rationalité aseptise les passions politiques (Mouffe 2016; Laclau 2008). Selon les tenants de cette approche, la démocratie libérale ne répondrait pas à l'idéal d'égalité dans la participation démocratique, car elle exclurait la population des cercles de décision, et elle exclurait aussi la teneur passionnelle de la politique.

*To understand the ambivalent relationship between populism and democracy, it is important to mention that populism is essentially democratic, but is at odds with the liberal democratic model (Kaltwasser 2013). The latter is a complicated type of government, which combines the principles of popular sovereignty and majority rule, essential to populism, with 'checks and balances' and minority rights, antithetical to populism. [...] by employing the notion of the general will, the populist ideology shares the Rousseauian critique of representative government. Populism appeals to Rousseau's republican utopia of self-government that is the very idea that citizens are able both to make the laws and execute them (Mudde & Kaltwasser 2013 En ligne).*

Le philosophe Alain Deneault, dans son ouvrage *Politiques de l'extrême centre* (2016), stipule que le libéralisme rationnel, évacué des passions collectives, transformerait les partis politiques conventionnels en organisations désuètes offrant toutes des options similaires, ce qui désengagerait les citoyens de la politique. Pour l'Espagnol Inigo Errejón (2017), fondateur du parti populiste de gauche PODEMOS, le peuple ne désire pas nécessairement une démocratie directe, mais face au déficit grandissant des institutions démocratiques, les demandes hétérogènes des citoyens finiraient par se fédérer en une volonté collective. Et dans ce contexte, la rhétorique populiste insuffle ce combat aux citoyens, en menant à la

construction d'un «peuple». Le controversé Carl Schmitt pavait déjà le chemin à cette théorie en arguant que pour être capable d'agir politiquement, un peuple doit être unifié comme entité «en vertu d'une similarité forte et consciente, en raison de frontières naturelles précises ou pour toute autre raison. Il est alors une unité politique en tant que puissance réelle dans son identité immédiate avec lui-même» (Manin 2012, 193). Ainsi, comme le développe le penseur de gauche Ernesto Laclau, le populisme serait une façon de reconstruire le peuple comme identité politique. À ce propos, la philosophe Chantal Mouffe rectifie que le populisme ne s'oppose pas nécessairement au type de gouvernement représentatif; le populisme serait un processus de construction identitaire et ce processus passerait par la représentation. À noter qu'il n'y a pas que des philosophes qui voient le populisme comme la construction discursive d'un peuple. Les politologues Aslanidis (2017) et Bonikowski (2017) interprètent aussi le populisme comme un discours politique qui mobiliserait le ressentiment d'une collectivité à l'égard d'un ennemi particulier. Mouffe pose toutefois la question cruciale : «Comment construit-on le peuple, à partir de quelle chaîne d'équivalences? Est-ce que ce sera un peuple de droite ou un peuple de gauche?» (2017, 198-199). En résumé, dans une perspective de démocratie directe, le populisme apparaît comme une solution : un discours servant à construire une identité collective, un peuple qui se mobilisera sur la scène politique.

Pour conclure cette section, l'approche radicale prétend que la souveraineté du peuple est la valeur première de la démocratie alors que l'approche libérale prétend que la protection des individus par la limitation du pouvoir arbitraire est le pilier de la démocratie. Ainsi, les tenants de l'approche libérale priorisent l'État de droits et le constitutionnalisme plutôt que la souveraineté populaire. Dans la prochaine section, il sera avancé que la démocratie libérale s'est imposée comme la seule forme démocratique légitime.

## **L'hégémonie libérale**

Au détriment du principe de souveraineté populaire, la démocratie libérale s'est imposée comme la seule forme de démocratie possible. En effet, les experts s'entendent pour dire que la démocratie tel qu'entendu dans nos sociétés modernes correspond au modèle libéral. Comme l'explique Manin, cette conception de la démocratie directe n'a pas réussi à

s'imposer dans l'ère de changement politique du 18<sup>e</sup> siècle et aujourd'hui nous ne soupçonnons même plus cette possibilité (2012).

*Liberalism is most associated with government by consent, human rights, constitutionalism, the separation of powers, freedom of speech and belief, and a tendency to favor incremental change or reform. In one form or another it is both the dominant ideology of Western nations and the basic creed of such global institutions as the United Nations (Claeys 2013, 501).*

Le triomphe ultime du libéralisme se serait soldé par la chute du Bloc soviétique communiste à la fin des années 80. Est venu s'ajouter à ce contexte une mondialisation maintenant irréversible. Certains penseurs en sont même arrivés à la conclusion que le monde serait entré dans une ère post-politique, comme en témoigne la théorie de Francis Fukuyama : «*liberal democracy is taken to be more than just the currently dominant creed; it was additionally the end point of humanity's ideological evolution. There could be no further hegemonic idea.*» (Claeys 2013, 506). Plusieurs adeptes de cette théorie acceptent que les frontières idéologiques gauche/droite soient maintenant dépassées face à un ordre mondial global qui regroupe un ensemble d'individus atomisés qui appartiennent au même système. Les partis sociaux-démocrates auraient eux aussi participé à l'implantation de cette hégémonie libérale en acceptant son consensus dit pluraliste et rationnel (Deneault 2016). La théoricienne Chantal Mouffe en fait un constat plutôt alarmant :

Aujourd'hui, dans nos sociétés, post-démocratiques, tout ce qui a à voir avec la démocratie entendue comme égalité et comme souveraineté populaire a été écarté par l'hégémonie du libéralisme. Toute la dimension de souveraineté du peuple est vue comme archaïque. Cela a fini par faire partie du sens commun de la gauche européenne de manière si fondamentale qu'elle considère que la démocratie c'est simplement les élections, le bipartisme et la reconnaissance des droits de l'homme (2017, 140).

Carlos de la Torre fait partie des politologues qui étudient la démocratie en Amérique latine. Il soulève que ce continent est marqué par une plus grande tradition de souveraineté populaire: «*populist leaders have invoked forms of direct democracy against liberal models* » (2000, xiv préface). Dans le *Dictionary of modern politics* (Robertson 2002), on peut lire que le populisme est une tradition politique qui survient particulièrement en Amérique latine. Pour les auteurs de cette encyclopédie, le populisme latino-américain serait en fait la mobilisation de masses plus pauvres contre l'État et les institutions, sous le contrôle d'un leader charismatique. Au contraire de de la Torre, ces experts ont une tendance paternaliste à interpréter comme illégitime le régime démocratique latino-américain, car ce dernier serait

différent des institutions libérales habituelles. Cette interprétation correspond bien au discours de ceux qui prétendent que le populisme serait une caractéristique symptomatique des sociétés non modernes dont la démocratie est encore immature, et dont la solution passe par un meilleur développement et plus d'éducation (Kaltwasser 2012). Mais selon Mouffe et Errejón, cette crainte des expériences de volontés collectives latino-américaines, «vient en grande partie de l'influence de l'hégémonie du néolibéralisme et du sens commun qu'elle a établi; un sens commun qui conçoit la démocratie au sens strictement libéral, et qui cherche à disqualifier toute tentative de remise en question en l'accusant de «populisme»» (2017, 143).

Cette section a exposé que la théorie libérale a imposé sa vision de la démocratie au monde entier, favorisant l'État de droits au détriment de la souveraineté directe du peuple. Il a aussi été démontré que cette hégémonie mène à une interprétation négative du populisme. La prochaine section expliquera d'abord les lacunes de la démocratie libérale et les conséquences de celles-ci, pour ensuite expliquer en quoi le populisme pourrait être un phénomène en réaction à la démocratie libérale.

## **Le déficit démocratique**

Le modèle démocratique dans lequel évoluent nos sociétés occidentales depuis maintenant deux siècles serait peut-être à un moment critique de son histoire. Tel que l'explique Manin, «le dispositif institutionnel réglant la désignation des représentants par les citoyens et l'influence de la volonté populaire sur les décisions gouvernementales n'a pas changé depuis les origines du gouvernement représentatif» (2012, 305). Ainsi, l'histoire n'a pas rapproché les gouvernants des gouvernés et ces derniers n'ont pas un plus grand contrôle sur ceux qu'ils ont élus. Trois indicateurs empiriques répandus dans le monde nous confirment que la démocratie représentative est maintenant en transformation: la baisse du taux de participation aux élections, la baisse du nombre de membres des partis politiques et la hausse de la volatilité des électeurs (Manin 2012; Kriesi 2014; Mouffe et Errejón 2017). Plusieurs tentent de l'expliquer.

Bernard Manin, lui, offre une perspective nuancée quant à la démocratie représentative : «L'élection sélectionne nécessairement des élites, mais il appartient aux citoyens ordinaires de définir ce qui constitue une élite et qui y appartient» (2012, 308). Certes, affirme-t-il, le

gouvernement représentatif est équilibré par des mécanismes de contre-pouvoir, mais l'absence de mandats impératifs et le fait que les élus ne sont pas révocables à tout moment leur donnent une marge d'indépendance non négligeable envers les électeurs. Ainsi, l'auteur explique que les changements qui ont affecté les démocraties représentatives dans les dernières décennies du XXe siècle sont d'abord l'érosion de la fidélité partisane, entre autres causée par la baisse de respect envers les autorités et les médias, et ensuite, la croissance de la participation politique non institutionnalisée, telle que les manifestations, les pétitions, les boycotts ou les grèves. Mais pourtant, il serait précipité de croire que ce type de participation non conventionnelle est en conflit avec la démocratie actuelle. Pour Manin, il serait plus juste de dire que ce type de participation vient compléter les institutions existantes.

Les auteurs du livre *Miser sur l'égalité* offrent une perspective économique originale en reliant entre elles les inégalités économiques grandissantes aux inégalités politiques :

Il faut aussi considérer les règles qui régissent les institutions, et les points d'accès au pouvoir qu'elles offrent. Les élus, dont un bon nombre appartiennent à des classes sociales plus aisées, ont tendance à prêter une oreille plus attentive aux classes sociales dont ils font partie. Les organisations disposant de ressources financières et matérielles, d'un meilleur accès à l'information, ont plus de facilité à exercer une influence discrète, par le lobbyisme, ou publique, par leur participation aux médias, sur les décisions prises au nom du peuple. La société civile est souvent exclue, voire ignorée, par les cercles du pouvoir. Les modalités de participation, entre les élections, ne sont pas modelées de manière à favoriser la participation du plus grand nombre (Fahmy & Venne dans Noël et Fahmy 2014, 144).

Comme le mentionne Taggart, le populisme serait un phénomène en réaction à la démocratie libérale : « *if we look at some of the core ideas of liberalism, it is clear that populism, in its widest sense, is a reaction against it. Liberalism has a world view that is constructed around individuals. Populism deals in collectivities in its celebration of the people as an organic whole.* » (2000, 116). Entre individus et collectivité, entre constitutionnalisme et volonté générale, telle est la nature de la tension démocratique dont il est question lorsqu'on aborde le populisme dans sa relation avec la démocratie (Kaltwasser 2012).

Van Kessel vient aussi en rajouter: « *Some scholars have argued that populism emerges when the political elite loses track of public opinion, or when the 'constitutional' or 'liberal', as opposed to the 'democratic' or 'popular', pillar of democracy becomes too dominant* » (2015, 9). Comme l'expliquent Fahmy et Venne, les citoyens qui ne se sentent pas entendus par les institutions existantes sont attirés par les nouvelles formes de participation citoyenne, «qui

sont extérieures aux institutions traditionnelles du pouvoir.» (2014, 142). Et le discours populiste peut facilement résonner comme une de ces alternatives citoyennes. Mény et Surel nous rappellent que le populisme «*may constitute an effective reminder that democracy is not a given, but is instead a constant enterprise of adjustment to the changing needs and values of society.*» (2002, 17 dans Van Kessel 2015, 9).

La définition minimale du populisme pourrait d'ailleurs se résumer à la démocratie illibérale:

*Pappas (2016) argues that his definition of populism as 'democratic illiberalism' not only allows us to distinguish it from political liberalism, but also autarchy, or as he rewords it to explicitly demonstrate its difference from his own concept, 'nondemocratic illiberalism'. This clarification is useful as it demonstrates where those who see populism as both illiberal and non-democratic have gone wrong—they conflate it with autarchy (Moffitt 2017, 114).*

En somme, les populistes s'opposent aux principes de la démocratie libérale et semblent adhérer davantage à la conception radicale de la démocratie (Rooduijn, van der Brug, et de Lange 2016). «*Populists are against all kinds of intermediaries between the people and the decision-makers, and against political parties in particular (Pasquino 2008: 21). They plead for a more direct linkage of masses to elites (Taggart 2002: 67).*» (Dans Kriesi 2014, 363). Chantal Mouffe, partisane d'un populisme de gauche, nous rappelle qu'il n'est pas nécessaire de s'opposer à la représentation politique pour désirer une démocratie directe. Bref, le populisme ne remettrait pas en cause le principe de gouvernement représentatif mais revendiquerait plutôt une limitation des intermédiaires entre le peuple et les élus.

S'il est clair que les populistes sont hostiles à la démocratie libérale, leur interprétation d'un lien plus «direct» entre le chef du gouvernement et le peuple reste à débattre. Certains populistes pourraient l'interpréter comme un plus grand pouvoir du peuple et d'autres comme un plus grand pouvoir du gouvernement. Mais ces deux interprétations agissent sur la démocratie de façon complètement différente. Malgré le nombre de chercheurs qui étudient le sujet, aucun consensus dans la littérature ne permet présentement de confirmer que le populisme est un phénomène qui se présente en opposition à la démocratie libérale. Ainsi, la question demeure : le populisme est-il une menace ou une correction à la démocratie libérale? Maintenant que la table est mise, la prochaine section démontrera en quoi la faiblesse analytique du concept de populisme est en partie responsable de cette impasse.

## La définition du populisme et ses limites

Comme expliqué plus haut, les approches libérale et radicale pour étudier le populisme seraient biaisées, car basées sur des postulats normatifs en faveur d'un certain type de démocratie. Voilà pourquoi une troisième approche, qui permettrait d'éviter ces biais normatifs, a été développée dans la littérature. Il s'agit de l'approche minimale développée par le réputé Cas Mudde (Kaltwasser 2012). Dans cette section, la définition minimale du populisme sera présentée, suivie des limites analytiques qu'elle occasionne.

### La définition minimale

À ce jour, la définition largement employée dans la littérature est celle de Cas Mudde: «*an ideology that considers society to be ultimately separated into two homogeneous and antagonistic groups, 'the pure people' versus 'the corrupt elite', and which argues that politics should be an expression of the volonté générale (general will) of the people.*» (Mudde 2004, 543; Stanley 2008; Rooduijn 2014; Kriesi 2014; Akkerman, Mudde, et Zaslove 2014; Van Kessel 2015). À sa plus pure expression, le populisme serait donc un schéma d'idées spécifique à la relation entre le peuple et l'élite (Albertazzi et McDonnell 2008; Canovan 2004; Mudde 2004; Stanley 2008; Hawkins 2010; Van Kessel 2015; Rooduijn et Pauwels 2011). En vertu de cette définition, le noyau conceptuel du populisme inclut le peuple, l'élite et la volonté générale du peuple (Mudde et Kaltwasser 2013). Nous pouvons aussi minimalement identifier quatre caractéristiques de ce schéma d'idées populiste (Van Kessel 2015, 11) :

1. *The existence of two homogeneous units of analysis: 'the people' and 'the elite'*
2. *The antagonistic relationship between the people and the elite*
3. *The idea of popular sovereignty* (ou volonté générale)
4. *The positive valorisation of 'the people' and denigration of 'the elite'*

C'est la grande prudence de Mudde qui a rendu sa définition aussi populaire dans la littérature. Pour preuve, Google Scholar nous informe que l'étude dans laquelle il présente cette définition a été citée 1 128 fois par d'autres chercheurs. Comme nous l'avons vu, l'analyse du

populisme dépend grandement des jugements de valeurs qu'ont les chercheurs dans leur vision de ce que devrait être la démocratie. Par conséquent, plusieurs ont conclu qu'il était possible d'éviter ces biais normatifs en suivant «*those authors that develop a minimal approach to studying populism vis-a-vis democracy*» (Kaltwasser 2012, 185). Ainsi, la définition de Mudde a entre autres été acceptée parce qu'elle ne dicte pas de préférence pour un modèle de démocratie idéale, qu'il soit radical ou libéral. Ensuite, on peut aussi soupçonner un simple phénomène de *path dependancy* sur la popularité de cette définition. Mudde ayant été un pionnier et chercheur réputé sur le sujet, sa définition du populisme a probablement été reprise d'emblée par ses successeurs.

## **Les limites de l'approche minimale**

### **Un outil de classification faible**

La définition de Mudde a peut-être l'avantage d'être neutre, mais elle a de sérieuses limites méthodologiques. Mudde a suivi la théorie conceptuelle de Giovanni Sartori (1970 dans Rooduijn 2014) : pour qu'un concept puisse être utilisé efficacement comme outil de classification en sciences sociales, sa définition ne devrait contenir que les attributs qui sont à la fois nécessaires et suffisants pour le distinguer. Cette approche minimale permettrait de repérer l'ensemble des manifestations du concept en question, tout en évitant le risque du *conceptual stretching* (Van Kessel 2015). Toutefois, un des arguments présentés dans ce mémoire est que la définition minimale actuelle n'empêche pas le *conceptual stretching*, c'est-à-dire qu'elle pourrait éventuellement s'appliquer à tous les partis, acteurs et mouvements politiques. C'est d'ailleurs cette caractéristique de caméléon qui a valu au populisme l'étiquette de *thin-centred ideology* (Mudde 2004). L'auteur de ce terme, Michael Freeden (1996 dans Silva 2017), justifie le qualificatif de «*thin*» comme une idéologie qui ne se rattache pas à une vision du monde englobant l'ensemble des aspects de la société, mais plutôt une idéologie qui concentre ses efforts sur un aspect spécifique, comme l'écologisme ou le féminisme. Ainsi, les éléments prévus dans la définition du populisme sont nécessaires mais pas suffisants pour distinguer les populistes des autres. En effet, le *conceptual stretching* est un risque toujours présent dans l'étude du populisme puisque ce dernier peut se combiner à

une panoplie d'idéologies différentes, aussi éloignées que le nationalisme ethnique de droite ou le socialisme de gauche.

Mudde et Kaltwasser précisent d'ailleurs les propos de Sartori: «*concepts are only useful for academic research if they not only include what is to be defined, but also exclude everything else*» (2013, 499). Justement, la présente définition ne permet pas d'identifier avec certitude ce qui n'est pas du populisme car ce dernier reste un fourre-tout idéologique.

### **Un noyau conceptuel inconstant**

Si le populisme ne partage pas d'idéologie commune, il possède toutefois trois concepts clés : le peuple, l'élite et la volonté générale du peuple. Selon le mouvement populiste observé, la nature des concepts de peuple et d'élite peuvent changer; le peuple comme souverain, comme gens ordinaires ou comme nation et l'alternance entre élites politique, économique, judiciaire, intellectuelle, médiatique, etc. (Mudde et Kaltwasser 2013). Ces nuances sont souvent liées à l'idéologie globale à laquelle se rattache le populisme; le peuple comme nation pour un populisme de droite par exemple. Mudde et Kaltwasser abonderont dans ce sens en rappelant que «*Both populist core concepts, 'the people' and 'the elite', are thus 'empty vessels', which can be filled in different ways, depending on the context and ideological features of the populist party*» (2013, 151). Ainsi, deux des trois principaux concepts du populisme ne peuvent être attribués de façon permanente à un contenu populiste particulier (Canovan 1981; Laclau 2008). Il s'agit donc d'un caméléon puisque le populisme ne peut être défini en termes de contenu de politiques ou par une idéologie particulière (Taggart 2000).

On peut lire dans le *Dictionary of moderns politics* (Robertson 2002) qu'il y aurait une surutilisation du terme ou encore dans *The Oxford Handbook of Political Ideologies* (Mudde et Kaltwasser 2013) qu'il pourrait s'agir d'un terme normatif qu'on devrait réserver aux médias et aux politiciens. En clair, même des encyclopédies réputées soulèvent un doute quant aux capacités analytiques de ce concept. Le philosophe Ernesto Laclau va encore plus loin en présentant les risques de circularité du concept; des chercheurs auraient présupposé l'existence d'une chose telle que le populisme, l'auraient étudiée, pour ensuite en adapter la définition en fonction de leurs résultats d'étude (1977 dans Taggart 2000).

## Noyau conceptuel difficilement mesurable

Cet éclatement de possibilités dans la nature du peuple et de l'élite rend la tâche difficile aux chercheurs lorsque vient le temps d'identifier les populistes. En effet, les chercheurs n'utilisent pas tous les mêmes indicateurs pour mesurer l'appel au peuple et l'appel anti-élite. Prenons l'exemple d'une étude de Rooduijn, de Lange, et van der Brug (2014), qui démontre que le populisme n'est pas un attribut fixe, mais que tous les partis peuvent diffuser des messages plus ou moins populistes. Le problème est que ces auteurs ont réalisé leur analyse de contenu en utilisant seulement les vagues indicateurs d'appel au peuple et d'anti-élitisme :

People-centrism was operationalized by the following question: 'Do the authors of the manifesto refer to the people?' Coders were instructed to look at every reference to the people, no matter whether it concerned, for instance, 'citizens', 'our country' or 'the society'. Anti-elitism was measured by means of the question: 'Do the authors of the manifesto criticize elites?' The critique had to target elites in general. Criticism directed towards individual parties (e.g. Labour in Britain) or individual politicians (e.g. Sarkozy in France) has not been coded as anti-elitism (2014, 567).

Avec une telle méthodologie, il n'est pas surprenant que cette étude arrive à la conclusion que tous les partis peuvent par moment faire référence au peuple et critiquer l'élite. À sa défense, il faut dire qu'il est difficile de déterminer comment classer les populistes et c'est exactement ce genre de problème qu'occasionne le faible concept de populisme. Il existe d'autres exemples d'études ayant des indicateurs douteux pour classer les partis populistes. Pour ne nommer qu'un autre exemple, Hawkins (2010) est le seul auteur connu qui repère entre autres l'appel au peuple des populistes par leurs références fréquentes à d'anciens leaders nationaux.

En résumé, on peut douter que l'appel au peuple et l'appel anti-élite soient suffisants pour distinguer les populistes, puisqu'ils sont inconstants dans leur nature et qu'ils sont difficilement mesurables. Certes, l'appel au peuple et l'appel anti-élite sont nécessaires à l'identification du populisme, mais ils ne sont pas suffisants.

Si la définition du populisme possède un noyau conceptuel *context-sensitive*, (Akkerman, Mudde, et Zaslove 2014), devrions-nous dire que le populisme se rapproche davantage d'une stratégie? C'est un des débats centraux dans la littérature sur le populisme. En effet, si le populisme est une idéologie, alors on pourra réellement distinguer les populistes des autres et, dès lors, on pourra observer leur impact sur la démocratie. Si, au contraire, le populisme est une stratégie que les partis adoptent plus ou moins selon le contexte, alors il devient difficile,

voire impossible de qualifier un parti comme populiste de façon durable dans le temps, et par le fait même, il devient difficile d'établir une relation fixe entre populisme et démocratie.

## **Idéologie ou stratégie ?**

Malgré l'acceptation de la définition minimale du populisme, les chercheurs ont encore différentes façons d'interpréter la manifestation du populisme; soit comme une idéologie, une stratégie ou un style. Van Kessel (2015), Rooduijn, de Lange, et van der Brug (2014) ainsi que Gidron et Bonikowski (2013) arguent que la manifestation du populisme serait davantage une question de degré d'un message plutôt qu'une étiquette définitive à accoler à un parti. Chose certaine, le classement par degré rend la tâche difficile lorsque vient le temps de classer les partis populistes afin de les analyser. Van Kessel résume ce problème de la façon suivante: *«one of the difficulties of using the concept as a tool of classification is that populism is not always a stable core attribute of certain political parties only. Populist rhetoric can in theory be voiced by all parties, and political actors may also modify their degree of populism over time.»* (2015, 33).

Selon le *Dictionary of modern politics* (Robertson 2002), une idéologie doit posséder un ensemble complet et autosuffisant d'attitudes, de points de vue moraux, de croyances empiriques et de règles de discours. Une idéologie, de façon purement subjective, nous dicte ce que nous devrions vouloir et comment l'atteindre. Le concept de populisme tel que défini actuellement ne remplit pas ces conditions. D'abord, le populisme n'est pas une idéologie autosuffisante. Le chercheur à l'origine même du concept de *thin centred ideology* affirme qu'une telle idéologie devrait pouvoir vivre d'elle-même et potentiellement devenir une *thick ideology* avant de conclure que ce n'est pas le cas pour le populisme (Freeden 2016 dans Silva 2017). En effet, le populisme ne peut être une idéologie qui vit d'elle-même puisqu'il ne s'attache à aucune valeur universelle clé telle que l'égalité, la liberté, etc. (Taggart 2000). De plus, jusqu'ici aucune étude ne nous permet de croire que le populisme regrouperait un ensemble de mouvements qui partagent une vision commune sur la façon d'atteindre cette vision idéologique.

D'autres arguments viennent affaiblir la théorie de l'idéologie. Des études de Rooduijn, de Lange, et van der Brug (2014) ainsi que de Mudde (2013) démontrent que les partis populistes

ayant du succès aux élections auraient tendance à assouplir leur discours populiste. Par contre, face à la popularité populiste, certains partis conventionnels emprunteraient parfois un ton populiste pour faire des gains électoraux à court terme. Hawkins (2010) renchérit l'argument en expliquant que même les partis classés comme hautement populistes tiendraient un discours plus populiste dans certains contextes, notamment en campagne électorale. Voilà pourquoi plusieurs chercheurs qualifient le populisme d'épisodique. Tel que le présente Weyland, « *populism should be conceived of as a transitory phenomenon: it either fails or, if successful, transcends itself* » (Weyland 2001, 14). Notamment pour ces raisons, plusieurs auteurs se sont positionnés en faveur d'une définition du populisme qui est plus près du discours (Hawkins 2010; Mouffe et Errejon 2017; Laclau 2008; Aslanidis 2017, 2016; Bonikowski 2017). Le controversé Ernesto Laclau (2008) renchérit dans son ouvrage, *La raison populiste*, que le populisme ne serait pas une idéologie, mais plutôt une façon de construire la politique et de construire la frontière entre ceux d'en bas et ceux d'en haut, le peuple et l'élite. Mais Müller (2016a) va plutôt dans le sens contraire en stipulant que la menace populiste est réelle puisqu'une fois au pouvoir, ceux-ci parviendraient vraiment à imposer leurs politiques antidémocratiques contre les institutions de contre-pouvoir, contre les systèmes de partis et les délibérations internes, contre la liberté d'expression et les lois constitutionnelles, plus spécifiquement les droits des minorités.

Récapitulons maintenant l'argumentation logique jusqu'ici présenté. Les chercheurs s'intéressent surtout au populisme dans sa relation avec la démocratie. Selon la conception démocratique radicale ou libérale, le populisme peut être une solution ou une menace à la démocratie. La définition minimale du populisme qui est largement acceptée dans la littérature permet d'outrepasser ce biais normatif, mais elle a d'importantes limites analytiques. Elle ne permet pas de distinguer les partis populistes des autres parce qu'elle n'identifie pas un dénominateur commun au populisme qui soit constant et tangiblement mesurable. Finalement, elle ne permet pas de mettre fin au débat sur le populisme et la démocratie.

La prochaine section amorcera la réflexion centrale prévue dans ce mémoire : les populistes se regroupent-ils sous un même dénominateur commun, c'est-à-dire la réforme ou la transgression des principes de la démocratie libérale?

## **Un dénominateur commun?**

La majorité des experts sont d'avis que le populisme tient un discours hostile envers la démocratie libérale. (Hawkins 2010; Mudde et Kaltwasser 2013; Kriesi 2014; Müller 2016a; Silva 2017). Si le populisme est bien une idéologie opposée à cette conception démocratie, alors il devrait se traduire par des actions qui réforment ou transgressent les principes de cette dernière : la séparation des pouvoirs, l'État de droits, la représentation politique, les droits et libertés. C'est en fonction de cette intuition que nous posons notre question de recherche: les partis populistes sont-ils opposés à la démocratie libérale? Nous analyserons d'abord si lesdits populistes, une fois au pouvoir, affectent concrètement la démocratie libérale, notamment s'ils transgressent ou réformes les lois et dispositifs prévus. Ensuite, nous compléterons ces premiers résultats avec une seconde analyse qui vérifiera si les populistes proposent des réformes démocratiques dans leurs programmes, avant et après avoir occupé le pouvoir.

Au terme de ces analyses, nos résultats seront mis en relation avec plusieurs théories avancées dans ce cadre théorique dans le but de vérifier s'il est possible d'identifier un dénominateur commun au populisme? Leur idéologie, de gauche ou de droite, permet-elle de prédire leur impact sur la démocratie? Les populistes se distinguent-ils des autres en étant favorables à la démocratie de type directe? Sont-ils tous anti-pluralistes dans leur façon de gouverner?

S'il s'avère que ces mouvements sont opposés à la démocratie, alors nous pourrions prétendre que le populisme peut être une idéologie véritable, dont un des dénominateurs communs empiriquement mesurables est la réforme de la démocratie libérale. Si au contraire, les mouvements populistes ne changent pas le système démocratique, alors nous pourrions prétendre que le populisme est peut-être davantage la propriété d'un discours stratégique plutôt qu'une vision du monde constante.

Le prochain chapitre sera consacré à la présentation de la démarche méthodologique qui sera employée pour mener à bien ce mémoire.

## **Chapitre 2 : démarche méthodologique**

La revue de la littérature faite au dernier chapitre nous permet d'avancer que le populisme serait un phénomène en réaction, voire en opposition, aux principes de la démocratie libérale, (Kriesi 2014; Mouffe 2016; de la Torre et Arnson 2013; Inglehart et Norris 2017; Müller 2016a; Silva 2017) soit (1) la séparation des pouvoirs, (2) l'État de droits, (3) la représentation politique et (4) les droits et libertés (Kriesi 2014).

La réalisation de ce mémoire comprend deux analyses, regroupées toutes deux dans l'optique d'offrir une meilleure compréhension de la dynamique entre les concepts de populisme et de démocratie. D'abord, lors de la première analyse, nous tentons de valider si les populistes au pouvoir ont un impact sur la démocratie libérale. Ensuite, la deuxième analyse poursuit la première, en validant si les populistes proposent vraiment des réformes démocratiques dans leur programme, notamment en accordant de l'importance à la démocratie directe. Et cette deuxième analyse nous permet aussi de voir si le discours des populistes se modère après qu'ils aient occupé le pouvoir. Mais avant d'expliquer ces deux études distinctement, il convient de présenter notre approche méthodologique générale, c'est-à-dire, de justifier nos principaux choix qui concernent l'ensemble du mémoire, aussi bien la première analyse que la deuxième.

### **Une étude descriptive et quantitative**

Le chapitre précédent offrait un vaste cadre théorique, qui nous permet de mieux comprendre la relation entre le populisme et la démocratie. À la suite de cette revue de la littérature, nous présentons maintenant deux analyses à la fois descriptives et quantitatives. Études quantitatives dans l'optique où nous utilisons des indicateurs empiriques et objectifs pour mesurer le degré de respect de la démocratie actuel de certains partis populistes. Ces indicateurs sont compilés et analysés, de manière à dégager, s'il y a lieu, la tendance observée. Études descriptives car nous n'identifions pas de liens de causalité. Le tout dans une approche comparative puisque nous mettons en contraste certains pays par rapport à la moyenne.

Certes, ce type d'analyse ne valide pas une inférence causale et ne permet pas d'atteindre une généralisation des résultats obtenus à l'ensemble des populistes. Toutefois, ce mémoire constitue une vérification sur un point précis : les cas populistes étudiés s'attaquent-ils à un ou plusieurs des principes de la démocratie libérale représentative? Que la réponse à cette question soit négative ou positive, nos conclusions contribueront, humblement, à l'avancement du débat quant aux impacts du populisme sur la démocratie.

## **Tester les quatre principes démocratiques**

Les indicateurs que nous utilisons dans nos deux études sont fortement liés aux quatre principes fondamentaux sur lesquels se base la démocratie libérale. Rappelons que cette dernière est fondée sur les institutions démocratiques qui agissent comme intermédiaires entre la volonté du peuple et les décisions exécutives du gouvernement. Formulé autrement, la démocratie actuelle a pour but de limiter le pouvoir arbitraire des citoyens et du gouvernement au profit des cadres institutionnels existants (Manin 2012). Tel que démontré dans le chapitre précédent, ces institutions protègent ces quatre principes démocratiques.

En premier lieu, la séparation des pouvoirs est un principe qui décentralise le pouvoir en le divisant en trois institutions différentes, soit la branche exécutive, le gouvernement, la branche législative, la chambre des représentants élus, et la branche judiciaire, la Cour Suprême. En second lieu, l'État de droits est le concept selon lequel l'ensemble des décisions politiques résultent de lois votées par la branche législative. La constitution d'un pays regroupe les lois spéciales encadrant le fonctionnement de cet État de droits. En troisième lieu, la représentation politique prend la forme d'un type de gouvernement issu de représentants élus par les citoyens. Au contraire de la démocratie directe, les citoyens n'accèdent pas au pouvoir, mais consentent à ce dernier par le biais d'élections. En dernier lieu, les droits et libertés des citoyens sont des droits fondamentaux politiques et civils qui sont enchâssés dans la constitution. Le respect de ces derniers sont jugés inviolables et supérieurs à toute nouvelle loi. (Voir la section sur la démocratie libérale du cadre théorique)

En clair, les indicateurs choisis pour cette étude doivent révéler si les partis populistes étudiés proposent ou implantent des politiques contraires à ces quatre principes.

## Période de temps à l'étude

Il est important d'abord de circonscrire notre démarche dans le temps. Le populisme étant un concept qui existe depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, de nombreux mouvements populistes se sont fait connaître au fil des époques, et ce dans diverses régions du monde, de façon épisodique (Mudde et Kaltwasser 2013). Si l'on suit l'évolution historique du populisme, on peut identifier trois vagues distinctes. Celui-ci aurait débuté en Russie, dans un contexte agraire, avant d'atteindre l'Amérique du Sud vers la moitié du 20<sup>e</sup> siècle, pour finalement s'associer à une montée de l'extrême-droite en Europe à partir des années 80 (Mudde et Kaltwasser 2013). Depuis les dernières années, les chercheurs en science politique étudient davantage le *zeitgeist* (esprit) populiste et son renouveau en politique moderne. Pourtant, en 2004, Mudde publiait une étude démontrant l'impact marginal des populistes sur la démocratie, arguant que le fait qu'ils «*claim to strive for 'a revolution' does not take away the fact that they look, at best, for radical changes within the existing democratic system.*» (2004, 546). Mais 9 ans plus tard, dans un article publié en 2013, Mudde démontre toutefois que les années 2000 marquent une augmentation du nombre de populistes au pouvoir: «*In the 1980s there was no such government, in the 1990s only one (Berlusconi I), yet in the first decade of the twenty-first century there have been seven majority governments and three minority governments.*» (2013, 4). Enfin, dans ce même article, il attribue l'actuel populisme à une quatrième vague de popularité en Europe, différentes des trois dernières décennies. En reprenant les travaux de Mudde, Rensmann, De Lange, et Couperus (2017) argumentent que les dernières années marquent bel et bien la montée d'un populisme plus fort, ajoutant que celui-ci pourrait cette fois laisser sa marque de façon concrète, au contraire de ce qui était jadis prétendu. Le prochain extrait exprime bien le contexte particulier dans lequel le populisme se situe de nos jours :

*In recent years, however, there has been a conceptual and political shift in the evaluation of populism. The contemporary rendition has lost much of its ambiguity when evaluating populism's contribution to the process of democratization. Populism is no longer considered a threat to democracy; rather, it's viewed as a necessary antidote to the ills of representative politics* (de la Torre et Arnson 2013, 62).

En ce qui concerne les experts du populisme en Amérique du Sud, plutôt que de parler de quatre vagues, de la Torre et Arnson (2013) identifient trois types de populisme: les

classiques, les néo populistes des années 90 et finalement les radicaux depuis les années 2000. Cette arrivée des populistes radicaux concorde d'ailleurs avec la 4e vague annoncée par les experts européens.

Ainsi, en nous basant sur ces informations, nous avons choisi de justement nous pencher sur les partis politiques faisant parti de ce contexte temporel actuel, c'est-à-dire à partir de l'an 2000 à aujourd'hui.

## **Démocraties libérales à l'étude**

Comme cette étude s'intéresse à la relation entre le populisme et la démocratie libérale, il convient de standardiser ce que nous considérons comme étant un pays démocratique sur le plan libéral. En effet, le terme démocratie est des plus normatifs, mais nous avons décidé de nous concentrer uniquement sur les partis politiques issus de pays considérés comme des démocraties électorales. Pour ce faire, nous utilisons les données de l'organisme Freedom House, pour qui une démocratie électorale doit respecter les critères suivants :

1. Un système de partis compétitifs ;
2. Le suffrage universel pour tous les citoyens adultes, excepté pour les restrictions légitimes telles qu'une sanction pour offense criminelle;
3. La tenue régulière d'élections libres et sans fraude, à vote secret, et dont les résultats sont représentatifs de la volonté du public;
4. Un accès public significatif des principaux partis politiques à l'électorat, à travers les médias et des campagnes politiques ouvertes (Freedom House 2012).

Freedom House classe les droits politiques et les libertés civiles de chaque pays du monde sur une échelle de 1, la meilleure note, à 7, la pire note. Un classement de 5,5 et plus indique que le pays n'est pas libre, et donc il ne fait pas partie des démocraties libérales (Johnston 2013). En concordance avec le classement de Freedom House, notre étude se concentre donc uniquement sur les pays reconnus comme régimes démocratiques libéraux.

## Régions à l'étude

### La mixité régionale dans l'étude du populisme

Le populisme est un phénomène qui s'étudie souvent dans un contexte régional. En 2014, Rooduijn constatait la rareté des études allant au-delà de ce clivage géographique. Comme en témoigne Mudde et Kaltwasser, l'Amérique du Sud et l'Europe sont deux régions ayant été au centre de nombreuses études sur le populisme.

*The literature tends to distinguish at least three ideal-types, which loosely relate to specific geographical areas and time periods: agrarian populism in Russia and the USA at the turn of the nineteenth century; socio-economic populism in Latin America in the mid-twentieth century; and xenophobic populism in Europe in the late twentieth and early twenty-first centuries* (2013, 201, En ligne).

En 1981, après avoir étudié l'évolution historique du populisme, Margaret Canovan concluait même que le concept de populisme différait d'une région à une autre, selon le type d'idéologie auquel il est associé, telle que le socialisme latino-américain ou le nationalisme européen (Mudde et Kaltwasser 2013; Van Kessel 2015). Dans le cas de l'Amérique du Sud, certains désignent le populisme comme une tradition politique qui y est spécifiquement répandue (Robertson 2002), dans une région où ce type de discours représenterait plus la norme qu'ailleurs dans le monde. (Silva 2017) En Europe, au contraire de l'Amérique du Sud, le populisme de masse ne serait peut-être pas enraciné dans les traditions politiques (Mudde et Kaltwasser 2013), mais depuis les dernières années, *«more than a hundred scholars from across the globe work on the topic, and produce many more articles and books on this particular party family (Populist radical right parties) than on all other party families combined!»* (Mudde 2013, 2).

Malgré la tendance xénophobe des populistes européens, rappelons toutefois que les dernières années marquent l'émergence de mouvements populistes de type socialiste non ethnique, tels que SYRIZA, PODEMOS, ou France insoumise (Mouffe et Errejon 2017). Tout comme dans les années 90 en Amérique du Sud, où le populisme est passé du socialisme au néolibéralisme (de la Torre et Arnson 2013).

En conclusion, on ne peut attribuer un certain type de populisme à une région particulière, rendant le clivage régional de l'étude du populisme désuet. Ceci est encore plus vrai dans le

contexte actuel de la 4<sup>e</sup> vague populiste, dans laquelle différentes idéologies militent ouvertement en faveur d'un «*illiberal remaking of democracy*» (Rensmann, De Lange, et Couperus 2017, 106).

## **Des régions démocratiques**

Certes, l'Europe et l'Amérique du Sud ne sont pas homogènes, certains pays étant plus démocratiques que d'autres. Mais cela ne constitue pas un obstacle à nos analyses puisque d'une part les populistes ciblés viennent de démocraties libérales, et d'autre part, nous considérons que, globalement, les pays de ces régions adhèrent aux grands principes de la démocratie libérale.

En ce qui concerne l'Europe, Van Kessel considère même les pays d'Europe de l'Est comme ayant une tradition démocratique libérale. S'il semble imprudent d'inclure ces pays dont le passé est influencé par le communisme, l'auteur défend bien son choix :

*In the quarter of a century that passed after the fall of the Berlin Wall there have been substantial developments in Central and Eastern European politics. Post-communist EU members, notably, have been forced to abide by the economic as well as the political norms of Western European countries (Mudde 2002a: 229). In addition, by the end of the 20th century it was possible to observe the entrance of a range of new parties in many Central and Eastern European countries, which voiced criticism of the mainstream political camps that had alternated in government after the fall of communism (Pop-Eleches 2010; Hanley and Sikk 2014) (Van Kessel 2015, 17).*

En ce qui concerne l'Amérique du Sud, malgré son histoire démocratique différente, nous l'incluons dans ce mémoire pour les mêmes raisons que l'Europe de l'Est. D'abord, les Nations-Unies, et d'autres institutions internationales découlant du libéralisme, ont su s'imposer en Amérique du Sud (Claeys 2013). De plus, mis à part la récente exclusion du Venezuela, 11 pays sud-américains sur 12 sont considérés comme des démocraties libérales par l'ONG Freedom House (2016).

Dans leur étude respective, Hawkins (2010) et Silva (2017) ne se limitent pas à la crainte d'un biais régional en étudiant à la fois des populistes latino-américains et européens. Certes, le populisme est plus conventionnel qu'ailleurs en Amérique du Sud; Silva démontrait en 2017 que 29% des partis latino-américains se classaient comme populistes, contrairement à 17% en Europe. Malgré une tradition institutionnelle différente de l'Occident, de la Torre et Arnsion

(2013) spécifient tout de même qu’au cours de l’histoire moderne, la plupart des populistes en Amérique du Sud ont été élus via des élections sans fraude ni violence politique, en précisant le respect global des institutions:

*And though “twenty-first-century socialism” may express populism’s redemptive promise, it also conveys the promises of other political discourses, such as participatory democracy, socialism, and nationalism, in a context where liberal democratic institutions have not been completely set aside* (de la Torre et Arnson 2013, 113).

Donc, tout comme les pays de provenance des populistes à l’étude, les régions où évoluent ces derniers appartiennent, elles aussi, au cadre démocratique mondial. Bien que non homogènes sur ce plan, dans l’ensemble, les pays d’Europe et d’Amérique du Sud respectent les institutions et les principes de la démocratie libérale.

## **Des partis populistes de gauche**

Finalement, la décision d’étudier les populistes en Amérique du Sud revêt aussi l’avantage d’inclure plus de partis populistes de gauche dans nos deux analyses. En effet, mis à part les partis SYRIZA, en Grèce, ou SMER, en Slovaquie, l’ensemble des populistes européens répondant à nos critères de recherche (cf. plus bas) défendent une idéologie de droite. Nous accueillons donc cette diversité régionale comme un avantage, car nous ne nous intéressons pas uniquement à l’impact des populistes de droite sur la démocratie. En effet, un récent article démontre que les effets des populistes de gauche sur la démocratie seraient différents que ceux de droite, probablement dû à leur idéologie (Huber et Schimpf 2017). Ainsi, pour ces raisons, nous jugeons intéressant d’inclure ces deux régions du monde dans notre mémoire, dû à leur certain équilibre dans la présence de partis politiques à gauche et à droite, à leur statut démocratique ainsi qu’à leur historique populiste particulier et à ce contexte de 4<sup>e</sup> vague populiste touchant autant l’Amérique latine que l’Europe. Maintenant que la période et les lieux ont été ciblés, il faut s’attarder à la sélection des partis populistes.

## **Partis politiques à l’étude**

La présente section est primordiale pour comprendre la sélection des partis populistes qui seront à l’étude dans nos deux études. D’abord, les critères de sélection généraux sont détaillés, suivi des sélections finales des partis pour chacune des régions nous intéressant.

Finalement, l'ajout de deux partis populistes d'autres régions est justifié pour bonifier le mémoire.

## **Critères de sélection**

En plus de respecter les caractéristiques ciblées plus haut dans ce chapitre, les partis politiques à l'étude dans ce mémoire doivent respecter quatre critères que nous avons déterminés. Ces critères évitent les biais de sélection lors du choix des partis tout en nous assurant de leur pertinence par rapport à nos objectifs d'analyse.

Pour sélectionner les formations politiques selon ces quatre critères, nous nous basons sur trois travaux d'experts s'étant déjà penché sur la question ; le livre de Van Kessel, publié en 2015, *Populist Parties in Europe*, et deux livres traitant de la région sud-américaine, *Latin American Populism in the Twenty-First Century*, coécrits par de la Torre et Arnson (2013), et *Venezuela's Chavismo, and populism in comparative perspective*, écrit par Hawkins (2010). En effet, ces auteurs ont étudié systématiquement tous les pays de leur région, afin de remonter dans le temps pour y trouver des gouvernements populistes, entre autres lors de la période qui nous intéresse. Leur description détaillée de chacun des partis populistes nous permet de nous assurer du respect des quatre critères de sélection qui seront décrits dans cette section. Pour la récente période de temps non couverte par ces ouvrages, de 2013 à aujourd'hui, après une revue de l'actualité à l'aide d'articles de journaux, il n'y a pas de parti populiste répondant à l'ensemble de nos critères, et donc nous assumons que notre sélection de partis pour ces deux régions est relativement complète.

La présente section fait le détail des quatre critères de sélection des partis qui sont (1) le statut populiste du parti, (2) la crédibilité de celui-ci, (3) le statut de gouvernement exécutif et (4) la durée de la période au pouvoir.

### **Statut populiste du parti**

D'abord, les partis doivent être considérés comme hautement populistes, selon la définition minimale de Mudde puisque celle-ci est largement acceptée dans la littérature et aussi parce qu'elle constitue une part importante de notre cadre théorique. Il est important de spécifier que le statut de populiste doit être attribué au parti et non seulement au chef actuel du parti. En

concordance avec la définition de Mudde, ces partis doivent s'associer aux trois concepts clés du populisme: « (1) *portray 'the people' as virtuous and essentially homogeneous; (2) advocate popular sovereignty, as opposed to elitist rule; and (3) define themselves against the political establishment, which is alleged to act against the interest of 'the people'.* » (Van Kessel 2015, 33). Nous sommes conscients qu'il n'y a pas de règle fixe pour déterminer à quel degré le discours d'un parti doit être populiste pour classer ce dernier comme un authentique populiste (Van Kessel 2015). Toutefois, comme précaution supplémentaire pour nous assurer que nous étudions bien des partis populistes, nous excluons tous ceux considérés comme des cas limites.

Un autre élément à considérer est le fait que les partis populistes ne demeurent pas nécessairement populistes tout au long de leur existence (Van Kessel 2015). En effet, plusieurs chercheurs avancent que le populisme serait un type de discours utilisé comme stratégie électorale, faisant en sorte que le degré de populisme d'un parti peut fluctuer au fil du temps. (Rooduijn, de Lange, et van der Brug 2014; Gidron et Bonikowski 2013; Bonikowski 2017) Ces mêmes chercheurs pensent donc qu'il n'est pas approprié d'étudier le populisme selon les partis politiques mais plutôt selon les textes ou les messages de ces derniers. Bien que cette limite soit réelle, elle n'affectera pas notre travail car nous nous assurons que les partis à l'étude sont bien considérés populistes au moment où ils occupent le pouvoir, et donc, au moment où ils pourraient impacter la démocratie.

### **Crédibilité du parti**

Aussi, ces partis doivent se présenter comme des forces politiques crédibles, en termes de stabilité et de durabilité, ce que Van Kessel décrirait aussi comme la «*visibility and persuasiveness of the party leadership, and the party's ability to dissociate itself convincingly from extremism as well as from the political establishment.*» (Van Kessel 2015, 34). En clair, ces partis doivent être perçus comme une alternative politique crédible aux yeux des électeurs. Cela nous assure entre autres qu'ils puissent atteindre un nombre significatif de sièges au Parlement et que leurs propositions soient prises au sérieux par les autres membres du gouvernement.

## **Statut de gouvernement**

Ensuite, les partis populistes à l'étude doivent avoir occupé le gouvernement exécutif. Il s'agit d'un défi d'identifier un nombre suffisant de partis populistes ayant occupé une place importante au sein du gouvernement exécutif de leur pays respectif. Effectivement, comme il nous faut vérifier l'action politique de ces partis populistes par rapport à la démocratie, ces derniers doivent avoir formé le gouvernement, soit comme parti ayant un apport considérable à un gouvernement de coalition, soit comme parti formant la majorité du gouvernement lui-même. La base de données ParlGov (Döring et Manow 2018) nous a permis de valider que les partis populistes en question ont bien fait partie du gouvernement exécutif.

Il faut garder en tête que pour siéger au sein d'un gouvernement de coalition, les populistes doivent parfois renoncer à certaines de leurs propositions politiques, jugées irrecevables de la part des autres partis élus. Pour éviter que nos résultats soient affectés par cette limite, nous n'avons conservé que les partis populistes ayant occupé une place importante au sein d'une coalition, soit en première, deuxième ou troisième position au gouvernement, ou soit ayant plusieurs de leurs représentants nommés ministres au sein d'un gouvernement de coalition. Il demeure que plusieurs pays européens ayant des systèmes multipartistes ont très peu de chance de voir élire un gouvernement populiste, et ce même en coalition. Malheureusement, cela nous empêche d'étudier plusieurs partis populistes émergents, mais qui ne sont pas parvenus à faire élire un nombre considérable d'élus, par exemple PODEMOS en Espagne.

De plus, dans le but d'uniformiser les critères de comparaison entre chaque parti étudié, nous mesurons l'action des populistes uniquement dans une optique nationale, rejetant de ce fait l'occupation du pouvoir dans des niveaux subnationaux.

En clair, les partis étudiés doivent avoir pris part au gouvernement, en coalition ou non, au moment où ils étaient bien populistes, et ce dans une institution de palier national uniquement.

## **Durée du pouvoir**

Finalement, pour observer l'impact d'un parti populiste au pouvoir, il est nécessaire que ce dernier ait été au pouvoir lors d'une période de temps assez longue pour avoir eu la possibilité d'instituer des changements dans son pays. Nous exigeons donc une période d'au moins un an

au pouvoir. Ainsi, il ne serait pas possible d'inclure des gouvernements populistes qui auraient pris le pouvoir cette année même, en 2018.

Maintenant que nous avons justifié la façon par laquelle nous sélectionnons les partis à l'étude, la prochaine section justifie le choix des trois ouvrages ayant servi à cette sélection.

## **Partis européens**

Pour faire une sélection juste de partis européens incontestablement populistes, nous nous sommes servis de l'ouvrage de Van Kessel (2015), *Populist Parties in Europe*, qui identifie les partis populistes en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle et explique leur performance électorale. L'auteur se penche sur les 31 pays faisant parti de l'Espace économique européen, dont les 28 États membres de l'Union Européenne ainsi que trois des quatre États membres de l'Association européenne de libre-échange. Le Liechtenstein, quatrième membre de l'Association, étant exclu de son étude. Sa méthode de classification s'est faite à partir de littérature secondaire et lorsque nécessaire, à partir de littérature primaire en provenance des partis politiques. De plus, Van Kessel a soumis pour approbation sa sélection de partis populistes à des experts différents pour chaque pays. En clair, sa sélection peut être considérée comme rigoureuse et pour plusieurs raisons que nous vous expliquerons ici, cette analyse était particulièrement utile pour sélectionner les partis populistes européens.

D'abord, Van Kessel utilise la définition minimale de Mudde pour sélectionner les partis populistes au cœur de son étude. Son approche est donc cohérente avec la nôtre, puisque nous nous référons aux mêmes trois concepts de base impliqués dans cette définition; l'appel au peuple homogène, l'anti-élitisme et la volonté générale du peuple. Ainsi, Van Kessel tente, dans les limites de cette définition minimale, d'éviter le *conceptual stretching* dans sa classification de partis politiques. Sa façon d'étudier le populisme est particulièrement neutre, c'est-à-dire qu'il n'aborde pas le populisme selon sa conception normative de la démocratie, soit comme une menace ou une solution.

Enfin, certains aspects utiles de l'analyse de Van Kessel rendent celle-ci particulièrement avantageuse pour notre étude. Premièrement, il s'agit d'une analyse récente, publiée en 2015, qui étudie des mouvements populistes très actuels. Deuxièmement, Van Kessel n'a étudié que des partis populistes ayant occupé des sièges au Parlement entre les années 2000 et 2013, une

caractéristique nécessaire à notre propre analyse. De plus, il classifie aussi ces partis selon la crédibilité de leur organisation aux yeux de l'électorat. Ce qui nous permet de ne retenir que les plus crédibles, et donc ayant des chances réelles de modifier des lois au sein des gouvernements qu'ils occupent.

*Populist Parties in Europe* est donc un ouvrage complet selon nos besoins de recherche et son utilisation est fiable.

### **Sélection finale**

Tel que mentionné, nos quatre critères de sélections restreignaient fortement le nombre de partis populistes pouvant être inclus dans notre étude. Ainsi, malgré que Van Kessel (2015) ait identifié 51 partis populistes européens ayant occupé au moins un siège dans leur parlement national entre 2000 et 2013, nous n'en avons retenu que 22. Il s'avère que ce sont uniquement ces 21 formations politiques qui portaient, à la fois, le statut de populiste selon la définition de Mudde, qui occupaient le gouvernement exécutif de leur parlement national, qui étaient crédibles et en poste lors d'une période de temps suffisante pour évaluer leur impact au gouvernement. Le respect de ces quatre critères est essentiel pour réaliser notre objectif d'étude de façon efficace. Tout d'abord, parce que sans avoir occupé le pouvoir de façon crédible, il est impossible que ces partis aient pu avoir un impact sur les indices de démocraties mesurés. Ensuite, le respect de tous ces critères permet de placer sur un même pied d'égalité les partis observés, résultant en des conclusions plus fiables.

Finalement, les 22 partis populistes sélectionnés sont répartis au sein de diverses régions en Europe. Parmi eux, dix sont considérés à droite idéologiquement, trois à gauche et un au centre. Voir le tableau à la page suivante.

### Sélection des partis populistes en Europe

Nom du parti *	Abréviation locale	Pays	Région	Idéologie**	Statut au gouvernement***
Danish People's Party	DF	Danemark	Europe du Nord	Droite	2015 à aujourd'hui : 2e en coalition, 21% voix.
Finns Party	SP	Finlande	Europe du Nord	Droite	2015 à aujourd'hui : 2e en coalition, 18 % voix.
Progress party	FrP	Norvège	Europe du Nord	Droite	2013 à 2017 : 3e en coalition, 16% voix. 2017 à aujourd'hui : 3e en coalition, 15 % voix.
Freedom Party	PVV	Pays-Bas	Europe du Nord-Ouest	Droite	2010 à 2012 : soutien sans participation au gouvernement minoritaire, 15,5 % voix.
Freedom Party of Austria	FPÖ	Autriche	Europe centrale	Droite	1999 à 2002 : 2e en coalition, 27% voix. 2002 à 2005 : 3e en coalition, 10% voix. 2017 à aujourd'hui : 2e en coalition, 27% voix.
Swiss People's Party	SVP	Suisse	Europe centrale	Droite	1999 à 2003 : en coalition, 22,5 % voix 2007 à 2011 : en coalition, 29 % voix. 2007 à 2011 : en coalition, 29 % voix. 2011 à 2015 : en coalition, 27% voix. 2015 à aujourd'hui : en coalition, 29% voix. (Aucun ordre d'importance n'est alloué aux partis politiques siégeant au Conseil fédéral suisse)
Hungarian Civic Alliance	FIDESZ	Hongrie	Europe centrale	droite	2010 à 2014 : majoritaire, 53 % voix. 2014 à 2017 : majoritaire, 44,5% voix.
Direction – Social Democracy	SMER	Slovaquie	Europe centrale	Gauche	2006 à 2010 : 1er en coalition, 29 % voix.
Movement for a Democratic Slovakia	HZDS	Slovaquie	Europe centrale	Centre	2006 à 2010 : 5e en coalition, 9% voix. (plusieurs ministres)

Slovak National Party	SNS	Slovaquie	Europe centrale	Droite	2006 à 2010 : 3e en coalition, 12 % voix 2016 à aujourd'hui : 4e en coalition, 9% voix.
Self Defence	SRP	Pologne	Europe centrale	Gauche	2001 à 2005: 3e, accord de confiance, 10% voix. 2005 à 2007 : 3e en coalition, 11% voix.
Law and Justice	PiS	Pologne	Europe centrale	Droite	2005 à 2007 : 1er en coalition, 27 % voix. 2015 à aujourd'hui : majoritaire, 38% voix.
National Movement for Stability and Progress	NDSV	Bulgarie	Europe de l'Est	Centre	2001 à 2005 : 1er en coalition, 43% voix.
Citizens for European Development of Bulgaria	GERB	Bulgarie	Europe de l'Est	Droite	2009 à 2013 : 1er en coalition, 40% voix. 2014 à 2017 : 1er en coalition, 31% voix. 2017 à aujourd'hui : 1er en coalition, 33% voix.
United Patriots	UP	Bulgarie	Europe de l'Est	Droite	2017 à aujourd'hui : 3e coalition, 9% voix.
Coalition of the Radical Left	SYRIZA	Grèce	Europe du Sud	Gauche	Janv. 2015 à sept. 2015 : 1er en coalition, 36% voix. Sept. 2015 à aujourd'hui : 1er en coalition, 35 % voix.
Independent Greeks	ANEL	Grèce	Europe du Sud	Droite	2015 à aujourd'hui : 2e en coalition, 4% voix.
North League	LN	Italie	Europe du Sud	Droite	2001 à 2006: 6e en coalition, 4 % voix. (plusieurs ministres) 2008 à 2011 : 3e en coalition, 7,9 % voix.

Tableau I. Sélection des partis populistes européens

\*Pour éviter les erreurs de traduction, les noms des partis politiques en anglais sont tirés de l'ouvrage de Van Kessel (2015).

\*\*L'identification idéologique des partis est tirée du site Perspective Monde de l'Université de Sherbrooke.

\*\*\*Les résultats des élections sont issus du site Perspective Monde de l'Université de Sherbrooke.

## Partis sud-américains

Pour faire une sélection juste de partis d'Amérique du Sud incontestablement populistes, nous nous sommes servis de l'ouvrage de la Torre et Arnson (2013), *Latin American Populism in the Twenty-First Century*, ainsi que celui de Hawkins (2010), *Venezuela's Chavismo, and populism in comparative perspective*. Ces deux analyses sont complémentaires pour combler nos critères de sélection.

De la Torre et Arnson identifient les pays sud-américains ayant connu des mouvements populistes : l'Argentine, le Brésil, le Pérou, le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur et la Colombie. Pour chacun d'eux, ils offrent une description historique linéaire des gouvernements en place au cours des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles. Ils décrivent ainsi systématiquement chaque gouvernement de ces pays pour fixer leur statut en tant que populiste ainsi que leur crédibilité et style d'organisation.

De plus, les chercheurs racontent la naissance de ces partis, ce qui nous permet de valider s'il s'agit seulement d'un leader populiste à la tête d'un parti ou bien plutôt d'un parti politique étant populiste dans sa formation même. Il faut noter par contre que le système de partis en Amérique du Sud dénote une organisation davantage centrée autour du leader et donc il faut être conscient de cette limite. Par exemple, de nombreux gouvernements populistes de cette région sont issus de partis fondés par un leader populiste, comme par exemple le *Movement Towards Socialism* de Morales en Bolivie. Pour respecter nos critères, nous nous sommes toutefois assuré que ces partis ont bien conservé leur statut de mouvement populiste, même après le départ de leur chef fondateur. Il a été possible de le faire grâce aux descriptions faites par les auteurs.

Si nous avons davantage utilisé l'étude de de la Torre et Arnson, celle de Hawkins nous a permis de confirmer qu'il s'agissait bien de gouvernements incontestablement populistes grâce à sa classification par analyse de discours.

Contrairement à notre étude, Hawkins (2010) s'intéresse davantage aux leaders populistes plutôt qu'aux partis car son but est de classer les chefs d'État de différentes régions du monde selon leur degré de populisme. De plus, son analyse ne suit pas une seule période de

temps de façon linéaire, mais il mélange l'étude de leaders populistes symboliques du 20<sup>e</sup> siècle avec ceux au pouvoir quelques peu avant la publication de son ouvrage, en 2006 plus exactement. Dans une approche comparative, l'Étude d'Hawkins consiste en une classification holistique. Des chercheurs ont lu et codé quatre discours pour chacun des 40 chefs d'États, à la fois contemporains et historiques, d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie.

La méthode d'analyse de Hawkins (2010) est donc structurée de façon moins systématique que celle de de la Torre et Arnson. Mais malgré les différences méthodologiques avec notre étude, il demeure que l'auteur a l'avantage de se référer aussi à la définition minimale de Mudde (2004) pour procéder à l'identification des populistes. En effet, sa définition du populisme est celle largement acceptée dans la littérature: « *populism can best be defined as a 'thin-centred ideology' in which the good people are positioned against the bad elite (Abts and Rummens, 2007; Albertazzi and McDonnell, 2008; Canovan, 2004; Hawkins, 2010, 2009; Mudde, 2007, 2004; Pauwels, 2011; Rooduijn and Pauwels, 2011; Stanley, 2008).* » (Rooduijn, de Lange, et van der Brug 2014, 564). Ainsi, les mêmes trois concepts clés définissent le populisme: l'appel à un peuple homogène, à l'anti élitisme et à la souveraineté du peuple. Voilà pourquoi nous avons utilisé cet ouvrage pour confirmer nos choix de partis populistes latino-américains faits à partir de l'ouvrage de de la Torre et Arnson.

La combinaison de ces deux ouvrages permet donc de faire un tri fiable des partis sud-américains populistes pertinents à notre étude.

### **Sélection finale**

Malgré les fortes figures populiste associées à l'Amérique du Sud, telles que Perón en Argentine ou plus récemment, Chávez au Venezuela, nos stricts critères de sélection réduisent le nombre de partis pouvant être étudiés dans le cadre de cette étude. En effet, seuls deux partis politiques de l'Amérique du Sud peuvent être inclus dans notre étude.

La rigoureuse analyse de discours faite par Hawkins révèle que très peu de gouvernements sud-américains peuvent vraiment être étiquetés comme populistes : « [...] *as of late 2005 and early 2006 we found only two clear current examples of populist discourse in Latin America (Chavez and Morales) [...]* » (2010, 78). En concordance avec Hawkins, de la Torre et Arnson identifient trois partis populistes ayant formé le gouvernement en Amérique du Sud : *United*

*Socialist Party of Venezuela* (PSUV) au Venezuela, *Movement Towards Socialism* (MAS) en Bolivie, mais aussi, *PAÍS Alliance* (PAÍS), en Équateur, ce dernier ayant atteint le pouvoir l'année après l'étude d'Hawkins, expliquant pourquoi il n'en faisait pas partie.

Comme mentionné dans notre explication méthodologique en chapitre deux, il est important que les partis populistes choisis soient issus de pays reconnus comme démocraties libérales par l'organisation Freedom House. À ce niveau, le parti populiste vénézuélien PSUV ne rencontre pas cette exigence, il est donc rejeté de l'étude.

En clair, après avoir croisé les résultats de nos deux ouvrages de références et après les avoir soumis à nos critères de sélection, il ne reste plus que deux partis populistes sud-américains.

<b>Sélection des partis populistes sud-américains</b>					
<b>Nom du parti *</b>	<b>Abréviation locale</b>	<b>Pays</b>	<b>Région</b>	<b>Idéologie**</b>	<b>Statut au gouvernement***</b>
PAIS Alliance	PAÍS	Équateur	Amérique du Sud	Gauche	2007 à 2009 : majoritaire, 56,67 %. 2009 à 2013 : majoritaire, 51,9 % voix. 2013 à 2017: majoritaire, 57 % voix.
Movement Toward Socialism	MAS	Bolivie	Amérique du Sud	Gauche	2005 à 2009 : majoritaire, 53,7 % voix. 2009 à 2014 : majoritaire, 64,1% voix. 2014 à aujourd'hui : majoritaire, 61% voix.

Tableau II. Sélection des partis populistes sud-américains

\*Pour éviter les erreurs de traduction, les noms des partis politiques en anglais sont tirés de l'ouvrage de de la Torre et Arnson (2013).

\*\*L'identification idéologique des partis est tirée du site Perspective Monde de l'Université de Sherbrooke.

\*\*\*Les résultats des élections sont issus du site Perspective Monde de l'Université de Sherbrooke.

## **Partis d'autres régions**

Pour optimiser au maximum nos résultats, il est souhaitable d'augmenter le volume de gouvernements populistes à l'étude. Nous désirons donc étendre davantage notre échantillonnage en identifiant les quelques partis politiques dans le monde, ailleurs qu'en

Europe ou en Amérique du Sud, qui répondent à l'ensemble de nos quatre critères de sélection de partis, en plus de provenir d'une démocratie libérale et de se situer dans la période de temps de 2000 à aujourd'hui.

Plusieurs régions du monde, comme l'Afrique, le Moyen-Orient ou l'Asie, sont généralement composées de pays instables par rapport à la démocratie libérale (Freedom House 2016). Cela dit, à partir de notre revue de la littérature et de notre suivi de l'actualité, nous avons identifié deux partis populistes conformes à notre étude. Il s'agit de *New Zealand First* (NZ First), de la Nouvelle-Zélande en région océanique, et *Justice and development party* (AKP) de la Turquie, au Proche-Orient. Après vérification, ces deux partis résistent positivement à nos critères de recherches.

*New Zealand First* est, dès sa création en 1993, «*contemporary example of populism*». (Miller 1997, 167 dans Denmark et Bowler 2002, 62) Il est aussi possible d'affirmer que NZ First est un parti crédible, demeuré fortement populiste à travers le temps, ainsi que lors des périodes où il fait partie du gouvernement néo-zélandais.

*In short, despite its overtures to economic orthodoxy, and its purposive obscuring of post-election coalition intentions with the two major parties, NZF remained primarily a vehicle of populist appeals—particularly anti-immigration. These appeals distinguished it from the pervasive sense of governmental distrust and inefficacy which can be seen as prompting support for a number of New Zealand's emergent minor parties after 1990* (Denmark et Bowler 2002, 52).

Pour le parti turc AKP, JDP en anglais, son style populiste s'est accentué avec le temps. À sa prise de pouvoir en 2002, le parti présentait un programme de centre-droit au discours modéré et ouvert sur le monde (Bermek 2012). Mais selon l'analyse de Turan (2017, 107), «*The JDP came to power articulating a more traditional set of values, and has justified its actions as representing the will of the people. It views arguments that the will of the majority can be circumscribed by the rules and principles of liberal democracy with scepticism*». Un chercheur turc trace l'évolution populiste du parti, notamment via les trois centres de communications internes établis au cours des années 2000 :

*As "true and mere servants of the nation" in order to "close the traditional gap between the state and the nation," the foundation of communication centers such as AKIM (AKParty Communication Center), BIMER (Communication Center of Prime Ministry), and lastly CIMER (Communication Center of Presidency) are the most notable examples of such populist institutional designs, promoted with a discourse of "you govern" (Boyras 2018, 2).*

Si bien qu'aux élections de 2015, à l'aube d'un 4<sup>e</sup> mandat consécutif, l'AKP est dès lors un parti incontestablement populiste (Müller 2016b), qui a su construire son propre peuple (Boyraz 2018). Pour les fins de ce mémoire, et suivant l'approche de Turan, nous considérons dans ce mémoire qu'AKP est un parti populiste depuis sa fondation.

D'autres gouvernements populistes dans le monde ont dû être écartés de l'étude, principalement parce qu'il est difficile de confirmer le statut de populiste de leur chef, mais surtout de leur parti comme tel. C'est le cas notamment du président des États-Unis, Donald Trump, un chef d'État au statut populiste ambigu et à la tête d'un parti conventionnel (Kazin 2016), ou encore celui des Philippines, Rodrigo Duterte, un chef d'État certainement populiste, mais à la tête d'un parti dont la base n'est pas populiste (Villacorta 1983). Au final, nous avons tout de même réussi à augmenter notre échantillon, en incluant les partis *New Zealand First* et *Justice and Development party*. Cet ajout nous permet d'obtenir des résultats plus révélateurs et de refléter une diversité régionale plus grande.

Sélection des partis populistes d'autres régions					
Nom du parti *	Abréviation locale	Pays	Région	Idéologie**	Statut au gouvernement***
Justice and Development Party	AKP	Turquie	Proche-Orient	Droite	2002 à 2007 : majoritaire, 34% voix. 2007 à 2011 : majoritaire, 47% voix. 2011 à 2015 : majoritaire, 50% voix. Nov. 2015: majoritaire, 49% voix. Depuis juin 2015: majoritaire, 41% voix.
New Zealand First	NZ First	Nouvelle-Zélande	Océanie	Centre	2005 à 2008 : 3e, accord de confiance, 6% voix. (ministre des affaires étrangères) 2017 à aujourd'hui: 2e en coalition, 7 % voix.

Tableau III. Sélection des partis populistes d'autres régions

\*Pour éviter les erreurs de traduction, les noms des partis politiques en anglais sont tirés des ouvrages de Denmark et Bowler (2002) et de Boyraz (2018).

\*\*L'identification idéologique des partis est tirée du site Perspective Monde de l'Université de Sherbrooke.

\*\*\*Les résultats des élections sont issus du site Perspective Monde de l'Université de Sherbrooke.

En conclusion, en plus de nos sélections européenne et sud-américaine, nous avons ajouté deux partis populistes, de régions différentes. Le tableau de la page suivante offre la liste complète des 22 populistes à l'étude dans ce mémoire, répartis dans 16 pays.

## Sélection des partis populistes

### Sélection des partis européens

Nom du parti	Abréviation locale	Pays	Région	Idéologie	Statut au gouvernement
Danish People's Party	DF	Danemark	Europe du Nord	Droite	2015 à aujourd'hui : soutien au gouvernement minoritaire, 2 <sup>e</sup> en coalition, 21% voix.
Finns Party	SP	Finlande	Europe du Nord	Droite	2015 à aujourd'hui : 2 <sup>e</sup> en coalition, 18 % voix.
Progress party	FrP	Norvège	Europe du Nord	Droite	2013 à 2017 : 3 <sup>e</sup> en coalition, 16% voix. 2017 à aujourd'hui : 3 <sup>e</sup> en coalition, 15 % voix.
Freedom Party	PVV	Pays-Bas	Europe du Nord-Ouest	Droite	2010 à 2012 : soutien au gouvernement minoritaire 15,5 % voix.
Freedom Party of Austria	FPÖ	Autriche	Europe centrale	Droite	1999 à 2002 : 2 <sup>e</sup> en coalition, 27% voix. 2002 à 2005 : 3 <sup>e</sup> en coalition, 10% voix. 2017 à aujourd'hui : 2 <sup>e</sup> en coalition, 27% voix.
Swiss People's Party	SVP	Suisse	Europe centrale	Droite	1999 à 2003 : en coalition, 22,5 % voix 2003 à 2007 : en coalition, 26,5 % voix. 2007 à 2011 : en coalition, 29 % voix. 2011 à 2015 : en coalition, 27% voix. 2015 à aujourd'hui : en coalition, 29% voix. (Aucun ordre d'importance n'est alloué aux partis politiques siégeant au Conseil fédéral suisse)
Hungarian Civic Alliance	FIDESZ	Hongrie	Europe centrale	Droite	2010 à 2014 : majoritaire, 53 % voix. 2014 à 2017 : majoritaire, 44,5% voix.
Direction – Social Democracy	SMER	Slovaquie	Europe centrale	Gauche	2006 à 2010 : 1 <sup>er</sup> en coalition, 29 % voix.

Movement for a Democratic Slovakia	HZDS	Slovaquie	Europe centrale	Centre	2006 à 2010 : 5e en coalition, 9% voix. (plusieurs ministres) 2
Slovak National Party	SNS	Slovaquie	Europe centrale	Droite	2006 à 2010 : 3e en coalition, 12% voix. 2016 à aujourd'hui : 4e en coalition, 9% voix.
Self Defence	SRP	Pologne	Europe centrale	Gauche	2001 à 2005: 3e, accord de confiance, 10% voix. 2005 à 2007 : 3e en coalition, 11% voix.
Law and Justice	PiS	Pologne	Europe centrale	Droite	2005 à 2007 : 1er en coalition, 27 % voix. 2015 à aujourd'hui : majoritaire, 38% voix.
National Movement for Stability and Progress	NDSV	Bulgarie	Europe de l'Est	Centre	2001 à 2005 : 1er en coalition, 43% voix.
Citizens for European Development of Bulgaria	GERB	Bulgarie	Europe de l'Est	Droite	2009 à 2013 : 1er en coalition, 40% voix. 2013 à 2017 : 1er en coalition, 31% voix. 2017 à aujourd'hui : 1er en coalition, 33% voix.
United Patriots	UP	Bulgarie	Europe de l'Est	Droite	2017 à aujourd'hui : 3e coalition, 9% voix.
Coalition of the Radical Left	SYRIZA	Grèce	Europe du Sud	Gauche	Janv. à sept. 2015 : 1er en coalition, 36% voix. Depuis sept. 2015: 1er en coalition, 35 % voix.
Independent Greeks	ANEL	Grèce	Europe du Sud	Droite	2015 à aujourd'hui : 2e en coalition, 4% voix.
North League	LN	Italie	Europe du Sud	Droite	2001 à 2006: 6e en coalition, 4 % voix. (plusieurs ministres) 2008 à 2011 : 3e en coalition, 7,9 % voix.
<b>Sélection des populistes sud-américaines</b>					
<b>Nom du parti</b>	<b>Abréviation locale</b>	<b>Pays</b>	<b>Région</b>	<b>Idéologie</b>	<b>Statut au gouvernement</b>
Movement Toward Socialism	MAS	Bolivie	Amérique du Sud	Gauche	2005 à 2009 : majoritaire, 53,7 % voix. 2009 à 2014 : majoritaire, 64,1% voix.

					2014 à aujourd'hui : majoritaire, 61% voix.
PAIS Alliance	PAÍS	Équateur	Amérique du Sud	Gauche	2007 à 2009 : majoritaire, 56,67 %. 2009 à 2013 : majoritaire, 51,9 % voix. 2013 à 2017: majoritaire, 57 % voix.
<b>Sélection des populistes d'autres régions</b>					
<b>Nom du parti</b>	<b>Abréviation locale</b>	<b>Pays</b>	<b>Région</b>	<b>Idéologie</b>	<b>Statut au gouvernement</b>
Justice and Development Party	AKP	Turquie	Proche-Orient	Droite	2002 à 2007 : majoritaire, 34% voix. 2007 à 2011 : majoritaire, 47% voix. 2011 à 2015 : majoritaire, 50% voix. Nov. 2015: majoritaire, 49% voix. Depuis juin 2015: majoritaire, 41% voix..
New Zealand Fisrt	NZ First	Nouvelle-Zélande	Océanie	Centre	2005 à 2008 : 3e, accord de confiance, 6% voix. (ministre des affaires étrangères) 2017 à aujourd'hui: 2e en coalition, 7 % voix.

Tableau IV. Sélection des partis populistes

## **Conclusion**

Dans ce chapitre, nous avons justifié l'ensemble de notre démarche méthodologique. Plus précisément, l'utilisation d'une approche descriptive et quantitative est présentée, tout comme les quatre principes démocratiques nous intéressant, la période temporelle de 2000 à 2017, le choix des deux régions de l'Europe et de l'Amérique du Sud, sans oublier la sélection des partis politiques à l'étude, selon leur statut populiste, leur crédibilité, leur statut de gouvernement et la durée de ce dernier. Le prochain chapitre fera le portrait global de notre première analyse, autant la démarche que les résultats obtenus.

## **Chapitre 3 : Analyse 1**

Le présent chapitre détaille tous les aspects de la démarche analytique de la première étude de ce mémoire.

Rappelons d'abord que l'objectif global de cette première analyse est de valider si les gouvernements populistes ont un impact sur la démocratie libérale. Pour ce faire, nous utilisons des indicateurs, des données empiriques, produits par des organisations dont l'expertise est reconnue mondialement. Ces indicateurs permettent de classer annuellement les pays selon leur respect envers la démocratie. Précisément, nous compilons les indices attribués à chaque pays, pour chaque année où des partis populistes sont au gouvernement. Bien sûr, pour constater si la démocratie change dans ces pays, il faut nous référer à l'année qui précède leur arrivée au pouvoir.

Nous allons donc vérifier si les indices de démocratie ont changé dans les pays où des populistes ont siégé au gouvernement. De plus, pour contrôler les tendances générales, nous allons comparer nos résultats à ceux obtenus pour la moyenne régionale. Ainsi, nous pourrions conclure si l'effet des populistes sur la démocratie libérale est différent de celui de la moyenne.

Les quatre prochaines sections présentent (1) les partis populistes étudiés; (2) les indicateurs mesurés dans cette analyse, leur source de provenance et leur justification en lien avec les fondements de la démocratie; (3) la moyenne à laquelle nous nous référons; (4) ainsi que la présentation des données et les résultats impliqués.

### **Partis populistes à l'étude**

Pour évaluer l'impact des populistes sur la démocratie, nous devons d'abord choisir notre échantillon de partis populistes étudiés. Le chapitre précédent justifiait leurs critères de sélection et présentait les populistes retenus. Pour obtenir des résultats révélateurs lors de cette première analyse, ce sont l'ensemble des 22 partis populistes identifiés en chapitre deux qui sont analysés. Voir le Tableau IV pour consulter la liste complète.

## **Indicateurs à l'étude**

Pour évaluer l'impact des populistes sur la démocratie, nous avons d'abord choisi les populistes en question. Maintenant, cette section présente les indicateurs nous permettant de mesurer cet impact. Nous avons opté pour l'utilisation de trois indices empiriques, qui sont calculés chaque année, pour chaque pays dans le monde. Il s'agit des deux indices de démocratie globale, produits par l'organisation Freedom House, et de l'indice de liberté de presse, produit par l'organisation Reporters sans frontières.

En premier lieu, nous présentons les deux indices de Freedom House, soit leur fiabilité, leur signification et leur lien à la démocratie libérale. En second lieu, nous faisons de même pour l'indice de Reporters sans frontières. Finalement, nous justifions le choix de ces trois indices démocratiques par rapport au lien qui les unit au populisme.

### **Les indices de démocratie globale de Freedom House**

Les deux premiers indicateurs mesurés sont l'indice global de droits politiques et l'indice global de libertés civiles, tous deux produits par Freedom House (FH). Cette organisation non gouvernementale (ONG) indépendante a été fondée aux États-Unis en 1941 et elle s'est développée par le biais de personnalités du monde des affaires, de syndicats, d'intellectuels qui sont convaincus du rôle important des États-Unis en ce concerne le développement mondial des droits et libertés (Université de Sherbrooke 2016).

#### **La fiabilité de Freedom House**

Bien que FH se positionne comme ayant un biais en faveur des États-Unis et du libéralisme, cela ne cause pas de problèmes pour notre étude puisque nous tentons justement de mesurer le respect qu'ont les populistes envers cette position spécifiquement libérale. De plus, de nombreux chercheurs ont utilisé les données de Freedom House pour réaliser des études en lien avec la démocratie (Bairrett 2015; Egorov, Guriev, et Sonin 2009; Fox 2007).

D'ailleurs, tout en proposant des améliorations au calcul des indices, une récente étude qui s'interrogeait sur la qualité des indices proposés par cette ONG en arrivait à des conclusions rassurantes :

*Freedom House has tried to ensure the data are appropriately precise [...], temporally stable, and in recent years, as rigorous and transparent as possible. While these are reasonable goals, I argue the current measures can be improved on all counts. [...] Despite all of this, it is important to note that the numbers produced by Freedom House are quite close to those proposed here. For political rights and civil liberties, the variables correlate around .97 to .98 with the Freedom House variables (Armstrong 2011, 653).*

En clair, malgré les modifications apportées par l'auteur ci-dessus, les résultats de ses calculs demeurent très proches de ceux obtenus par FH. Donc, nous défendons la fiabilité de Freedom House comme source de données.

Maintenant, examinons de plus près la signification des deux indicateurs en question : mesurant respectivement le degré de droits politiques et le degré de libertés civiles d'un pays.

### **Indice global de droits politiques**

L'indice global de droits politiques (DP) s'étend de 1 à 7. Pour simplifier la catégorisation, FH précise qu'un pays ayant un score entre 1 et 2,5 est libre, entre 3 et 5, partiellement libre, et entre 5,5 et 7, non libre (Freedom House 2012). La sélection de cet indicateur est justifiée pour notre étude puisque les aspects démocratiques compris dans l'attribution de l'indice DP sont directement liés à trois des quatre principes fondamentaux de la démocratie libérale, soit la représentation politique, les droits et libertés et l'État de droits.

Les notes les plus basses (1 et 2) dans l'échelle des droits politiques établie par Freedom House sont décernées aux pays respectant les critères suivants : la tenue d'élections justes, la présence de partis d'opposition qui peuvent jouer un rôle important, ainsi que le respect des droits des groupes minoritaires. Les notes les plus élevées (6 et 7) sont accordées aux États où les droits politiques sont inexistantes, que ce soit à cause d'un régime oppressif, d'une conjoncture particulière (EX. une guerre) ou d'une situation d'instabilité provoquée par les activités de groupes violents (Université de Sherbrooke 2016).

D'abord, le principe de représentation politique, impliquant le concept de gouvernement représentatif, est directement concerné par la tenue d'élections libres et la présence d'une réelle compétition entre différents partis politiques. Ensuite, le principe des droits et libertés prend en compte les lois constitutionnelles protégeant les groupes minoritaires. Globalement, le principe d'État de droits est aussi important dans le calcul de cet indice puisque la constitution nationale qui en découle est ce qui protège les institutions où siège le gouvernement représentatif et ce qui enchâsse les droits et libertés fondamentales de tous les citoyens, dont les minorités. Pour ces raisons, la mesure de cet indicateur est pertinente pour évaluer l'impact des populistes sur la démocratie libérale.

## **Indice global de libertés civiles**

L'indice global de libertés civiles (LC) s'étend de 1 à 7. Pour simplifier la catégorisation, FH précise qu'un pays ayant un score entre 1 et 2,5 est libre, entre 3 et 5, partiellement libre, et entre 5,5 et 7, non libre (Freedom House 2012). Pour notre étude, la sélection de cet indicateur est justifiée puisque les aspects démocratiques compris dans l'attribution de l'indice LC sont directement liés à deux des quatre principes fondamentaux de la démocratie libérale, soit le respect des droits et libertés et l'État de droits.

Les notes les plus basses (1 et 2) dans l'échelle des libertés civiles établie par Freedom House sont décernées aux pays respectant les critères suivants : le respect de la liberté d'expression, ainsi que celui du droit d'assemblée, d'association, d'éducation et de religion. Un État de droit équitable doit également être établi, ainsi qu'une activité économique libre qui favorise l'accès à l'égalité des chances des citoyens. Les notes les plus élevées (6 et 7) sont accordées aux États offrant peu de libertés à leurs citoyens qui vivent dans la crainte de la répression (Université de Sherbrooke 2016).

Effectivement, le principe de droits et libertés correspond entre autres à l'ensemble des possibilités citoyennes énumérées ci-haut. De plus, le respect de l'État de droits est explicitement mentionné comme un critère important dans le calcul de l'indice de libertés civiles. Pour ces raisons, la mesure de cet indicateur est pertinente pour évaluer l'impact des populistes sur la démocratie libérale.

## **L'indice de liberté de la presse de Reporters sans frontières**

Le troisième et dernier indice mesuré dans cette première analyse est l'indice de liberté de la presse (LP), produit par Reporters sans frontières (RSF). Cette ONG indépendante, fondée en 1985 en France par quatre journalistes, est un leader mondial pour la défense et la promotion de la liberté de l'information (Reporters sans frontières 2016a).

### **La fiabilité de Reporters sans frontières**

Depuis 2002, Reporters sans frontières offre chaque année un classement mondial de la liberté de la presse. Déjà en 2001, la revue *Foreign Policy* mettait de l'avant la réputation de l'ONG :

*The site averages around 2,000 hits daily and encourages visitors to sign petitions to free journalists across the world; publications can also "sponsor" jailed journalists. The Internet has also allowed RSF to up its media presence, helping the organization get mentioned more than 500 times in the English-language (Foreign Policy 2001, 99).*

Profitant de ses 115 correspondants répartis à travers le monde, l'ONG jouit aujourd'hui d'un statut consultatif auprès d'organisations aussi sérieuses que les Nations-Unies, l'Unesco, le Conseil de l'Europe ou l'Organisation internationale de la Francophonie. RSF se targue même que «cet outil de mesure et de plaidoyer est désormais l'un des critères les plus utilisés pour l'allocation des aides au développement, notamment par le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR), la Banque mondiale et la Millennium Challenge Corporation» (Reporters sans frontières 2016 En ligne).

Tout comme pour Freedom House, les données compilées par RSF sont utilisées par des chercheurs en science politique (Egorov, Guriev, et Sonin 2009). Une récente étude démontre même la stabilité et la cohérence conjointe des indices de FH et de RSF. Les auteurs offrent une conclusion très satisfaisante pour notre étude:

*Results suggest that the two organizations' scoring of press freedom has become significantly more correlated in the years 2002–2014, and the primary cause of the increased agreement is that RSF's ratings became substantially more aligned with Freedom House's scores during this period. Both indices' ratings are significantly correlated with countries' United Nations Human Development Index scores (Martin, Abbas, et Martins 2016, 93).*

En clair, l'utilisation de l'indice produit par Reporters sans frontières est fiable étant donné la réputation mondiale et l'expertise de cette organisation dans son domaine.

## Indice de la liberté de presse

L'indice de la liberté de presse (LP) s'étend de 0, signifiant la liberté, à 100, signifiant la répression. Le classement de chaque pays est établi via un questionnaire répondu par des professionnels des médias du pays en question. Leurs réponses sont mises en relations avec le relevé des actes de violence à l'encontre des journalistes au cours de l'année afin de fixer un score total. Des points attribués à chaque question, en plus des points attribués aux violences commises offrent un calcul qui s'étend généralement entre 0 et 100. RSF qualifie les scores selon l'échelle suivante :

- 0 - 15 points : bonne situation
- 15,01 - 25 points : situation plutôt bonne
- 25,01 - 35 points : problèmes significatifs
- 35,01 - 55 points : situation difficile
- 55,01 - 100 points : situation très grave

Toutefois, entre le premier classement de 2002 et celui de 2012, ce type de calcul donnait parfois des notes dans le négatif pour les pays considérés parfaitement libres, et au-delà de 100 pour certains pays très problématiques. À partir de 2013, la méthode de calcul a été modifiée pour que le score final s'étende uniquement entre les valeurs de 0 à 100, renforçant ainsi «la valeur informative du classement et améliorant la comparabilité d'une édition à l'autre» (Reporters sans frontières 2016b). Cette modification représente une certaine limite puisqu'elle résulte forcément en un changement de la moyenne globale du classement entre 2012 et 2013, changement qui n'est pas attribué à la performance des pays mais à cet ajustement comptable. En effet, on peut s'attendre à ce que les pays les mieux classés en 2012 aient un score un peu moins parfait en 2013, et à l'inverse, à ce que les mauvais joueurs s'améliorent automatiquement de quelques points. Mais, au final, ce changement de calcul n'affecte pas notre étude étant donné que le classement d'un pays populiste est toujours comparé à la moyenne globale, calculée la même année, selon la même méthode. De plus, pour palier entièrement à ce changement de calcul, nous avons décidé de traiter l'évolution de la liberté de presse des pays étudiés en deux temps; d'abord pour la période de 2000 à 2012, et ensuite pour la période de 2013 à 2018. Concrètement, cela signifie que les graphiques

présentant nos résultats illustrent clairement la discontinuité de l'indicateur de RSF entre 2012 et 2013, la courbe du graphique se coupant entre 2012 et 2013.

La sélection de cet indicateur est justifiée sachant que les aspects démocratiques compris dans l'attribution de l'indice LP sont directement liés à deux des quatre principes fondamentaux de la démocratie, soit les droits et libertés et la séparation des pouvoirs. La plateforme Perspective Monde de l'Université de Sherbrooke offre une bonne synthèse des aspects compris dans le calcul de RSF:

Cet indice « reflète le degré de liberté dont bénéficient les journalistes et les médias de chaque pays et les moyens mis en œuvre par les États pour respecter et faire respecter cette liberté ». Il se fonde sur un questionnaire auquel ont répondu des correspondants travaillant sur tous les continents. Celui-ci « recense l'ensemble des atteintes directes contre des journalistes ou contre des médias et note également le degré d'impunité dont bénéficient les auteurs de ces violations de la liberté de la presse ». Il « prend également en compte le cadre juridique régissant le secteur des médias et le comportement de l'État face aux médias publics et à la presse internationale ». Enfin, il « relève aussi les principales atteintes à la liberté de circulation de l'information sur Internet ». Il faut aussi noter que les restrictions au travail des journalistes ne viennent pas que de l'État: « Reporters sans frontières n'a pas seulement tenu compte des exactions dues à l'État mais aussi de celles de milices armées, d'organisations clandestines ou de groupes de pression » (Reporters sans frontières dans Université de Sherbrooke 2016).

En effet, le principe de droits et libertés implique incontestablement la liberté d'expression, nécessaire à la liberté de presse. Le principe de séparation des pouvoirs en trois branches exécutive, législative et judiciaire est aussi impliqué dans ce calcul. D'abord, la description ci-haute mentionne l'importance du « cadre juridique » et du « degré d'impunité » des États violant la liberté de presse. De plus, considérant que les médias occupent le statut symbolique de quatrième pouvoir dans une société libérale (Kellam et Stein 2016), la liberté de presse peut aussi faire partie de cette séparation des pouvoirs. Pour ces raisons, la mesure de cet indicateur est pertinente pour évaluer l'impact des populistes sur la démocratie libérale.

## **Lien entre populisme et principes de la démocratie libérale**

Le **principe de séparation des pouvoirs** pourrait être miné par les populistes, dont l'objectif serait d'établir un lien direct entre le pouvoir exécutif et le peuple, une fois de plus par son fort appel à la volonté générale de ce dernier. La séparation des pouvoirs en trois branches exécutive (gouvernement), législative (chambre des représentants) et judiciaire (cour suprême) a pour objectif de protéger la société d'un gouvernement qui serait tenté d'abuser de

son pouvoir en dirigeant de façon arbitraire et centralisée. Dans cette première analyse, l'indice global de liberté de presse doit, entre autres, refléter si les populistes respectent ce principe de séparation des pouvoirs.

Le **principe d'État de droits** différerait de la vision des populistes quant à la démocratie, ceux-ci s'en prenant à la primauté des lois constitutionnelles. Dans les pays libéraux, l'État de droits implique le respect d'une constitution (ou d'un cadre institutionnel semblable) qui empêche de violer et de modifier arbitrairement les institutions démocratiques et leurs règlements. Cette constitution prévoit entre autres une charte des droits et libertés des citoyens et la séparation des pouvoirs entre des institutions différentes. Pour cette première analyse, les indices de droits politiques et de libertés civiles sont les indicateurs qui nous permettent de mesurer si les populistes respectent le principe d'État de droits dans leur pays.

Le **principe de représentation politique** fait contraste avec la notion de la volonté générale du peuple, car elle remet en doute la primauté du gouvernement représentatif, en remettant la décision aux citoyens même. La logique étant qu'en diminuant le rôle du gouvernement représentatif, un parti populiste minerait le principe fondamental de représentation politique puisqu'il affaiblirait le rôle décisionnel des représentants issus d'élections. Lors de cette analyse, l'indice global de droits politiques devra entre autres refléter si les populistes respectent ce principe de représentation.

Le **principe des droits et libertés individuels** peut entrer en conflit avec la volonté générale du peuple, concept au cœur de la définition du populisme. Il convient donc de tester si les populistes respectent ces droits prévus dans leur constitution ou dans les traités internationaux ratifiés par leur État. Lors de la première phase de l'analyse, les indices de droits politiques, de libertés civiles et l'indice de liberté de presse sont les indicateurs qui permettront de mesurer le traitement que réservent les populistes au principe de droits et libertés dans leur pays.

## **Bilan des indicateurs**

Pour résumer cette section, l'utilisation de ces trois indicateurs, soit l'indice global de droits politiques, l'indice global de libertés civiles et l'indice de liberté de presse, est fiable car le calcul de ces derniers est effectué par des organisations de qualité. De plus, la compilation de ces indices permet mesurer si les gouvernements populistes étudiés respectent la démocratie

libérale, soit ses quatre principes fondamentaux. Pour vérifier si les populistes ont vraiment un rapport différent quant à la démocratie libérale, nous effectuons deux comparaisons. D'abord, une comparaison dans le temps pour observer si une différence marque l'arrivée des populistes au pouvoir par rapport à la période précédente. Ensuite, une comparaison avec la moyenne régionale par rapport à la tendance globale du respect de la démocratie. La prochaine section explique justement la façon par laquelle nous avons établi cette moyenne.

## **Moyenne régionale**

Il est nécessaire de comparer les classements démocratiques des gouvernements populistes avec ceux de la moyenne. En effet, nos résultats n'ont pas de signification si nous n'avons pas de base de référence, c'est-à-dire une moyenne représentant le degré global du respect de la démocratie. De plus, cette opération nous permet de contrôler s'il y a une tendance globale de déclin de la démocratie, qui ne serait pas liée au populisme en particulier.

Nous avons établi cette moyenne essentiellement sur une base géographique; les populistes européens ont été comparés à la moyenne des pays européens et les populistes sud-américains ont été comparés à la moyenne des pays sud-américains. Pour les deux partis de régions autres, leur moyenne a été établie sur une base de similitude en termes de système politique.

## **Moyenne sud-américaine**

La moyenne sud-américaine comprend l'ensemble des 12 pays indépendants constituant la région sud-américaine. À l'instar de l'Union européenne, ces pays forment l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), dont l'objectif est de créer un espace régional intégré sur le plan économique et politique (UNASUR 2018). Cette moyenne inclue l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Guyana, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, l'Uruguay et le Venezuela.

## **Moyenne européenne**

La moyenne européenne comprend l'ensemble des pays membres de l'Union européenne, mis à part l'île de Malte, ancienne colonie britannique dont les données ne sont pas compilées par Freedom House et Reporters sans frontières. Cette médiane inclut donc 27 pays

soit l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République Tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

Pour le cas de la Turquie, les résultats ont aussi été comparés à la moyenne européenne étant donné la proximité à la fois géographique et politique, la Turquie négociant et collaborant sur plusieurs enjeux avec ses voisins de l'Union Européenne.

### **Moyenne Westminster**

Pour le cas de la Nouvelle-Zélande, c'est plutôt sur une base de similitude institutionnelle que nous avons établi la moyenne : les résultats ont donc été comparés à la moyenne des huit pays adhérant au système parlementaire de Westminster, soit l'Australie, le Canada, l'Inde, l'Irlande, la Jamaïque, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni.

Pour établir ces moyennes régionales, nous avons compilé les classements attribués par FH et RSF à chacun des pays les composant, et ce pour chacun des trois indicateurs. Ensuite nous avons calculé les moyennes qui en résultent. Pour chaque indicateur mesuré, nous présentons ces moyennes en parallèle des classements attribués aux gouvernements populistes. Les résultats de cette analyse sont présentés à la section suivante, sous forme de graphiques.

### **Présentation des résultats**

En 2017, le rapport annuel de Freedom House sonnait l'alarme sous le titre menaçant *Populists and Autocrats: The Dual Threat to Global Democracy*. Évoquant qu'en 2016, plus de 67 pays ont vu leur indice de libertés civiles et de droits politiques se détériorer, FH y regroupe les populistes et les nationalistes comme les responsables de cette situation. Il s'agirait de la 11<sup>ème</sup> année consécutive où les déclin démocratiques dans le monde sont plus élevés que les gains. L'ONG met entre autres la faute sur les populistes pour le « *breakdown of political mainstream [...] which has long ensured stable government and a strong opposition in much of the free world.* » (Puddington et Royslance 2017, 8). Le bilan de Reporters sans frontières de 2017 va dans la même direction, tout aussi inquiétante, en titrant *La chute des démocraties et l'avènement des hommes forts*, et décrivant «le triomphe

d'hommes forts qui font basculer le monde à l'ère de la post-vérité, de la propagande et de la répression, notamment dans les démocraties» (Reporters sans frontières 2018). RSF fait mention d'un nivellement vers le bas global depuis 2013, indiquant que même les meilleurs joueurs habituels tels les pays nordiques sont en recul et que les démocraties importantes tels les États-Unis et le Royaume-Uni ont glissé vers le bas dans le classement mondial. Les deux tiers des pays ont subi une aggravation de leur situation et le nombre de pays où la situation est considérée «bonne» a diminué de 2,3 % (Reporters sans frontières 2018). Certes, il est vrai que dans les dernières années, ce sont plusieurs pays considérés comme des démocraties établies qui ont perdu au pointage, mais peut-on mettre le blâme sur les populistes?

## Présentation des graphiques

Les prochaines explications sont utiles pour être en mesure de bien interpréter les graphiques ci-dessous.

D'abord, ceux-ci ont été conçus à l'aide du logiciel Stata. C'est un total de 48 graphiques qui ont été produits, c'est-à-dire un pour chacun des trois indicateurs, pour chacun des 16 pays ayant connu un ou plusieurs gouvernements entièrement ou en partie populiste.

Ces graphiques sont présentés pays par pays, en bloc régional, et sont accompagnés d'une description du contexte politique national et d'une description des résultats observés. Ainsi, cela nous permet d'offrir, en un seul bloc, un bilan global du pays qui inclut les trois indicateurs. Les informations contextuelles sont tirées de plusieurs sources d'information ayant servi pour l'ensemble du mémoire dont la plateforme académique Perspective monde de l'Université de Sherbrooke, qui offre, pour chaque pays, le type de système électoral, l'idéologie des partis politiques et leur pourcentage de voix obtenus aux élections, ainsi que des détails sur le contexte sociopolitique national. Sans oublier la vérification systématique faite à l'aide de la base de données ParlGov (Döring et Manow 2018), pour nous assurer de la présence au gouvernement exécutif de ces partis populistes.

L'axe horizontal des graphiques représente les années où l'on peut constater la période où les populistes sont au gouvernement. Trois types de lignes verticales servent à identifier la présence et le type de gouvernement populiste : la ligne pleine (*solid*) représente l'arrivée d'un gouvernement populiste à majorité absolue, donc à parti unique; la ligne pointillée (*dash*)

représente l'arrivée d'un gouvernement de coalition où siège un ou plusieurs partis populistes; et la ligne de petits points (*very short dash*) représente le départ du ou des partis populistes du pouvoir. Ces trois lignes sont essentielles pour comprendre l'impact des populistes sur la démocratie. Puisque nos attentes sont différentes pour les gouvernements à parti unique que celles pour les gouvernements de coalition, il est important de distinguer la ligne pointillée de la ligne pleine. En effet, il est logique que les populistes partageant le pouvoir exécutif avec d'autres aient moins d'impact sur la démocratie puisque ces derniers doivent accepter le compromis pour gouverner. À l'inverse, il est attendu que les populistes seuls au pouvoir aient plus de facilité à opérer les changements démocratiques qu'ils désirent, si c'est bien ce qu'ils désirent.

L'axe vertical des graphiques représente la mesure de l'indicateur observé. L'échelle des valeurs s'étend de la plus petite à la plus grande valeur observée. Dans les cas de la Bolivie, l'Équateur et la Turquie, les échelles de valeur sont différentes, car ce sont les seuls pays ayant atteints des mesures plus élevées.

Finalement, on retrouve deux courbes dans chaque graphique; la noire représente l'évolution du pays en question et la grise représente l'évolution de la moyenne. Ce sont les discontinuités de ces courbes, avant et après l'arrivée du ou des partis populistes, qui nous informe de la présence de changements démocratiques, soit positifs ou négatifs. À noter que pour les graphiques de la liberté de presse, une coupure des courbes est faite entre l'année 2012 et l'année 2013, dû au changement de calcul de cet indicateur, de la part de Reporter sans frontières, à partir de 2013. Les mesures observées étant affectées par ce changement, il est important de démontrer cette discontinuité sur les graphiques et de l'interpréter comme tel.

### **Observation de changements négatifs**

Pour les deux indicateurs de FH, droits politiques et libertés civiles, il y a changement négatif lorsque l'indice augmente. Rappelons que FH a déterminé trois catégories:

1 - 2,5 : libre

3 – 5 : partiellement libre

5,5 – 7 : non libre

Quant à l'indicateur de liberté de presse de Reporters sans frontières, l'observation de changements négatifs est moins systématique étant donné la forte instabilité des valeurs d'une année à l'autre, comme les courbes l'illustrent sur les graphiques. Allant de 0 à 100, rappelons qu'une augmentation positive des valeurs est en fait un changement négatif. Pour interpréter les courbes, nous avons donc convenu de nous baser sur les cinq catégories de Reporters sans frontières que voici :

0 - 15 points : bonne situation

15,01 - 25 points : situation plutôt bonne

25,01 - 35 points : problèmes significatifs

35,01 - 55 points : situation difficile

55,01 - 100 points : situation très grave

Pour déterminer s'il y a changement négatif à la liberté de presse lors du mandat populiste, nous avons d'abord vérifié si la catégorie de liberté de presse du pays passait à une autre catégorie, plus négative, lors de la gouvernance populiste. Si c'est le cas, nous avons ensuite comparé avec la catégorie de la moyenne régionale afin de voir si ce changement négatif suit la moyenne ou bien s'il implique une détérioration plus grave que la moyenne.

Prenons pour exemple le cas de l'Italie. Lors de la gouvernance en partie populiste, entre 2008 et 2011, le score de la liberté de presse s'est détérioré jusqu'à passer de la catégorie de bonne situation à la catégorie de plutôt bonne situation, alors que la moyenne européenne, elle, est demeurée à la catégorie de bonne situation. Donc, nous concluons qu'il y a eu changement négatif de la liberté de presse en Italie sous le gouvernement de coalition en partie populiste. C'est cette logique qui a été appliquée à l'ensemble des pays étudiés afin d'observer la présence de changements négatifs pour l'indicateur de RSF.

Sans plus tarder, voici une description des résultats de l'analyse pour chaque pays étudié, où la présence de changement négatif est détaillée. La présentation est faite selon un regroupement régional et sous régional, les pays d'Europe débutant par ceux au nord et se terminant par ceux au sud, en passant par le centre et l'est. Un bilan global de l'analyse est offert en conclusion, pour dégager les grandes tendances.

## Danemark

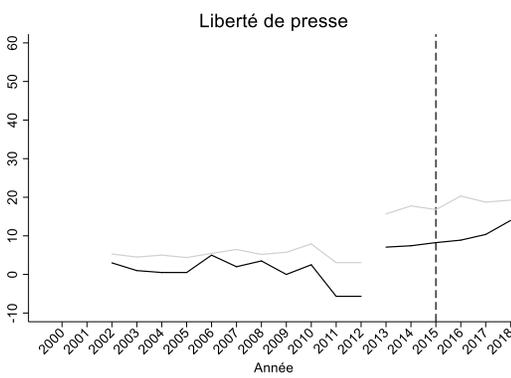
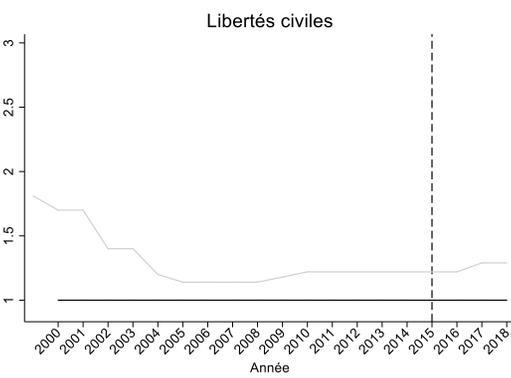
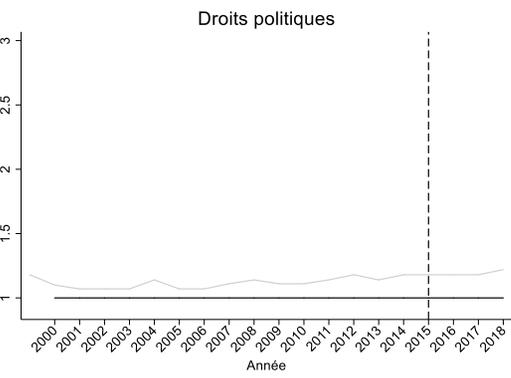
Le Danemark est un pays d'Europe du Nord ayant un type de système électoral proportionnel, favorisant les gouvernements de coalition. Ces derniers ont mené à une certaine instabilité. Un contexte économique difficile à mener à l'adoption de mesures d'austérité dans les années 90, suscitant la contestation politique. L'économie danoise est tout de même demeurée stable et prospère. Les Danois ont rejoint l'Union européenne dès ses débuts, mais sans jamais adopter l'Euro (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016d) .

La formation populiste *Danish People's Party* (DF) a été fondée en 1995. Présentant des positions eurosceptiques, anti-immigration et contre l'élite politique, il est considéré à droite idéologiquement (Van Kessel 2015). Ce n'est qu'en 2015 que le DF a su s'immiscer au cabinet exécutif, en récoltant 21% des voix, obtenant le 2<sup>e</sup> rang au sein d'un gouvernement de coalition minoritaire, partagé avec la gauche (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016d). Phénomène intéressant relaté dans les médias, les sociaux-démocrates avec qui les populistes partagent le gouvernement sembleraient influencés par ces derniers, surtout sur la question controversée de la dite immigration massive des dernières années :

Pour l'anthropologue Peter Hervik, le Parti social-démocrate ne fait ainsi que céder aux sirènes du populisme. « Au Danemark, les sociaux-démocrates sont maintenant main dans la main avec le Parti du peuple, dit-il. Ils n'ont fait que reprendre leurs idées en exagérant les problèmes de l'immigration. Ils invoquent de prétendues "valeurs danoises" en se créant des boucs émissaires. Le Danemark est peut-être une société ouverte, mais seulement pour ses propres citoyens. » (Rioux 2018)

Les graphiques du Danemark démontrent clairement que la démocratie au Danemark a été stable au cours des 18 dernières années, peu importe le gouvernement. Même sous les trois dernières années de pouvoir en partie populiste, les indicateurs mesurés restent tous sous la moyenne régionale. De plus, malgré son idéologie de droite, le DF a su faire des compromis avec un parti conventionnel de gauche au cours des trois dernières années. Même l'indicateur le plus instable, la liberté de presse, est demeuré dans la meilleure des catégories, dans une «bonne situation», alors que moyenne régionale est passée à la catégorie inférieure, une «plutôt bonne situation». En clair, les trois indicateurs de démocratie sont restés dans les meilleures catégories proposées par FH et RSF. **Aucun changement négatif n'est observé.**

Figure 2. Tendances au Danemark



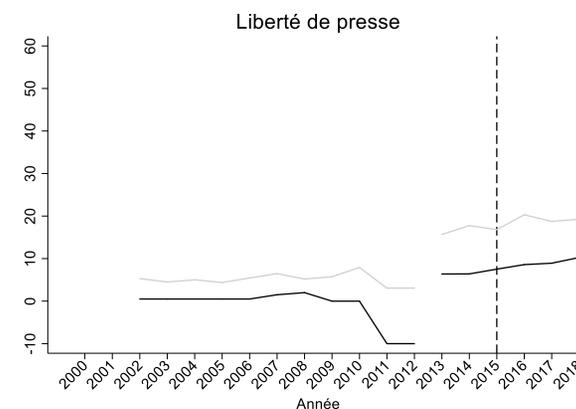
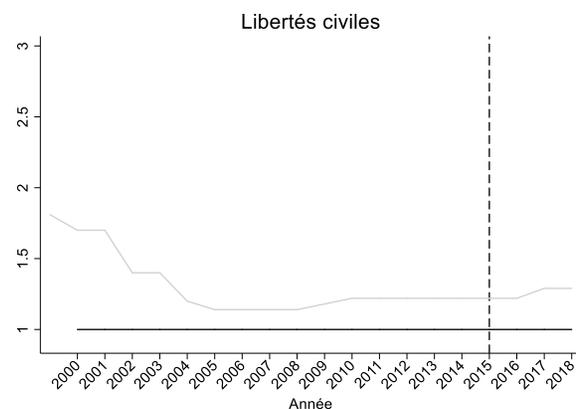
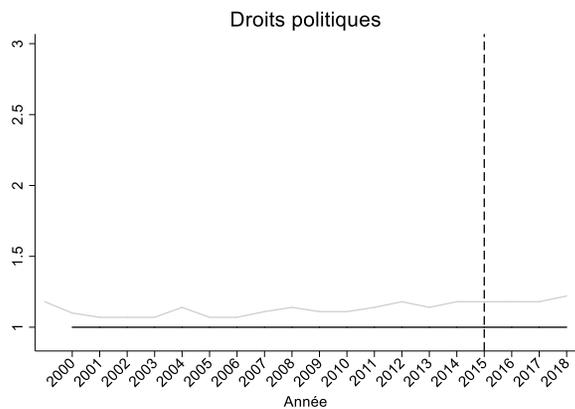
## Finlande

Toujours en Europe du Nord, la Finlande possède aussi un système électoral proportionnel, favorisant le multipartisme et les gouvernements de coalition. Les sociaux-démocrates ont façonnés la société finlandaise qu'on connaît aujourd'hui. Étant neutre lors de la guerre froide, la position géographique de la Finlande a mené à de bons liens diplomatiques avec l'URSS, jusqu'à ce que l'éclatement de celle-ci favorise la jonction aux institutions européennes. L'économie finlandaise figure parmi les meilleures au monde depuis plusieurs décennies (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016f).

Le *Finns Party* (SP) a aussi été fondé en 1995, sous le nom de *True Finns*, adoptant lui-même l'étiquette populiste, il dit alors refuser la bureaucratie actuelle de la démocratie. Plus modéré que plusieurs populistes européens, la formation politique offre une approche nationaliste, anti-européenne et anti-immigration, mais ambivalente sur le plan socio-économique (Van Kessel 2015). Ayant obtenu des scores semblables lors d'élections passées, ce n'est qu'en 2015 que le SP parvient à former un gouvernement de coalition en soutenant un parti de centre, suite à l'obtention de 18% des voix (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016f).

Idem qu'au Danemark, les résultats graphiques en termes de démocratie proposent une stabilité immuable, atteignant des notes quasi parfaites pour les trois indicateurs. **Il n'y a donc aucun changement négatif pour le cas finlandais.**

Figure 3. Tendances en Finlande



## Norvège

Comme ses semblables nord-européens, la Norvège a un système électoral proportionnel. Ce sont des gouvernements sociaux-démocrates et de centre-droit qui se sont succédé, dans un contexte économique plus qu'enviable. Ayant de forts liens économiques avec l'Europe, la population norvégienne a tout de même refusé d'adhérer à l'Union européenne (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016j). Le populiste *Progress Party* (FrP) a été fondé en 1973 s'interposant aux interventions de l'État, et évoluant de plus en plus vers des positions anti-immigrations. Le discours du parti a eu tendance à changer selon les chefs en tête, devenant un parti moins confrontant et plus crédible à partir de 2006.

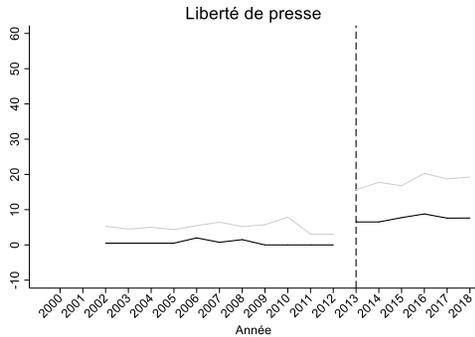
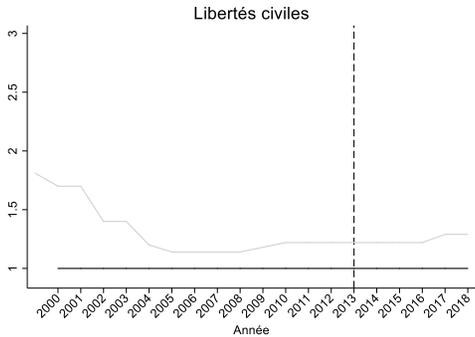
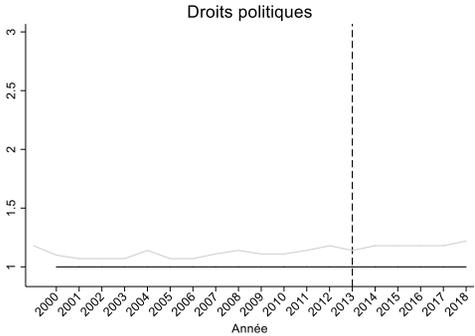
En 2013, le FrP a formé pour la première fois un gouvernement de coalition (Van Kessel 2015). Partageant le pouvoir avec deux partis conventionnels, de gauche et de droite, il y occupe le 3<sup>e</sup> rang. Il a d'ailleurs conservé la même position, dans la même coalition, aux élections de 2017, avec 15 % des voix (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016j).

Les graphiques de la Norvège démontrent les mêmes tendances que ses voisins du nord, les trois indicateurs sont stables et dans les meilleures catégories possibles. Se situant à des valeurs toujours un peu mieux que la moyenne de l'Europe, même la liberté de presse résiste mieux que le reste de la région depuis les cinq dernières années. Non seulement, le FrP a su partager le pouvoir avec des partis conventionnels, mais il a su conservé cette collaboration dans un deuxième mandat. Ainsi, **aucun changement négatif n'est observé** sous la gouvernance populiste norvégienne. Des résultants nuancant quelque peu les propos du politologue Yascha Mounk, qui affirme que le populisme menace la démocratie, même dans des pays démocratiquement établis :

Il ne faut pas juste se concentrer sur le court terme, dit le politologue. J'ai eu les mêmes conversations avec des gens en Suède, en Norvège, en Allemagne il y a dix ans. Ils se croyaient à l'abri et maintenant des partis populistes s'activent dans tous ces pays avec beaucoup de succès (Baillargeon 2017).

En conclusion du mémoire, nous pourrions tenter de répondre à Yascha Mounk sur ladite menace populiste pour la démocratie. Mais déjà nous pouvons penser que ce succès des populistes traduit une demande réelle des populations de plusieurs démocraties. Le succès des populistes serait-il symptomatique d'un déficit démocratique plutôt que d'en être la cause?

Figure 4. Tendances en Norvège

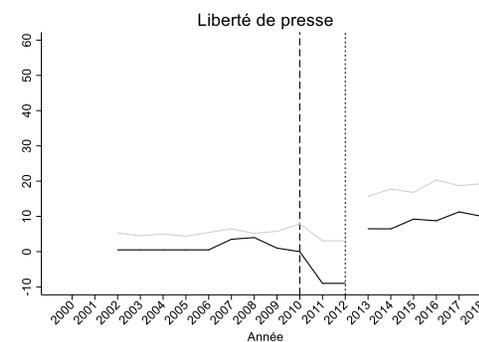
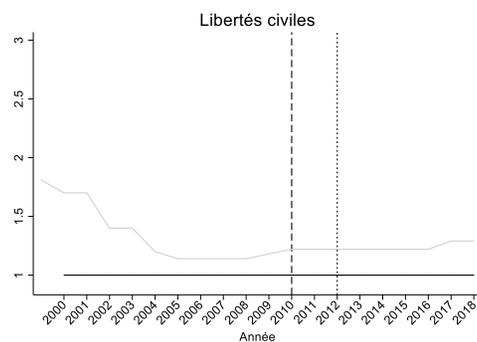
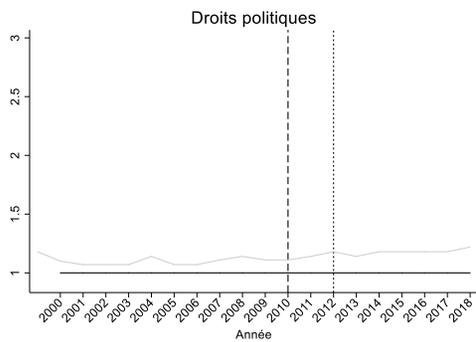


## Pays-Bas

Situé au Nord-Ouest de l'Europe, les Pays-Bas possèdent un système électoral proportionnel, qui a favorisé une succession de gouvernements de coalition. Bénéficiant d'une des meilleures économies sur le continent, les Pays-Bas ont rejoint les institutions européennes dès leur début (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016l). Il s'agit d'un terrain fertile pour plusieurs partis populistes, mais le seul à avoir atteint l'exécutif de l'État est le *Freedom's Party* (PVV), fondé en 2006 (Van Kessel 2015). En 2010, ayant remporté 15% des voix, le PVV soutient le gouvernement de coalition minoritaire formé par la gauche et la droite, jusqu'aux élections de 2012. La formation n'a toutefois pas réussi à intégrer le gouvernement depuis (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016l).

Une fois de plus, les résultats graphiques des Pays-Bas démontrent des valeurs qui frôlent la perfection, selon les catégories de Freedom House et Reporters sans frontières. Même que la liberté de presse indique une amélioration. Les années 2010 à 2012, où les populistes soutiennent le gouvernement, ne présentent **aucun changement négatif pour les trois indicateurs**.

Figure 5. Tendances au Pays-Bas



## Autriche

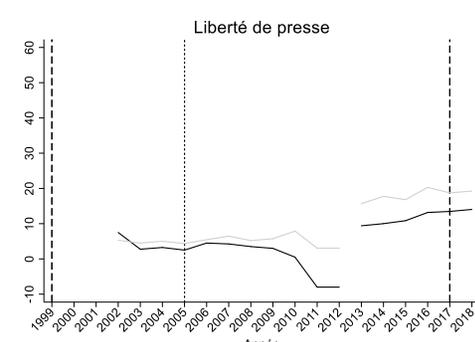
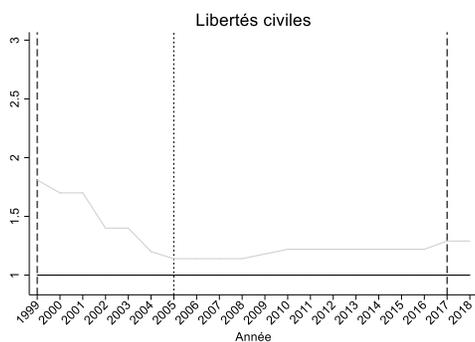
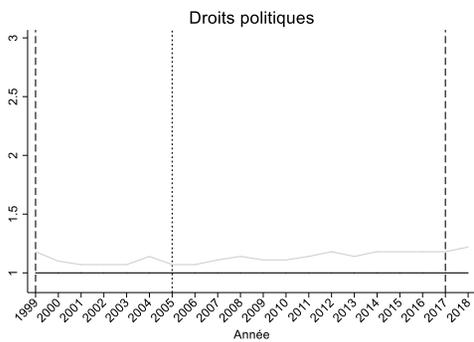
Ce pays d'Europe centrale détient aussi un système électoral proportionnel qui favorise des gouvernements de coalition. En effet, des coalitions à majorité socialiste et ensuite, populiste, se sont succédé au pouvoir. L'Autriche jouit d'une économie stable et a rejoint l'Union européenne en 1995 (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016a).

Le FPÖ, *Austrian Freedom Party*, est un des populistes des plus durables et des plus connus sur le continent. Créé dans les années 50, il est considéré comme populiste depuis la fin des années 80, alors qu'il accuse les élites politiques à la tête des partis conventionnels. N'étant pas la seule formation populiste en Autriche, le FPÖ est le seul à avoir atteint des scores assez élevés pour partager le pouvoir (Van Kessel 2015). Aux élections de 1999, avec 27% des voix, ainsi qu'en 2002, avec 10% des voix, il forme un gouvernement de coalition avec des partis de centre et de gauche, avant de disparaître du pouvoir jusqu'en 2017, où il récupère sa 3<sup>e</sup> position en coalition. (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016a) La particularité de cette dernière élection n'est pas seulement du au succès du FPÖ, mais surtout à la grande victoire d'un autre parti ultraconservateur.

Une première depuis 10 ans. [...] Les Autrichiens semblent las de ces années de grande coalition entre les socio-démocrates et les conservateurs. Un attelage conservateurs-extrême droite est donc possible. Certes, les deux partis se détestent, surfent sur la même vague antiréfugiés — Kurz ayant été accusé par le FPÖ d'avoir siphonné leurs thèmes de campagne. Mais il reste que les positions de ces deux partis se rejoignent sur bien des points. (Luyssen 2017).

Il est vrai qu'il est tôt pour statuer de l'impact de ce surprenant cocktail d'extrême droite, mais les populistes ont été au pouvoir avant cela pour plusieurs années, comme on le voit grâce à la ligne pointillée sur les graphiques. Somme toute, l'Autriche ressemble aux pays européens précédents. Les trois indicateurs observés reflètent une démocratie quasi-parfaite, stable, et meilleure que la moyenne régionale. Et ce même si les populistes ont siégé au gouvernement pour une bonne période de temps. **Aucun changement négatif** n'est donc identifié pour le cas autrichien.

Figure 6. Tendances en Autriche



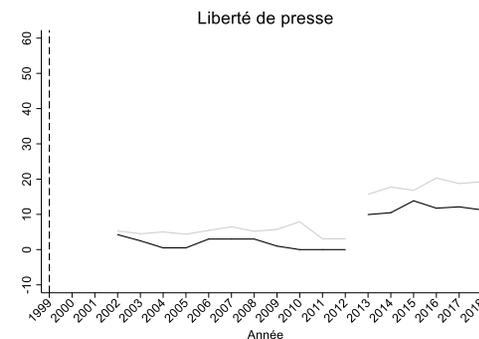
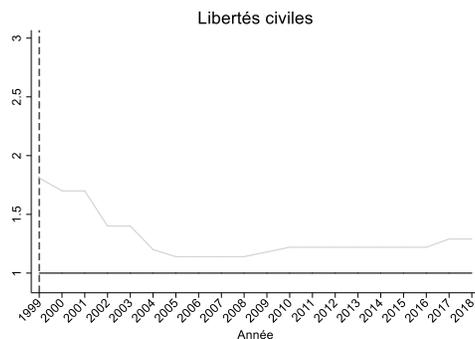
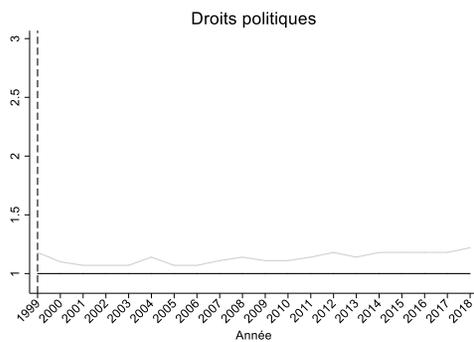
## Suisse

La Suisse est un pays d'Europe centrale ayant un système électoral proportionnel. L'appareil exécutif du gouvernement suisse est nommé Conseil fédéral, où siègent sept représentants de divers partis. Reconnue comme un modèle de stabilité économique et politique, les mêmes partis se retrouvant presque toujours au Conseil fédéral, la Suisse est aussi réputée pour sa tradition démocratique en faveur de référendums. D'ailleurs, la population a refusé de rejoindre l'Union européenne, ce qui n'empêche pas le pays d'entretenir de très bons liens avec le reste du continent (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016o).

Ayant une longue histoire, le *Swiss people's party* (SVP), a des bases agraires-conservatrices, et s'est radicalisé dans les années 90 en accusant la classe politique et l'immigration (Van Kessel 2015). Si on s'en tient à la période de temps étudiée dans ce mémoire, le SVP a siégé au Conseil fédéral dès 1999, occupant même deux sièges sur sept entre 2003 et 2007. Une scission du parti le coupe du Conseil pour une courte période en 2008. Il récupère ensuite un siège, qu'il détient encore aujourd'hui. En clair, le SVP a cumulé les succès électoraux depuis le début des années 2000, récoltant chaque fois plus de 22 % des voix (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016o).

Le cas suisse démontre très bien comment la présence populiste au pouvoir n'est pas nécessairement signe de changement démocratique. En effet, étant membre du gouvernement depuis plus de 15 ans, il s'agit d'un bon exemple de gouvernance populiste sur le long terme. La stabilité ressort une fois de plus des graphiques. Certes, la liberté de presse se dégrade quelque peu, mais de façon moins importante que la moyenne et toujours sous le seuil de 15, c'est-à-dire, la meilleure des catégories de Reporters sans frontières. Il faut dire que le cas suisse est particulièrement stable étant donné que les mêmes partis, conventionnels et populistes, se partagent constamment le pouvoir au sein du Conseil fédéral. Il n'est donc pas étonnant que les populistes n'aient pas impacté la démocratie en Suisse. **Aucun changement négatif** n'est ici observé.

Figure 7. Tendances en Suisse



## Slovaquie

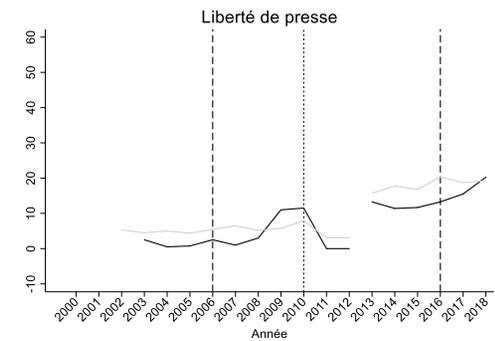
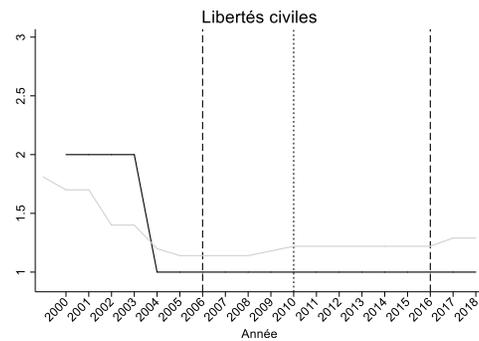
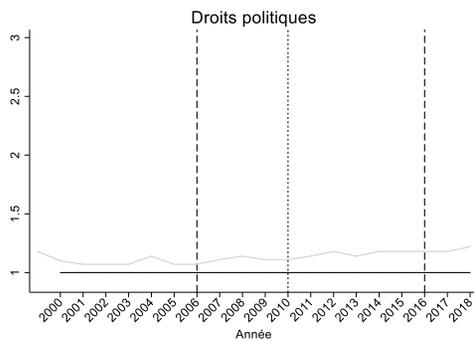
La Slovaquie est un pays d'Europe centrale qui est né en 1993, à la suite de la division en deux états indépendants de la Tchécoslovaquie, membre du bloc communiste. Il est depuis muni d'un système électoral proportionnel, favorisant des gouvernements de coalition. Ayant vécu une période économique difficile, une transition libérale amène une stabilité dans les années 2000, suivi de son entrée dans l'Union européenne en 2004 (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016n).

Le cas slovaque est des plus intéressants pour plusieurs raisons. Le populisme semble avoir caractérisé plusieurs partis, dont certains plutôt conventionnels, tous fondés dans les années 90. D'abord, le nationaliste-conservateur plutôt centriste, *Movement for a Democratic Slovakia* (HZDS), qui met en opposition le peuple slovaque et une élite anti-slovaque. Ensuite, le parti populiste de gauche, *Direction* (SMER), qui s'est fait connaître pour sa rhétorique populiste par laquelle il blâme les élites du passé. Sans oublier, le parti de droite *Slovak National Party* (SNS), défendant les droits des slovaques natifs, au programme protectionniste et eurosceptique (Van Kessel 2015). Étonnamment, ces trois partis ont partagé le pouvoir en coalition entre 2006 et 2010. Rappelons que la ligne verticale pointillée sur les graphiques indique la prise de pouvoir populiste alors que la ligne verticale de petits points indique le départ des populistes. Nous pouvons donc identifier chacune des périodes populistes entre ces types de ligne. Lors de cette coalition en partie populiste, SMER est en premier rang avec 29% des voix, SNS en troisième rang avec 12 % des voix, et finalement, SNS, en cinquième rang avec 9% des voix (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016n). Van Kessel (2015) précise que SMER a perdu son discours populiste depuis. Il occupe maintenant la première place d'un gouvernement de coalition, grâce à 28% des voix, qu'il partage entre autres avec le Slovak National Party, en 4<sup>e</sup> place, 9% des voix, qui lui est resté campé sur sa vision populiste (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016n). Ainsi, le cas de SMER suit la théorie de Rooduijn, de Lange, et van der Brug (2014), qui suggère que les populistes au pouvoir auraient tendance à se modérer, même si ce n'est pas toujours le cas.

Lors de la première période de 2006 à 2010, le cocktail populiste à idéologies multiples est autant inattendu que le peu de changement constaté. Malgré la forte présence populiste au

pouvoir, les indicateurs demeurent à des niveaux parfaits pour les droits politiques et les libertés civiles. Et pourtant, peu avant ce gouvernement populiste, les libertés civiles de la Slovaquie étaient moins biens que dans le reste de l'Europe. Les populistes ont plutôt su conservé ce score à la note parfaite. La liberté de presse indique un déclin; elle passe de la catégorie de bonne situation à plutôt bonne situation, mais cela suit exactement l'évolution de la moyenne européenne. Rappelons qu'une courbe à tendance positive dans les graphiques est en fait une évolution négative de la démocratie. **Nous ne notons donc aucun changement négatif** sous les populistes slovaques.

Figure 8. Tendances en Slovaquie



## Hongrie

La Hongrie, pays d'Europe centrale, possède un système électoral mixte. Dominé par le parti communiste et affilié au bloc communiste jusqu'aux années 90, la transition libérale politique et économique qui s'est effectuée dans les années 90 a aussi mené au rapprochement avec le reste de l'Europe et l'entrée dans l'Union européenne en 2004 (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016h).

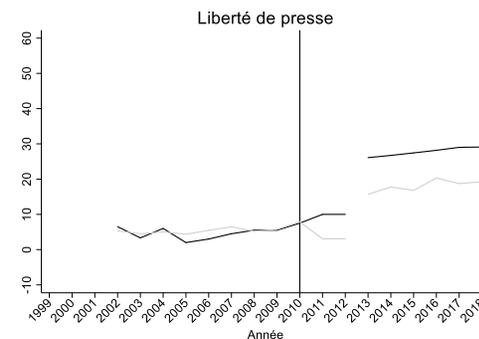
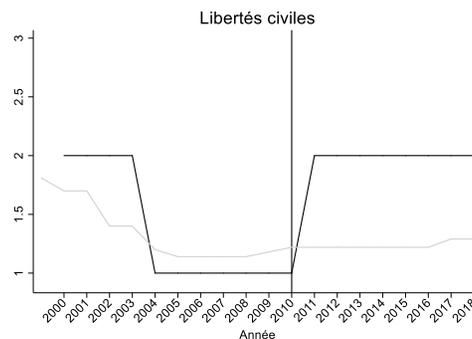
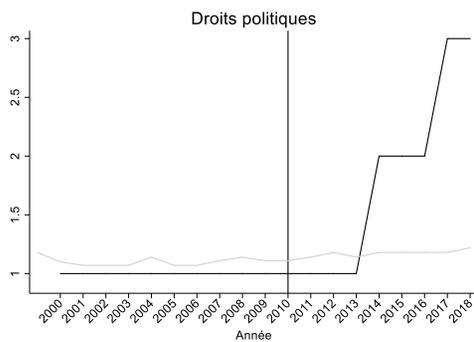
Plusieurs partis populistes ont pris naissance en Hongrie, mais seul le parti *Hungarian Civic Alliance* (FIDESZ) a su se hisser à la tête du pays. Fondé dans les années 80 en tant que parti anti-communiste, il a défendu une approche libérale jusqu'à l'arrivée du chef Viktor Orbán. Sous sa gouverne, le parti a pris une tournure nationaliste-conservatrice de droite, mais son discours s'est radicalisé après sa défaite de 2002, période à partir de laquelle il est identifié comme populiste, entre autres par son rejet de l'élite politique et de son idéalisation de la communauté hongroise (Van Kessel 2015). À partir de 2010, et puis en 2014 et en 2018, FIDESZ a su remporté haut la main les élections, proposant entre autres des réformes démocratiques, dont le système électoral. Bénéficiant depuis de la majorité des sièges au gouvernement, il est le seul parti au pouvoir exécutif, tel que l'exprime la ligne verticale pleine en 2010 (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016h). Fait à noter, les récentes élections de 2018 ont aussi été une victoire pour le parti Jobbik, autre populiste, plus à droite que FIDESZ sur la ligne idéologique. Constituant l'opposition officielle, Jobbik a remporté pas moins de 19 % des voix, résultant en un parlement à 70 % populiste de droite conservatrice (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016h; Van Kessel 2015).

Les graphiques de la Hongrie démontrent un des seuls cas de l'étude où les trois indicateurs se sont détériorés depuis le règne populiste. À partir de 2014, les droits politiques se sont détériorés de deux points, passant de 1 à 3, ce qui signifie que l'État hongrois fait maintenant partie des pays partiellement libres sur le plan des droits politiques. L'année 2014 marque d'ailleurs la réforme de la constitution, réduisant entre autres les compétences de la Cour constitutionnelle. De plus, les libertés civiles se sont détériorées dès leur arrivée au pouvoir en 2010, passant de 1 à 2, toujours dans la catégorie libre selon FH. Cet indicateur est par la suite

resté stable. La liberté de presse aussi s'est détériorée de façon plus importante que la moyenne régionale, atteignant même la catégorie de problèmes significatifs.

Il y a clairement une détérioration de la démocratie avec les populistes au pouvoir. Évidemment, ce constat ne prouve pas un lien causal, mais suggère bel et bien l'impact négatif de la gouvernance populiste sur la démocratie en Hongrie. Dans cette analyse, il s'agit ici du premier cas de parti unique au pouvoir et nous notons une différence avec les cas de coalition précédents. Dès 2010, les journaux relataient la «loi liberticide sur la presse et une Cour constitutionnelle mise au pas» par Victor Orbán. (Libération 2010) Aujourd'hui, les médias qualifient même ce régime de «démocrature», ou comme Orbán aime le dire lui-même, de «démocratie illibérale» (Senécal 2018). En effet, au cours des huit dernières années, la constitution a été réécrite, une nouvelle loi a redessiné de fond en comble la carte électorale, réduisant l'opposition, sans oublier la publication par le gouvernement d'une liste de journalistes ennemis (Senécal 2018). Le parti FIDESZ a donc exprimé ouvertement son désir de réformer la démocratie libérale et on peut voir qu'il a été possible de le faire en tant que seul parti au pouvoir exécutif du pays, et ce malgré les institutions existantes en Hongrie. Ainsi, **nous notons trois changements négatifs** concernant à la fois les droits politiques, les libertés civiles et la liberté de presse.

Figure 9. Tendances en Hongrie



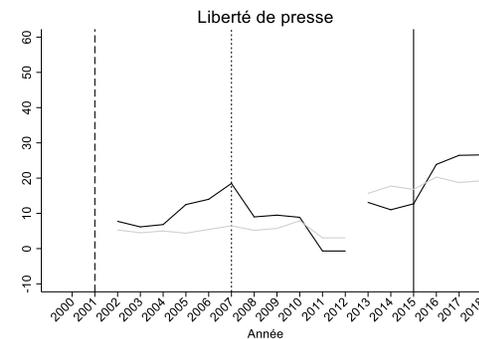
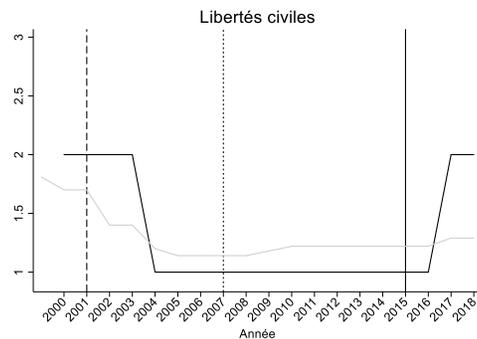
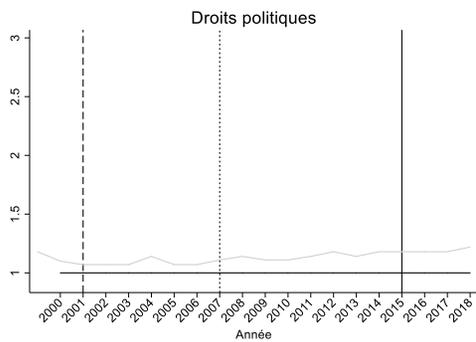
## Pologne

Autre pays d'Europe centrale, la Pologne détient un système électoral proportionnel. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, et grâce au soutien de l'URSS, les forces communistes contrôlent le pays jusqu'à la transition libérale de la fin des années 80. Malgré une période d'instabilité, la croissance économique s'est instaurée en Pologne et cette dernière s'est ouverte au monde occidental, rejoignant l'UE en 2004 (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016m). Le parti *Self Defense* est passé d'un mouvement social agricole à un parti s'autoproclamant comme populiste. La formation de gauche et nationaliste a vécu une courte période de succès avant de disparaître (Van Kessel 2015). En 2001, elle soutenait le gouvernement par un accord de confiance et entre 2005 et 2007, elle était 3<sup>e</sup> dans un gouvernement de coalition, grâce à 11% des voix (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016m). Cette période de pouvoir se chevauche avec celle du parti *Law and Justice* (PiS). Fondé en 2001, basé sur un programme anti-criminalité et anti-corruption, le parti s'est radicalisé par une approche nationaliste (Van Kessel 2015). En 2005, il parvient à obtenir une 1<sup>ère</sup> place en coalition jusqu'en 2007, avec 27% des voix. En 2015, le parti remporte les élections avec 38% des voix, devenant le premier parti à gouverner le pays de façon majoritaire depuis 1989, comme l'indique la ligne verticale pleine sur les graphiques. Depuis, PiS a su conserver cette majorité et est donc parti unique au gouvernement depuis quatre ans (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016m).

Nous pouvons observer deux périodes différentes de gouvernance populiste sur les graphiques. La première débute en 2001, où on voit une ligne verticale à longs pointillés, et est caractérisée par le partage du pouvoir des populistes au sein d'une coalition, qui à partir de 2005, est menée par les populistes de droite PiS, avant de se terminer en 2007, où on voit une ligne verticale de petits points. Pour cette première période, les graphiques démontrent des résultats globalement ambivalents. En effet, on constate d'abord une stabilité pour l'indicateur des droits politiques, suivi d'une amélioration d'un point pour l'indicateur de libertés civiles, et finalement, la liberté de presse se détériore plus que la moyenne, pour atteindre la valeur de 18 en 2007, ce qui fait passer le pays à la catégorie «plutôt bonne situation». Ainsi, c'est seulement entre 2005 et 2007, lors de l'entrée de PiS comme deuxième populiste en coalition, que **nous notons un changement négatif** de la liberté de presse.

Ensuite, la deuxième période populiste débute en 2015, où on voit une seconde ligne verticale pleine. Rappelons que la ligne pleine signifie que le parti populiste, PiS, est parti unique au gouvernement. Depuis les quatre dernières années, **deux indicateurs sur trois ont subi une détérioration**; les libertés civiles sont passées de 1 à 2 et la liberté de presse a augmenté plus rapidement que la moyenne régionale pour dépasser la note de 25, c'est-à-dire que RSF considère maintenant que la liberté de presse polonaise souffre de problèmes significatifs. Il est intéressant de faire la comparaison entre la période de coalition polonaise où peu de changements sont observés, et ce même lorsque deux partis populistes y siègent, tel qu'observé en Slovaquie. Alors que lors de la période où PiS agit comme seule entité au pouvoir, on note plus de changements négatifs, tout comme c'est le cas en Hongrie. En clair, si on regroupe les deux périodes populistes en Pologne, **nous constatons deux changements négatifs**, dont les libertés civiles et la liberté de presse.

Figure 10. Tendances en Pologne





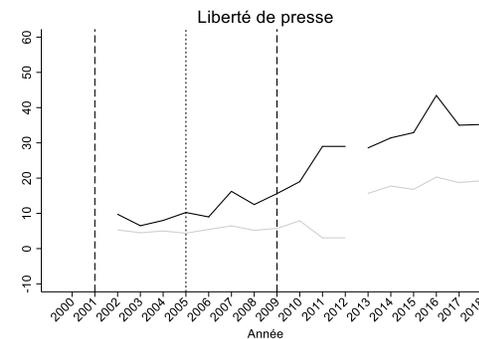
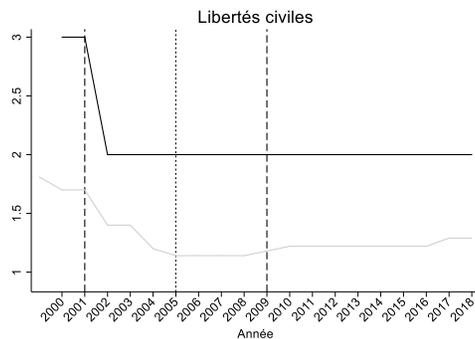
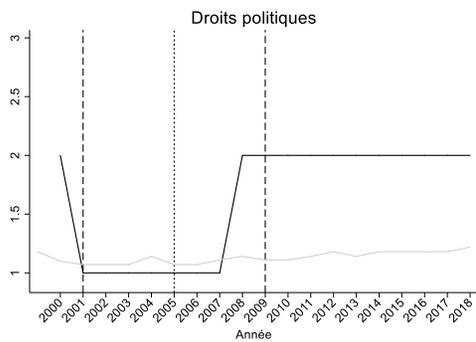
## Bulgarie

La Bulgarie est un pays d'Europe de l'Est qui a un système électoral proportionnel. Tout comme la Hongrie et la Pologne, la Bulgarie a été dominé politiquement par les communistes, avec l'aide de l'URSS. La transition libérale se faisant graduellement, l'économie progresse au début des années 2000, période où le pays rejoint l'UE (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016c).

Plusieurs populistes ont gouverné en Bulgarie. D'abord, le parti de centre, *National Movement for Stability and Progress*, a été premier d'une coalition entre 2001 et 2005, à l'aide de 43% voix. Il n'est jamais parvenu à reprendre le pouvoir par la suite. C'est surtout le parti de droite, *Citizens for European Development of Bulgaria* (GERB), qui a réussi à imposer sa présence au sein de la dernière décennie. (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016c) Se réclamant comme anti-élitiste, le programme du parti de GERB défend la lutte à la criminalité et à la corruption (Van Kessel 2015). À partir de 2009, le parti obtient une première position en coalition avec 40% des voix. Statut qu'il conserve aux élections de 2013 (31 % des voix) et de 2017 (33% des voix). Finalement, un dernier parti populiste a réussi à rejoindre le gouvernement de coalition en 2017, avec 9% des voix, les nationalistes de droite, *United Patriots* (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016c).

En Bulgarie, il y a donc deux périodes populistes; entre 2001 et 2005, et à partir de 2009. Les deux périodes mettent en scène des partis aux idéologies différentes, mais toujours en coalition. Sur les graphiques, on peut d'abord constater que les droits politiques et les libertés civiles n'ont pas subi d'effet négatif lors des deux périodes. On observe le phénomène inverse; les droits politiques se sont détériorés dans une période non-populiste, et que les libertés civiles se sont améliorés en 2002, lors d'un mandat populiste. Rappelons qu'une évolution positive des courbes exprime une tendance négative pour la démocratie. Finalement, la liberté de presse reste stable lors de la première période populiste, mais elle se détériore plus rapidement que la moyenne à partir de 2010, étant dans la catégorie «problèmes significatifs» depuis 2011. En clair, malgré l'occupation des populistes en 1<sup>er</sup> rang en coalition depuis 2009, **seul un indicateur a subi un changement négatif**. À noter qu'il s'agit du deuxième cas d'effet négatif dans un contexte de populiste en coalition, comme la Pologne.

Figure 11. Tendances en Bulgarie



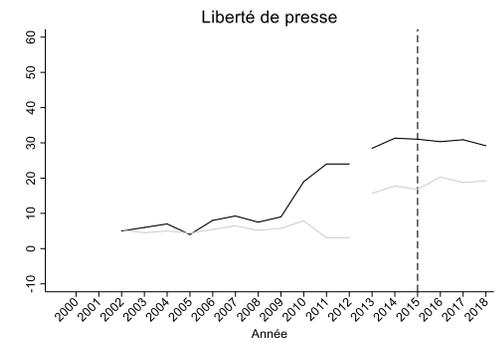
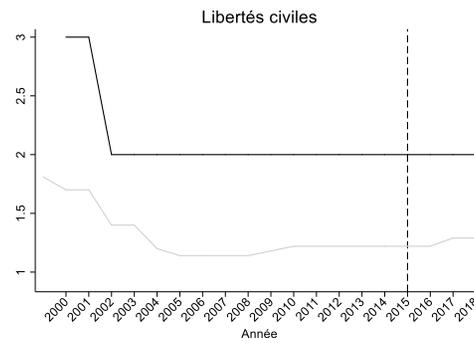
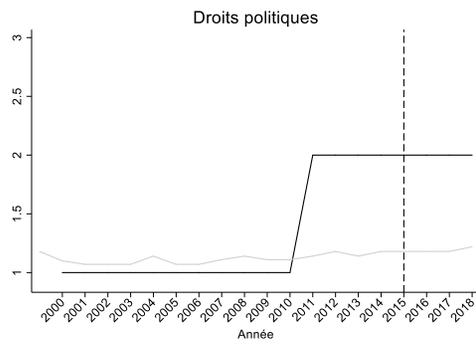
## Grèce

La Grèce est un pays du sud de l'Europe qui est aussi muni d'un système électoral proportionnel. À la suite d'une guerre civile et d'un régime militaire, ce n'est qu'en 1974 que la Grèce devient à nouveau une république démocratique. Elle rejoint rapidement les institutions européennes existantes, mais la crise économique de 2008 a créé une grande instabilité au pays et affecte même le reste de l'Europe (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016g).

C'est dans ce contexte de crise que le mouvement populiste de gauche, *Coalition of the Radical Left* (SYRIZA), a pris forme. Défendant les non privilégiés des élites néolibérales (Van Kessel 2015), il obtient tout près d'une majorité aux élections de 2015, avec 35 % des voix (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016g). SYRIZA mène depuis une coalition, qu'il partage avec le populiste de droite, nationaliste et anti européen (Van Kessel 2015), *Independent Greeks*, même si ce dernier n'a obtenu que 4 % des voix (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016g).

À l'instar de la Bulgarie, les populistes grecs ont occupé la place centrale d'un gouvernement de coalition, tout en partageant le pouvoir avec un autre parti populiste, mais cette particularité ne semble pas avoir d'impact selon les graphiques de la Grèce. En effet, tout reste stable depuis l'arrivée des populistes au pouvoir. On peut voir que les droits politiques se sont détériorés avant la période de gouvernance de populiste, mais qu'ils sont restés stables par la suite. On peut aussi voir que les libertés civiles se sont améliorées avant la gouvernance politique et qu'ils sont restés stables par la suite. Et finalement, la liberté de presse évolue comme la moyenne régionale, c'est-à-dire environ selon les mêmes variations annuelles. Nous avons donc un des rares cas de populistes de gauche, qui détiennent une grande partie du pouvoir, en partage avec d'autres populistes en coalition, et où on peut conclure qu'**aucun des trois indicateurs n'a changé à la négative**. Le partage du pouvoir, même entre plusieurs populistes, ne semble pas avoir d'impact, tout comme le cas slovaque. En comparaison, les deux seuls cas de pouvoir majoritaire jusqu'ici, la Pologne et la Hongrie démontrent plus de changements négatifs.

Figure 12. Tendances en Grèce



## Italie

L'Italie est aussi un pays du sud de l'Europe, détenant un système électoral mixte. Ayant connu plusieurs périodes d'instabilité à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, dû entre autres au terrorisme et au crime organisé, l'Italie a rapidement rejoint le reste de l'Occident et l'Union européenne. Des gouvernements de centre gauche dans les années 90 ont par la suite fait place à une décennie de gouvernance sous le magnat des communications de droite, Berlusconi, dans les années 2000. De récents scandales de corruption, ainsi que la crise économique de 2008, ont mené à des mouvements de protestation (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016i).

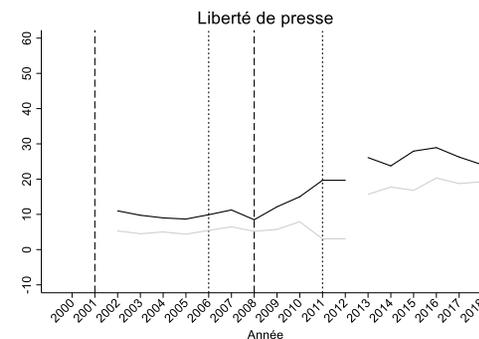
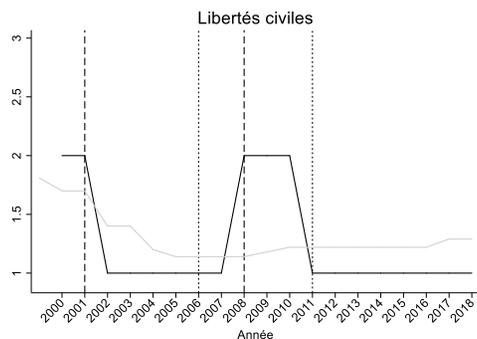
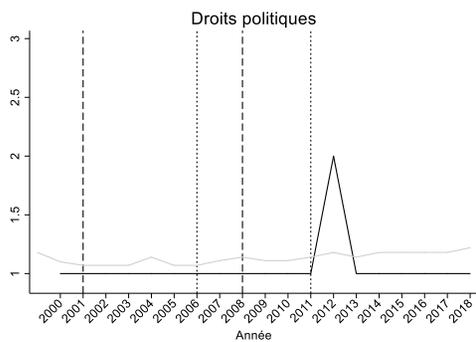
Depuis 1991, le parti *Northern League* (LN) propose un programme de droite, anti immigration, anti islam, critiquant l'élite politique corrompu. Le LN a réussi à deux reprises à former un gouvernement de coalition (Van Kessel 2015). De 2001 à 2006, il est 6<sup>e</sup> en coalition, avec 4 % voix, en détenant les postes de plusieurs ministres. De 2008 à 2011, il est 3<sup>e</sup> en coalition, avec 7,9 % des voix. Toujours en partageant le pouvoir avec le parti de droite de Berlusconi, plus ou moins conventionnel et traité comme un cas limite de populiste par Van Kessel (2015) (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016i).

Les résultats de l'Italie sont intéressants. Tout comme pour la Bulgarie et la Grèce, des changements négatifs des droits politiques et libertés civiles sont notés au cours des 18 dernières années, mais pas sous la gouverne populiste. En effet, les droits politiques sont restés stables durant les périodes populistes italiennes, pour finalement se détériorer suite à leur départ. Quant aux libertés civiles, on remarque plutôt une amélioration d'un point lors des deux périodes populistes, démontrant un changement positif. En ce qui concerne la liberté de presse, celle-ci passe de bonne situation à plutôt bonne situation alors que la moyenne demeure dans une bonne situation. Ainsi, **nous notons un changement négatif** quant à la liberté de presse et **un changement positif quant aux libertés civiles**. Il convient de mentionner que le parti de droite de Berlusconi, magnat de la presse, peut certainement avoir influencé ce résultat. Dès 2009, les journaux relataient les attaques en justice de Berlusconi envers les médias qui le critiquent, ou encore le fait qu'il ait demandé à ses pairs entrepreneurs

de ne plus diffuser de publicités dans les pages de ces mêmes médias (Mauro 2009). En clair, la détérioration de la liberté de presse italienne n'est pas le seul fait des populistes de LN.

La Pologne, la Bulgarie et l'Italie sont les trois seuls pays où on note un changement négatif lors d'un mandat de coalition des populistes, et tous les trois concernent uniquement la liberté de presse. On peut interpréter cela de différentes façons, mais selon l'instabilité générale des courbes des graphiques de liberté de presse, il semble que cet indicateur soit plus facilement affecté que les autres.

Figure 13. Tendances en Italie



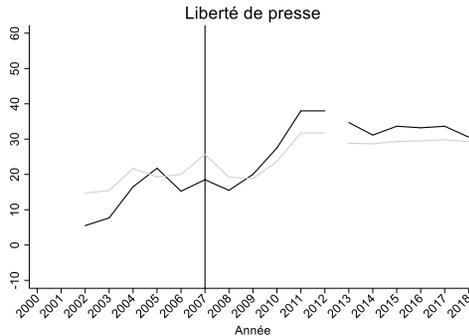
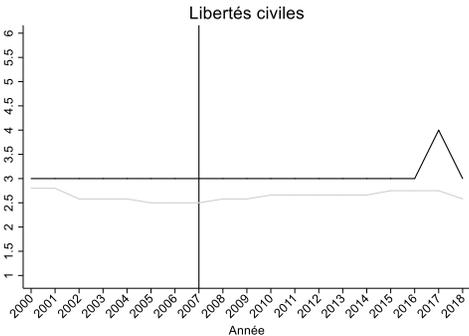
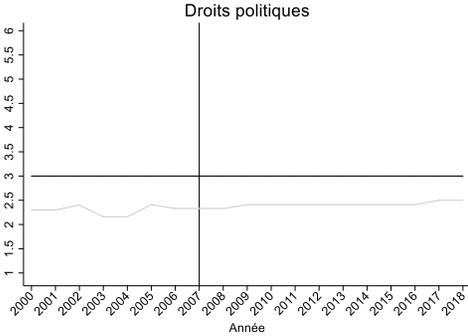
## Équateur

Dans une autre région du monde, ce pays d'Amérique du Sud détient un système électoral proportionnel. Caractérisé par l'instabilité politique, l'Équateur a été aux prises de régimes autoritaires et de coups d'État, jusqu'au rétablissement de la démocratie par un gouvernement élu démocratiquement en 1979 (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016e). La piètre économie et les revendications des autochtones sont ensuite responsables de l'instabilité du pays jusqu'au 21<sup>e</sup> siècle, où naît la formation populiste *PAÍS Alliance* (PAÍS). Celle-ci défend entre autres une réforme constitutionnelle pour mieux répartir les pouvoirs entre le président et le parlement, accusant la classe politique d'être responsable de corruption et de l'instabilité politique. PAÍS remporte les élections de 2007 de façon majoritaire avec 56,67 % des voix. Le parti a su conservé son statut en 2009, avec 51,9% des voix, en 2013, avec 57 % des voix, et même en 2017 avec 39% des voix, cette fois sous un nouveau chef (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016e).

Tout comme le reste de la région sud-américaine, les trois indicateurs de démocratie ont des scores moyens, se situant dans la catégorie partiellement libre, mais la situation était ainsi avant l'arrivée de PAÍS. Pour les droits politiques, on constate une stabilité constante, peu importe le pouvoir populiste. Pour les libertés civiles, la situation est stable les neuf premières années de gouvernance populiste, avant de se détériorer d'un point en 2017 et de se rétablir dès 2018. Étant conservateur dans nos résultats, nous considérerons cela comme un changement négatif, même si l'indicateur s'est tout de suite rétabli. Finalement, la liberté de presse se détériore davantage que la moyenne, en atteignant la catégorie de situation difficile.

En résumé, même si l'évolution des libertés de presse est ambiguë, nous concluons que **deux changements négatifs sont survenus**, dont les libertés civiles et la liberté de presse. Pour une troisième fois, les cas de populistes en parti unique au pouvoir indiquent plus qu'un effet négatif lors de leur mandat. Rappelons que PAÍS, populiste de gauche, a fait adopter une nouvelle constitution par référendum en 2008, avec 64 % d'appui de la population. Cette réforme de Correa visait entre autres à donner plus de prérogatives au pouvoir exécutif en termes de contrôle de l'économie, en plus de lui donner le droit d'effectuer deux mandats et de dissoudre l'Assemblée pour déclencher des élections (Le Monde 2008) .

Figure 14. Tendances en Équateur



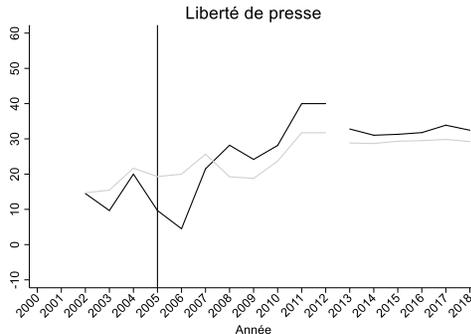
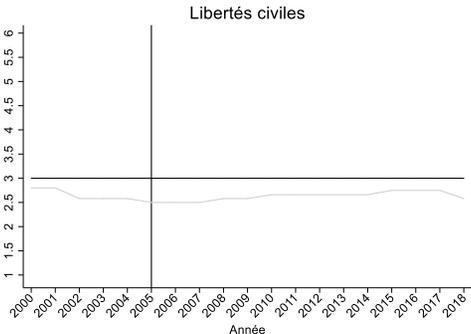
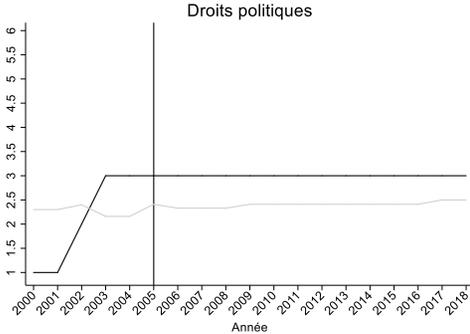
## Bolivie

Toujours en Amérique du Sud, la Bolivie a un système électoral mixte. Marqué par un coup d'État, les militaires détiennent le pouvoir jusqu'aux années 80, période de grande instabilité. Le trafic de la cocaïne et la pauvreté favorisent l'instabilité jusqu'au début du 21<sup>e</sup> siècle. La Bolivie intègre l'association du Mercosur avec le reste du continent sud-américain dans les années 90 et elle entretient de bons liens diplomatiques avec Washington, jusqu'à l'arrivée d'un gouvernement de gauche, en 2005. Il s'agit en fait de l'entrée au pouvoir du parti populiste *Movement Toward Socialism* (MAS), mouvement social de gauche dirigé par Evo Morales. Le parti s'en prend entre autres au modèle néo-libéral et à l'impérialisme américain, tout en défendant les autochtones. MAS a su conservé le pouvoir en obtenant des succès électoraux en 2005 avec 53,7 % des voix, en 2009 avec 64,1% des voix et en 2014, avec 61 % des voix. Le parti forme donc un gouvernement majoritaire depuis plus de 10 ans, comme seul parti au pouvoir (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016b).

Comme l'Équateur, les trois indicateurs dénotent une démocratie loin d'être parfaite en Bolivie, les droits politiques et les libertés civiles atteignant la note de 3, dans la catégorie «partiellement libre» de Freedom House. Toutefois, cette situation était déjà présente avant l'entrée des populistes au gouvernement. En ce qui concerne la liberté de presse, au contraire de la moyenne régionale, la Bolivie atteint la catégorie de «situation difficile» pendant deux années. Ainsi, un **indicateur a subi un changement négatif** sous MAS, la liberté de presse.

Le cas bolivien est donc le seul cas de gouvernement à parti unique, de gauche, qui n'a pas d'effet négatif sur les droits politiques ni les libertés civiles, et ce même si une nouvelle constitution a été adoptée en 2007 (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016b). Comme l'Équateur, cette nouvelle constitution a été votée par référendum, grâce à 60 % des voix. Le chef d'État Morales a réalisé cette réforme notamment pour renforcer la représentation des autochtones au Congrès, mais aussi, tout comme en Équateur, pour briguer un autre mandat et renforcer le contrôle de l'État sur l'économie (Le Monde 2009). Les deux cas d'Amérique du Sud sont très semblables, mais les résultats sont un peu différents. Malgré un contexte similaire, il est difficile de prédire les impacts d'un gouvernement populiste.

Figure 15. Tendances en Bolivie

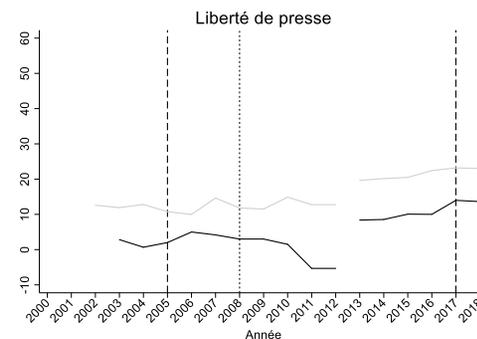
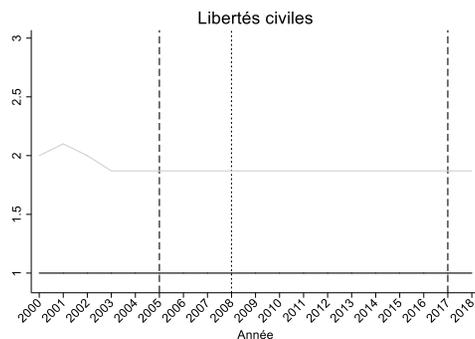
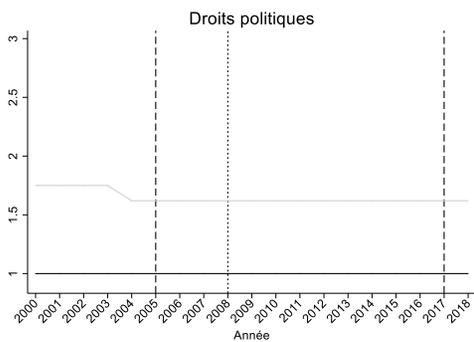


## Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande est un pays du sud-ouest du Pacifique qui possède un système électoral mixte depuis une réforme du mode de scrutin au cours des années 90. Avant cette réforme, les mêmes gouvernements conservateurs et sociaux-démocrates se sont échangés le pouvoir. Ce sont depuis des gouvernements de coalition qui mènent le pays, favorisant la participation de petits partis politiques (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016k). C'est dans ce contexte que le parti populiste centriste *New Zealand First* (NZ First), fondé en 1993, est parvenu au pouvoir. Présentant un programme économiquement au centre, NZ First a un discours anti immigration et anti criminalité (Denemark et Bowler 2002). Entre 2005 et 2008, le parti populiste n'obtient que 6 % des voix, mais cela ne l'empêche pas de soutenir un gouvernement minoritaire grâce à un accord de confiance. Un de ses députés occupe même le poste de ministre des affaires étrangères. Ce n'est qu'en 2017 qu'il parvient à nouveau au pouvoir, en occupant cette fois la deuxième place au sein d'un gouvernement de coalition, avec 7 % des voix. À noter qu'au cours de ces deux périodes, il partage le pouvoir avec les sociaux-démocrates (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016k).

Les résultats graphiques démontrent sans conteste une forte stabilité de la démocratie en Nouvelle-Zélande. Affichant des scores mieux que la moyenne des pays membres du Commonwealth, les trois indicateurs demeurent dans la meilleure catégorie durant toute la période étudiée, et donc **aucun changement n'est observé**.

Figure 16. Tendances en Nouvelle-Zélande



## Turquie

La Turquie est un pays du Proche-Orient, séparant l'Europe de l'Asie. Son système électoral est proportionnel. Dès 1950, la Turquie amorce une longue croissance en partie dû à sa libéralisation économique, le tout entrecoupé par plusieurs moments d'instabilité politique où les militaires prennent le pouvoir. Des conflits impliquant la minorité kurde ou encore des intégristes musulmans, ainsi qu'une économie en déclin dans les années 90, ont continué à perturber le climat national. Alors que la croissance économique atteint des sommets au début du 21<sup>e</sup> siècle, la Turquie est en négociation pour intégrer l'Union européenne, mais sans jamais y parvenir. Plus récemment, des mouvements de protestation contre l'actuel gouvernement ont pris de l'importance. Ce gouvernement est celui du parti populiste *Justice and Development* (AKP), dirigé par Recep Tayyip Erdoğan. Dès sa fondation au début des années 2000, AKP offre un programme islamo-conservateur et fait la promotion de réformes constitutionnelles, entre autres pour consolider le pouvoir du président par rapport à l'armée. Il est élu de façon majoritaire en 2002 en obtenant 34 % des voix. Succès que le parti répète à quatre reprises en 2007 (47% voix), en 2011 (50% voix), en novembre 2015 (49 % voix) et en juin 2015 (41 % voix) (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016p). Cette formation populiste gouverne donc la Turquie comme parti unique au gouvernement depuis maintenant 16 ans, comme l'indique la ligne verticale pleine sur les graphiques.

D'abord, tout comme les deux pays d'Amérique du Sud, ce pays du Proche-Orient ne présente pas des scores envieux en termes de démocratie, populiste ou non. En effet, la situation de la Turquie avant l'arrivée des populistes était déjà caractérisée de partiellement libre par Freedom House, avec une note de 4 sur 7 pour les indicateurs de droits politiques et de libertés civiles. Chose certaine, on constate que les trois indicateurs sont moins stables que la moyenne en Europe, c'est-à-dire que les valeurs ont davantage tendance à changer, parfois de façon positive, parfois de façon négative.

Pour les droits politiques, on note une longue stabilité sous la gouvernance populiste, jusqu'à ce que la mesure passe de 3 à 4 en 2017 et de 4 à 5 en 2018. Pour les libertés civiles, on constate d'abord une amélioration au tout début de la gouvernance populiste, suivi d'une période stable, et finalement on observe une détérioration plutôt constante à partir de 2011,

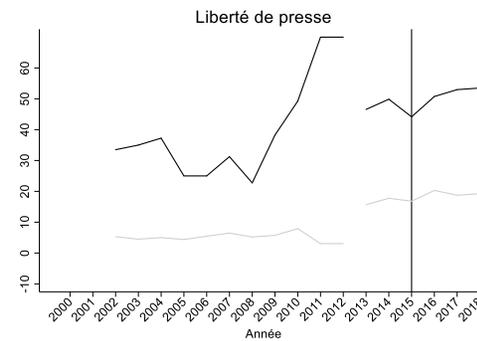
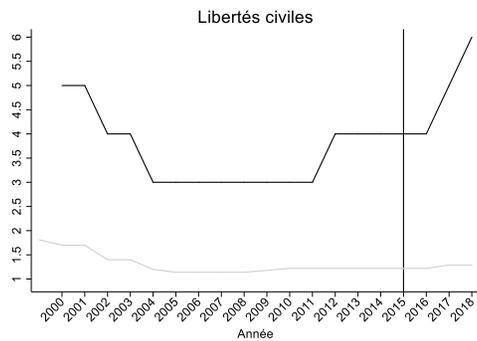
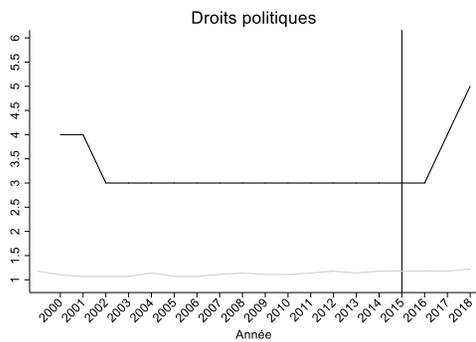
atteignant même la valeur de 6 en 2018. Selon ces scores actuels, la Turquie ne figure même plus parmi les démocraties libérales selon Freedom House. D'ailleurs, il est intéressant d'observer que c'est suite à la tentative coup d'État de 2016 que les libertés civiles et les droits politiques ont grimpés à ce niveau. Même si le putsch a raté, le président Erdoğan «n'a pas tardé à réagir : près de 6000 militaires, dont plusieurs généraux et amiraux, ont été mis derrière les barreaux, de même que des milliers de policiers, juges et autres fonctionnaires.» (Légaré-Tremblay 2016 En ligne). Quant à la liberté de presse, la courbe de la Turquie est clairement plus instable que celle de la moyenne, atteignant la valeur problématique de 70 en 2011, le pire score de tous les pays étudiés. Certes, ce dernier s'est amélioré depuis mais la liberté de presse de la Turquie est encore catégorisée comme «problèmes significatifs» selon Reporter sans frontières.

On peut donc conclure que tous les **trois indicateurs ont subi des changements négatifs**. Il s'agit du cas le plus extrême de cette analyse et il s'agit aussi d'un cas où les amendements à la constitution ont été nombreux. Quant aux craintes de consolidation du pouvoir d'Erdoğan vers l'autoritarisme, Bayram Balci, spécialiste de la Turquie au CERI-Sciences Po et au Carnegie Endowment for International Peace, amène une nuance importante :

Aller vers l'autoritarisme en Turquie implique de modifier la Constitution afin qu'elle confère le pouvoir principalement au président. Or les règles et conditions pour procéder à un tel changement sont toujours les mêmes, le coup d'État manqué n'y change rien : il faut une majorité qualifiée au Parlement — ce dont le président ne dispose pas — pour pouvoir convoquer un référendum. Et même si les partis d'opposition donnaient à Erdoğan leur soutien pour organiser un référendum en vue d'instaurer un système présidentiel, il n'est pas assuré que le peuple turc donnerait son aval, tant il semble réticent à sortir du système parlementaire. (Légaré-Tremblay 2016).

Bayram Balci a raison de dire que les procédures pour modifier les institutions demeurent les mêmes sous un populiste, mais finalement, et selon ces procédures, l'abandon du système parlementaire pour le système présidentiel a bel et bien eu lieu en Turquie. D'abord, appuyé par la population en référendum, et ensuite, entériné aux élections de 2018, déclenchées par Erdoğan afin de bien légitimer cette réforme. En effet, grand vainqueur de ces récentes élections dès le premier tour, Erdoğan a consolidé le pouvoir du président, tout en respectant les institutions en place. Nous pourrions poursuivre cette réflexion en conclusion de ce mémoire, mais se pourrait-il que les peuples soient démocratiquement en train de choisir une autre démocratie que ce que leur réservent les institutions actuelles?

Figure 17. Tendances en Turquie



## Conclusion

En vertu des trois indices mesurés, droits politiques et libertés civiles de FH, et liberté de presse de RSF, nous pouvons maintenant offrir une piste de réponse concernant la menace populiste. À prime abord, le bilan démocratique des 16 pays ayant connu des gouvernements entièrement ou en partie populistes n'est pas alarmant lorsqu'on le compare à la moyenne. Ainsi, les résultats obtenus nous permettent d'avancer que la démocratie est majoritairement demeurée stable dans ces pays «populistes».

Si l'on considère que les mesures de chacun des trois indices pour les 16 pays offrent un total de 48 possibilités (3 x 16), plusieurs conclusions peuvent être tirées de cette analyse.

D'abord, la conclusion la plus pertinente à notre question de recherche est que la majorité des gouvernements populistes sont stables sur le plan démocratique. Selon une approche conservatrice, aucun changement négatif n'est identifié à 35 reprises sur 48, c'est-à-dire 73 % du temps. Par conséquent, seulement 13 changements négatifs sont identifiés, dont 7 d'entre eux relèvent d'une détérioration de la liberté de presse. Ainsi, plus de la moitié des changements négatifs enregistrés concernent la liberté de presse, ce qui nous amène à un autre constat.

Depuis les dernières années, la liberté de presse se détériore graduellement de façon générale. Au cours des 18 années passées, le changement de calcul de la part de Reporters sans frontières, à partir de 2013, a contribué à cet effet négatif. D'ailleurs, on peut voir sur la majorité des graphiques une hausse importante de l'indicateur entre 2012 et 2013; présentant une hausse moyenne de 413% pour les pays de l'Union Européenne entre ces deux années. Voilà pourquoi nous avons coupé les courbes RSF des graphiques entre 2012 et 2013, afin de marquer cette différence de calcul. Cependant, nos graphiques illustrent un déclin constant même après 2013, autant pour les moyennes régionales que pour les pays étudiés. Ainsi, peu importe le changement de calcul de l'indicateur, la détérioration est bien réelle.

Et si l'Europe demeure la zone géographique la mieux placée en terme d'indice global, il s'agit en même temps du continent qui a connu la plus forte dégradation de son indice en l'espace de cinq ans : 17,5%. À titre de comparaison, l'indice de la zone Asie - Pacifique a connu une variation de 0,9% sur la même période. (Reporters sans frontières 2018)

Le message d’alerte de RSF est donc pertinent, mais il reste difficile de faire un lien particulier avec le populisme si l’on se fie à nos résultats. Ce sont sept pays «populistes» sur 16 qui ont connu un déclin plus intense que la moyenne à un certain moment depuis les années 2000, mais plusieurs pays comme la France ou le Royaume-Uni, dirigés par des partis plutôt conventionnels, ont aussi connu une aggravation significative de leur liberté de presse (RSF 2017). Encore une fois, indépendamment du changement de calcul de RSF, l’évolution des moyennes régionales marque un déclin graduel. Et le plus important, l’impact des populistes sur la liberté de presse ne semble pas avoir été différent de celui de la moyenne

De plus, un autre constat intéressant porte sur les idéologies de droite et de gauche des populistes. Notre étude présente 14 populistes de droite, cinq de gauche et trois au centre. Déjà, ces chiffres indiquent que les populistes de droite sont soit plus nombreux, soit ils ont plus de succès aux élections. Deux autres points sont à remarquer. D’abord, les populistes, autant à gauche qu’à droite, n’éprouvent aucune difficulté à partager le pouvoir avec des partis conventionnels, sociaux-démocrates ou conservateurs, tel est le cas pour la majorité des populistes en Europe ou encore pour NZ First en Nouvelle-Zélande. Ensuite, de nombreux populistes de droite et de gauche se sont même unis sous un gouvernement de coalition, comme en Slovaquie, en Pologne, en Bulgarie et en Grèce. En clair, les populistes n’ont pas de difficulté à se mixer à d’autres idéologies. Ainsi, en termes d’impacts démocratiques, aucune tendance claire ne peut ressortir du clivage idéologique. Lorsque nous tentons de faire la distinction entre la gauche et la droite, on peut noter que parmi les gouvernements populistes associés à plus d’un changement démocratique négatif, trois sont à droite (Hongrie, Pologne et Turquie) et un est à gauche (Équateur), mais le plus important, c’est que les populistes dans ces pays sont tous seuls au pouvoir exécutif de l’État, ce qui nous mène au principal constat de cette conclusion

Finalement, le résultat qui suscite le plus de réflexions pour de futures études est la distinction entre coalition et parti unique. Alors que les populistes en situation de coalition ont peu d’impact sur les trois indicateurs, les populistes se retrouvant comme parti unique au pouvoir exécutif semblent avoir plus d’impact sur la démocratie. En effet, sur les 13 cas de changements négatifs, huit surviennent dans des pays gouvernés uniquement par des populistes : la Hongrie, la Pologne, la Turquie et l’Équateur. Et lorsqu’on met de côté

l'indicateur de liberté de presse, qui est globalement affecté, ce sont la totalité (6) des changements négatifs des droits politiques et des libertés civiles qui surviennent dans ces même quatre pays. On pourrait aussi ajouter que ces quatre gouvernements à parti unique ont eu des effets négatifs sur la démocratie après avoir occupé le pouvoir pour une longue période de temps.

Ainsi, on peut conclure que les populistes en coalition ne provoquent pas de changement démocratique, et ce peu importe le rang qu'ils occupent au sein du gouvernement. En effet, même la position des populistes dans la coalition n'a aucun impact, même s'ils sont au premier rang de l'exécutif. De plus, même si deux partis populistes se partagent le pouvoir en coalition, seuls, comme en Grèce, ou avec d'autres partis conventionnels, comme en Bulgarie, on ne note pas plus d'effet sur la démocratie. Il y a même six cas où on note un changement démocratique positif lors d'un gouvernement de coalition en partie populiste; aux Pays-Bas, en Bulgarie, en Italie et en Pologne.

Bien sûr, il faudrait approfondir les recherches pour atteindre des conclusions plus sûres quant à l'importance du statut de parti unique ou de coalition puisque d'autres explications pourraient aussi être possibles. Entre autres, il est fort probable que les pays bénéficiant d'une tradition démocratique et d'institutions fortes soient moins facilement impactés par des gouvernements populistes. D'ailleurs, les quatre pays les plus touchés par les changements négatifs dans cette étude sont des pays dont on pourrait remettre en doute la tradition démocratique; la Hongrie et la Pologne étant d'anciennes républiques soviétiques, l'Équateur et la Turquie évoluant dans des régions moins stables sur le plan démocratique que l'Occident.

Pour terminer, cette première analyse nous en a appris davantage sur la menace, ou plutôt, sur l'exagération de la menace populiste, mais elle nous amène surtout à nous poser d'autres questions. Ainsi, dans une suite logique, nous poursuivons ce mémoire par une deuxième analyse. Si les populistes au pouvoir n'ont pas eu d'impact sur la démocratie, est-ce parce que ces derniers n'ont pas été en mesure de concrétiser leurs projets ou bien est-ce parce les populistes n'ont simplement pas de propositions particulières visant la démocratie?

## Chapitre 4 : Analyse 2

Après avoir évalué l'impact des populistes sur les principes de la démocratie libérale, nous constatons que la façon alarmiste de décrire le populisme, souvent utilisée dans la littérature ainsi que dans la culture populaire, est probablement exagérée. Il est possible que les populistes en gouvernement de coalition n'aient pas eu la capacité d'implanter leurs réformes démocratiques ou encore que les pays bénéficiant d'institutions fortes ne soient pas un endroit propice aux réformes démocratiques des populistes. Certes, nous ne pouvons conclure l'une ou l'autre de ces hypothèses, mais ce que nous pouvons faire est de vérifier ce que lesdits populistes proposent en termes de démocratie. L'objectif de cette deuxième analyse est donc d'analyser et de décrire la façon dont les partis populistes traitent la démocratie libérale à travers leur programme politique afin de répondre à notre question de recherche générale : les populistes s'opposent-ils ou souhaitent-ils réformer la démocratie libérale? Le présent chapitre détaille la démarche analytique et les résultats de cette seconde étude.

Pour réaliser cette analyse, nous utilisons des programmes de partis officiels, aussi appelés manifestes. Précisément, il s'agit d'une analyse limitée à l'étude de six manifestes, en provenance de trois partis, c'est-à-dire, deux par parti. Ces programmes ont été collectés et publiés en ligne par l'organisation scientifique Comparative Manifesto Project (CMP). Reconnu mondialement, CMP offre une base de données majeure pour les politologues, compilant les programmes de plus de 1000 partis politiques, répartis sur les cinq continents de la planète. (Manifesto Project 2018) L'analyse de ces programmes permet d'observer la présence de références aux quatre principes fondateurs de la démocratie, soit les indicateurs mesurés dans cette étude : la séparation des pouvoirs, l'État de droits, la représentation politique et les droits et libertés individuels. Et s'il y a références à ces principes, nous analysons le traitement qui leur est réservé.

Une attention particulière est portée à la présence d'appels à la démocratie directe, plus précisément à la tenue de référendums, qui y est fortement associée (de la Torre et Arnson 2013; Van Kessel 2015; Rooduijn 2014; Hawkins 2010). Tel que l'a démontré notre cadre théorique, les approches libérale et directe de la démocratie sont considérées comme des visions opposées (Kaltwasser 2012).

Nous allons donc vérifier si les populistes ont des programmes politiques qui tendent à réformer la démocratie actuelle, soit en s'attaquant à ses principes, soit en favorisant une approche plus directe. De plus, même s'il ne s'agit pas de l'intérêt principal de ce mémoire, nous observerons aussi si nous retrouvons des caractéristiques populistes dans les programmes de ces derniers. En vertu de la définition du populisme de Mudde (2004), les caractéristiques d'anti-élitisme, d'homogénéité du peuple, d'antagonisme entre ces deux entités et d'appel à la volonté générale du peuple, devraient être présentes dans les programmes des partis populistes (Van Kessel 2015). En tant qu'indicateurs du populisme, il sera intéressant de vérifier la présence de ces caractéristiques, en tant que complément à la présence de principes démocratiques. En effet, la nature populiste d'un programme, à travers le discours utilisé, permet de faire des liens avec les résultats graphiques obtenus en première analyse. Par déduction, si un programme présente de fortes caractéristiques populistes, il est attendu que la démocratie puisse être davantage affectée.

Les trois prochaines sections présentent (1) les partis populistes étudiés; (2) les programmes de partis à l'étude; (3) et finalement les résultats de l'analyse, sous forme d'analyse de contenu pour les manifestes de chaque parti.

## **Partis politiques à l'étude**

D'abord, à des fins de cohérence, la sélection des partis politiques inclus dans cette seconde analyse s'est faite parmi les partis déjà identifiés dans notre première analyse. Ensuite, le triage s'est effectué selon trois critères : la diversité régionale, la diversité idéologique, mais surtout, la compréhension de la langue.

### **Diversité régionale**

Trois catégories régionales ont été identifiées dans le chapitre méthodologique de ce mémoire, l'Europe, l'Amérique du Sud, ainsi qu'une catégorie autre (la Turquie et la Nouvelle-Zélande). Pour respecter l'approche de diversité retenue, chacune de ces catégories est représentée par un parti populiste.

## **Diversité idéologique**

Tel que justifié dans la présentation méthodologique, la présence de partis à la fois à gauche et à droite idéologiquement est un aspect important de l'analyse. Rappelons que Huber et Schimpf (2017) ont d'ailleurs démontré que l'effet sur la démocratie des populistes de gauche et de droite pouvait diverger. Donc, chacune de ces idéologies est représentée par au moins un parti populiste.

## **Compréhension de la langue**

Finalement, le critère le plus sélectif est celui de la langue dans laquelle ces partis populistes ont publié leur programme politique. Logiquement, il est important que nous puissions lire le texte devant nous et en comprendre le sens. Ainsi, la sélection des programmes se fait surtout en fonction de la langue dans laquelle ceux-ci sont disponibles. Idéalement, les partis populistes doivent communiquer leur programme en français, en anglais ou en espagnol, trois langues comprises par l'auteur de ce mémoire.

En vertu de ces critères, la sélection finale se restreint à trois formations populistes, soit *Hungarian Civic Alliance* (FIDESZ) en Hongrie, *PAIS Alliance* (PAÍS) en Équateur, et *New Zealand First* (NZ First) en Nouvelle-Zélande. Plus de détails sur ces partis et leurs programmes politiques sont présentés dans la prochaine section.

## **Programmes politiques à l'étude**

Un manifeste se définit comme une déclaration écrite des croyances, des objectifs et des politiques d'une organisation, particulièrement d'un parti politique (Dictionnaire Cambridge 2018). Le choix de s'intéresser aux manifestes des populistes correspond aux visées de cette analyse, c'est-à-dire d'observer si les croyances, les objectifs et les politiques qui y sont mis de l'avant entrent en contradiction avec la démocratie libérale dans laquelle nos sociétés évoluent.

Bien que les trois partis à l'étude soient déterminés, il est nécessaire de justifier les années électorales qui nous intéressent, afin de choisir les programmes politiques soumis pour ces élections spécifiques.

## **Années électorales à l'étude**

Étant donné la théorie qui stipule que les populistes auraient tendance à modérer leur discours une fois le pouvoir obtenu (Rooduijn, de Lange, et van der Brug 2014), il apparaît pertinent de comparer deux programmes d'un même parti lors de deux élections. Le premier est celui soumis au public pour l'élection à laquelle ils ont été élus pour la première fois, et le second est celui qui a été soumis le plus récemment possible. Ainsi, cette logique nous permet d'analyser le traitement réservé à la démocratie dans ces documents politiques officiels, en plus d'offrir une comparaison à travers le temps, avant l'arrivée au pouvoir et après l'exercice de celui-ci.

## **Source des programmes**

Les programmes politiques à l'étude sont issus de la plateforme web de l'organisation scientifique Comparative Manifesto Project (CMP), officiellement reconnu sous le nom de Manifesto Research on Political Representation (MARPOR) depuis 2009. Les politologues travaillant chez CMP collectent, analysent et codent des milliers de manifestes de partis politiques dans le monde entier, remontant jusqu'en 1945 (Manifesto Project 2018). Leur travail permet entre autres d'identifier les préférences des partis en termes de politiques proposées. Les manifestes originaux, en plus du résultat de leur codage, sont accessibles sur leur site internet, au bénéfice de nombreux scientifiques. En 2003, CMP a remporté le prix du meilleur ensemble de données en politique comparée de la part de l'Association de la science politique américaine (Manifesto Project 2018).

Bien que le codage de CMP ne soit pas parfait, il a été utilisé dans plusieurs articles scientifiques publiés dans des revues de science politique réputées telles que *Electoral Studies* (McDonald et Budge 2014; Helbling et Tresch 2011). Toutefois, un nombre significatif de documents codés par CMP ne sont pas des programmes officiels de partis, mais plutôt des «*proxy-documents*» tels que des discours de chefs de partis (Benoit et al. 2012, 1). En effet, cette limite est d'ailleurs survenue dans le cadre de notre analyse pour le parti FIDESZ, mais nous considérons que notre méthode demeure rigoureuse, telle qu'il le sera justifié.

Maintenant que la sélection des années électorales et que la validité des programmes de partis analysés ont été justifiées, il convient de présenter clairement l'ensemble des programmes à l'étude pour les trois partis populistes retenus.

## **Sélection finale**

### **FIDESZ**

Signifiant *Hungarian Civic Alliance* en anglais, FIDESZ est né en Hongrie, dans les années 80, en tant que parti anti-communiste (Van Kessel 2015). Au cours des années 2000, il a pris une tournure nationaliste-conservatrice sous la direction du chef actuel, Viktor Orbán. Van Kessel (2015) détermine que c'est à compter des élections de 2006 qu'on peut qualifier la formation politique de populiste. Ayant pris le pouvoir de façon majoritaire en 2010, le premier manifeste qui nous intéresse dans cette analyse est donc celui publié en 2007, en version anglaise.

En ce qui concerne le plus récent programme de FIDESZ, une exception a été faite pour les besoins de l'étude. La publication politique qui est disponible sur CMP est en fait un discours du chef datant de 2014, ce dernier y faisant une évaluation de son gouvernement au fil des dernières années et présentant ses objectifs futurs. Après avoir personnellement communiqué avec CMP, l'organisation nous a expliqué l'absence d'autres manifestes officiels de la part de FIDESZ depuis leur entrée au pouvoir en 2007. CMP justifie l'utilisation de ce discours par cette absence, mais aussi par le fait que le chef de FIDESZ, à lui seul, représente le parti et les propositions de celui-ci. Suivant CMP, nous avons décidé d'analyser ce discours tel un manifeste. Bien sûr, l'analyse qui en découle tient compte de cette particularité. Ce discours n'étant disponible qu'en hongrois, nous avons fait appel à Google Translate, pour traduire, phrase par phrase, l'ensemble du document. Le besoin de compréhension du texte a donc été respecté grâce à un exhaustif travail de traduction.

### **PAÍS**

*PAIS Alliance*, de son nom anglais, est un parti issu d'un mouvement socialiste qui a vu le jour en Équateur au début des années 2000, sous la direction du chef, Rafael Correa (de la Torre et Arnson 2013). Suivant la montée des populistes de gauche en Amérique du Sud, ce

mouvement a remporté majoritairement ses premières élections en 2007 (de la Torre et Arnson 2013), première fois où le parti se présentait aux urnes (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016e). Ce faisant, le premier manifeste étudié est celui publié en 2007, en version espagnole.

Le deuxième manifeste analysé est celui présenté aux dernières élections tenues en 2017, année où Correa a cédé sa place à un successeur, mais où le parti a conservé le pouvoir (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016e). Il s'agit aussi de la version originale espagnole.

## **NZ First**

*New Zealand First* a été fondé en 1993 par Peter Winston, un ancien membre du gouvernement de l'époque, le *National Party*. Nationaliste et populiste depuis ses débuts, NZ First présente une approche centriste et soutient la minorité indigène Maori (Denemark et Bowler 2002). L'année 1996 marque la première élection où NZ First parvient à joindre un gouvernement de coalition, en partie grâce à la réforme du mode de scrutin vers la proportionnelle mixte (Denemark et Bowler 2002). Le premier manifeste étudié dans cette analyse est donc celui de l'année 1996 et le second manifeste à l'étude est le plus récent à avoir été publié par le parti, c'est-à-dire aux élections de 2014.

La première partie de ce chapitre présentait les bases méthodologiques de notre analyse, la prochaine partie constitue maintenant la description analytique des manifestes en question.

## **Présentation des résultats**

L'analyse de chaque programme est structurée en trois sections. D'abord, nous observerons le traitement réservé aux quatre principes démocratiques formant le cœur de ce mémoire. Ensuite, nous observerons si les programmes populistes présentent des caractéristiques populistes. Selon la définition du populisme de Mudde (2004, 543), « *an ideology that considers society to be ultimately separated into two homogeneous and antagonistic groups, 'the pure people' versus 'the corrupt elite', and which argues that politics should be an expression of the volonté générale (general will) of the people.* »,

rappelons que quatre caractéristiques distinguent les populistes des autres (Van Kessel 2015: 11):

1. *The existence of two homogeneous units of analysis: 'the people' and 'the elite'*
2. *The antagonistic relationship between the people and the elite*
3. *The idea of popular sovereignty* (ou volonté générale)
4. *The positive valorisation of 'the people' and denigration of 'the elite'*

Même si le centre d'intérêt de ce mémoire concerne la relation entre le populisme et la démocratie libérale, il est intéressant de s'attarder dans cette analyse de programmes à la présence de ces caractéristiques dans le discours des populistes. À travers le ton et les termes employés par les populistes dans leur programme, nous observerons donc dans quelle mesure ils répondent ou non à cette définition du populisme. Cette analyse du discours fait référence à la création du peuple auquel les populistes font appel. Il s'agit de la perspective morale des populistes de ce que constitue le peuple. Comme l'explique le théoricien (Müller 2016b), les populistes créent le peuple homogène au nom duquel ils s'expriment.

Finalement, nous ferons le parallèle entre le programme présenté et les réformes démocratiques réellement implantées dans le pays sous le gouvernement populiste. La Hongrie, sous le gouvernement de droite FIDESZ, et l'Équateur, sous le parti de gauche PAÍS, ont chacun enregistré une détérioration des indicateurs de Freedom House et de Reporters sans frontières. Certaines mesures prises par le gouvernement ont donc dû influencer cette détérioration démocratique, mais ces mesures étaient-elles présentées dans leurs programmes? Tandis que la Nouvelle-Zélande, sous le parti de centre-droit NZ First n'a pas enregistré de détérioration. Il est intéressant de garder en tête cet élément lors de l'interprétation de leurs programmes. Voyons maintenant les résultats de cette analyse pour chacun des trois partis.

## **FIDESZ**

### **Programme 2007**

Le manifeste de FIDESZ publié en 2007 est un document de 50 pages, en anglais, dont la présentation matérielle est de qualité professionnelle, autant la structure que le graphisme.

On remarque une constance dans le graphisme et dans la façon de présenter les sections. Le texte est aéré, en assez gros caractères, et il n'y a aucune image. Le titre du programme est *Stronger Hungary*, on met donc l'accent sur la nécessité d'une «Hongrie Forte». Le document se divise en six sections dont les titres se traduisent comme suit : Récupérer l'avenir, Sécurité de la nation, La santé nous appartient tous, Protéger les droits de l'homme, Croissance économique et sécurité sociale et Relations extérieures cohérentes. La prochaine section analyse le traitement réservé à la démocratie libérale ainsi que les caractéristiques populistes du ton utilisé.

#### *Principes démocratiques : contenu*

Bien que quelques références à la démocratie soient présentes dans le manifeste, le thème de la démocratie n'est pas central, encore moins en ce qui concerne des réformes démocratiques. C'est plutôt dans un contexte symbolique que le terme démocratie est utilisé, présenté comme un concept général. Par exemple, dans la première section plutôt introductive, Récupérer l'avenir, on se réfère positivement à l'arrivée de la démocratie libérale en Hongrie. FIDESZ explique qu'à sa formation, 19 ans plus tôt, le parti aspirait à la démocratie, la liberté et la protection sociale, associées au monde occidental. La formation politique hongroise dit toutefois constater que ces objectifs de démocratie ne se sont pas réalisés à ce jour. Ceci est suivi d'un long paragraphe plutôt abstrait où FIDESZ revendique le droit à une société juste, l'opportunité de réaliser ses rêves, sous un gouvernement honnête et responsable, qui respecte les intérêts du peuple hongrois dans ses décisions. Le parti populiste qualifie ce programme de centre-droit, «dévoué à la démocratie». Il assure qu'il restera fixe sur cette aspiration démocratique, «*even when our opponents constantly violate democracy's written and unwritten rules.*». FIDESZ termine cette section en affirmant sa volonté de restaurer la confiance des gens et restaurer la démocratie.

Par rapport aux quatre principes fondamentaux de la démocratie libérale, on repère certaines références qui leur sont favorables. D'abord, FIDESZ note l'importance de l'arrivée de la démocratie parlementaire, et donc représentative, dans le contexte de l'intégration de la Hongrie au reste de la communauté euro-atlantique (OTAN). Ensuite, tel que mentionné, une section entière décrit l'importance de la protection des droits humains, où FIDESZ revient sur

la défense de la démocratie, comme un élément dit fondamental. Il y est notamment décrié que les pouvoirs politiques actuels ne permettent pas le libre exercice des droits civiques fondamentaux. FIDESZ dit soutenir «*the legal exercise of people's right to collective action and their right of assembly.*». FIDESZ fait le lien entre la répression de la police qui est parfois opposée à ces droits. Le parti promet de restaurer le système démocratique institutionnel pour régler la situation.

#### *Principes démocratiques : analyse*

Alors que le terme démocratie revient à 10 reprises au cours des 50 pages, aucune section ou aucun paragraphe ne s'attarde spécifiquement à décrire les améliorations que FIDEZ pourrait faire pour une meilleure démocratie. En effet, le terme démocratie semble être utilisé comme un concept général flou, et ce dans des contextes différents. Il serait nécessaire de préciser les changements démocratiques voulus puisque ce n'est pas suffisant de seulement nommer les mots «démocratie» ou «droits humains», sans en expliquer sa vision. Par exemple, dans la section économique, le parti fait un lien entre une meilleure compétition sur le marché et le respect de la démocratie en indiquant que les interventions de l'État sur le marché doivent être indépendantes des groupes d'intérêts économiques afin de renforcer les règles de compétition et la démocratie. Mais le lien fait avec la démocratie manque de clarté, on comprend qu'il parle d'impartialité de l'État. Un autre exemple concerne la volonté de FIDESZ de respecter le droit à l'autodétermination du peuple, dans sa section sur les droits humains. Mais on ne comprend pas exactement à quoi le parti fait référence : souhaite-t-il plus de démocratie directe pour autant? Ce n'est pas clair. Même lorsqu'il dit vouloir assurer le respect du droit de la collectivité de se rassembler, il n'explique pas comment. Ainsi, ce programme dépeint un portrait assez négatif de la situation actuelle du pays, mais sans préciser la nature des problèmes et sans préciser les politiques que le parti souhaite implanter. En clair, il faut lire entre les lignes pour interpréter ce programme dont les termes utilisés sont souvent trop généraux pour en dégager le sens réel. Mais comme personne ne s'oppose à la démocratie en général, ces affirmations de FIDESZ paraissent bienveillantes.

À prime à bord, on peut conclure que ce programme ne semble pas du tout menaçant envers les quatre principes fondamentaux de la démocratie. FIDESZ semble même vouloir renforcer cette démocratie dite libérale, même s'il ne spécifie pas par quels moyens.

Maintenant, il convient d'analyser si leur programme, à défaut de menacer la démocratie, présente un discours populiste.

### *Caractéristiques populistes.*

À noter que FIDESZ a auparavant occupé le pouvoir entre 1998 et 2002. C'est suite à sa défaite en 2002 que Van Kessel (2015) affirme que le parti a radicalisé son discours et est devenu vraiment populiste. Ce programme publié en 2007 devrait donc présenter des caractéristiques populistes.

Caractéristiques populistes : anti-élitisme.

L'anti-élitisme de FIDESZ est certes présent, mais pas extrême. On cible à 5 reprises l'élite politique, les autres élites économique ou étrangère sont absentes. C'est surtout dans la section Récupérer l'avenir où, justement, on reproche aux anciens gouvernements le piètre bilan du pays, spécifiquement à la coalition socialiste-libérale. Donc, on peut dire que FIDESZ accuse ces gouvernements, entre autres pour la mauvaise économie en Hongrie, mais on ne peut pas dire qu'il les insulte en les qualifiant de termes négatifs, voire extrêmes. Le plus loin où se rend FIDESZ dans son anti-élitisme est lorsqu'il accuse la classe politique d'avoir mal gouverné et menti au public en ne reconnaissant pas ses torts :

In the past five years the socialist-liberal coalition has been unable to make life better, but has tried everything in its power to cover up its inabilities and lack of talent with a flood of lies. But when caught lying, the coalition did not assume responsibility for its actions; instead it resorted to intimidation to silence the discontented.

Dans les autres passages où FIDESZ cible les responsables des problèmes au pays, ces derniers ne sont jamais identifiés clairement. Par exemple, FIDESZ utilise le terme «*our opponents*», mais sans spécifier de qui il s'agit. Ou encore lorsque le populiste hongrois affirme vouloir remplacer les mensonges et l'arrogance du pouvoir par un gouvernement responsable, on ne sait pas d'où proviennent les mensonges exactement, même si on se doute qu'il s'agit du gouvernement. De plus, cette élite politique est présentée comme étant corrompue: «*The corrupt behaviour displayed by people holding public office – particularly*

*state leaders – undermines the status of government.*». D'autres fois, les mauvais choix des anciens gouvernements sont mis de l'avant, mais de façon plutôt habituelle en tant qu'adversaires politiques. En clair, on peut dire que certains éléments du programme sont anti-élitistes mais pas de façon catégorique.

Caractéristiques populistes : relation antagonistique

Tout comme ce l'est pour l'anti-élitisme, la vision d'opposition entre l'élite et le peuple est présente. Par exemple, dans ce passage, FIDESZ voit vraiment la population comme un bloc réagissant contre l'ancien gouvernement qui l'intimide : « *a new majority has emerged with the aim of bringing to an end the lies and the politics of intimidation, but at this stage many are at a loss and have no idea on how to go about achieving these objectives.* ». Ainsi FIDESZ sous-entend des intentions de révolte de la part de la population hongroise, qui a été trahie: « *it is now common knowledge that our country has been betrayed and plundered in recent years.* ». Dans un autre extrait, FIDESZ présente la population comme une victime: «*The most dangerous practices include corruption within areas of public service because this is the domain where the citizens are the most vulnerable and least protected.*». Bref, en présentant la population comme une victime à l'égard du gouvernement, le parti populiste met en relief la division entre le peuple de l'élite politique.

Caractéristiques populistes : homogénéité du peuple

La caractéristique populiste la plus présente dans ce manifeste de FIDESZ est l'homogénéité du peuple. En effet, la population hongroise est décrite comme un bloc uni qui pense et qui agit en fonction des mêmes idéaux. Pour décrire ce peuple homogène, FIDESZ emploi des concepts paraissant généraux, mais qui sont à la fois exclusifs dans leur façon de déterminer qui appartient au peuple. Par exemple, les concepts de famille, de communauté indissoluble, de valeurs européennes, de culture chrétienne, sont utilisés pour décrire le peuple hongrois. On sent, entre les lignes, que FIDESZ s'exprime au nom de ce peuple-là, et selon FIDESZ, il faut préserver les «vraies» valeurs et intérêts de la nation. Une fois de plus, il faut lire entre les lignes car les termes utilisés sont abstraits et FIDESZ s'efforce de ne pas exclure les groupes minoritaires de son programme, notamment en réservant une section aux droits humains et en affirmant que «*various minority groups will not have to worry*». Le parti

populiste hongrois met d'ailleurs beaucoup l'accent sur l'intégration des Roms à la société hongroise. Mais clairement, ces groupes minoritaires ne semblent pas non plus appartenir à cette nation hongroise à laquelle se réfère FIDESZ au moins 25 fois dans son manifeste.

Caractéristiques populistes : volonté générale du peuple

Une autre caractéristique populiste bien présente dans ce manifeste est celle de volonté générale du peuple, au sens où FIDESZ se revendique comme le porteur de la volonté du peuple. Ainsi, le concept n'est pas du tout abordé en termes de souveraineté civique ou de démocratie directe. FIDESZ laisse plutôt croire qu'il sait exactement ce que veut le peuple, tel le démontre cet extrait: *«In order to enable Hungary to realise her dreams we must first restore the unity and functioning of the nation.»*. Par exemple, sur le plan de la valeur des institutions religieuses, FIDESZ s'en fait le défenseur moral et retire toute légitimité aux personnes qui penseraient le contraire : *«We know that, regardless of one's personal religious views, the vast majority of people consider the churches an important building block of society. Our political opponents may often ignore this, but we will continue...»*

En conclusion, le manifeste de 2007 du parti populiste *Hungarian Civic Union* ne représente pas une menace à la démocratie libérale. Aucune proposition de réformes n'ait faite concernant l'un ou l'autre des quatre principes fondamentaux de la démocratie libérale. Certes, le thème de la démocratie est important, et le parti dit vouloir renforcer les institutions démocratiques, mais en y prêtant davantage un sens symbolique que pratique. Toutefois, le populiste hongrois démontre des caractéristiques populistes dans son discours. Alors que l'anti-élitisme, la relation d'opposition entre l'élite et le peuple, et la volonté générale du peuple sont présents, le concept d'homogénéité du peuple est central au programme; la nation hongroise étant définie dans des termes moraux à maintes reprises.

Ce manifeste est le dernier à avoir été publié avant que le parti remporte une majorité aux élections de 2010. Il convient maintenant de voir si le populiste hongrois offre une vision de la démocratie différente en 2014, après plusieurs années au pouvoir. Mais avant, il convient de faire le bilan des réformes démocratiques qui ont lieu au cours de cette période, malgré leur absence dans le programme de 2007.

## **Accomplissement de réformes démocratiques entre 2010 et 2014**

Selon l'analyste politique Marc Robidoux, de l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, au cours de son premier mandat, FIDESZ a fait adopter des centaines de loi sans débat grâce aux 2/3 des sièges qu'il détient au parlement (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016h). En Hongrie, rien n'empêche un gouvernement de modifier la constitution lorsqu'il bénéficie de l'appui des 2/3 des représentants élus, sauf peut-être si le Président renvoie un projet de loi pour débat supplémentaire au Parlement ou directement à la Cour constitutionnelle. Dans les faits, le rôle du président reste très symbolique dans la politique hongroise. Toutefois, FIDESZ a particulièrement bénéficié du soutien du président élu en 2010, Pal Schmitt, pour effectuer ses réformes. Avant son élection par les représentants en chambre, M. Schmitt a affirmé dans son discours qu'il était nécessaire, dans la présente situation où on doit reconstruire le pays économiquement, socialement et moralement, que le président s'entende avec le premier ministre et avec les autres chefs et membres du gouvernement (Dunai 2010). Ainsi, la table était mise pour que FIDESZ puisse amorcer la réécriture de la constitution.

Tout d'abord, dès 2011, une loi sur la presse a été adoptée pour créer une instance étatique ayant pour rôle d'encadrer tous les médias du pays, autant privés que publics, autant traditionnels que numériques. Cette instance a le pouvoir de sanctionner les médias qui ne seraient pas «équilibrés politiquement» (Van Renterghem 2011 En ligne).

Dans le cadre de cette réécriture de la constitution, la principale réforme démocratique à être implantée en Hongrie sous le gouvernement populiste de FIDESZ est le changement du système électoral sous plusieurs aspects. Deux années après leur entrée au pouvoir, les députés du parti, majoritaire au parlement, adopte une modification de la constitution pour d'abord « rendre obligatoire l'inscription préalable des électeurs sur des listes électorales », démarche à refaire pour chaque élection (Stolz 2012 En ligne). Alors que FIDESZ prétend que sa réforme responsabilisera les électeurs, il est aussi critiqué que celle-ci provoque des iniquités dans les conditions de vote. Pour comprendre, il faut savoir que dès son élection en 2010, le gouvernement hongrois a accordé la nationalité aux Hongrois, dits de souche, expatriés dans les pays de l'Est comme la Serbie, l'Ukraine, la Roumanie et la Slovaquie (Gauquelin 2018). Avec la modification de la loi, ces expatriés peuvent voter par correspondance. Pourtant, les

300 à 500 milles hongrois expatriés dans les pays de l'Europe occidentale devront toujours se rendre dans les bureaux de vote prévus, qui sont peu nombreux. Comme le relève l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'iniquité est que ces centaines de milliers d'Hongrois installés en Europe de l'Ouest sont moins favorables aux politiques conservatrices du chef de FIDESZ, Viktor Orbán, par rapport aux minorités hongroises des pays de l'Est. Cette réforme a été perçue par l'opposition comme une façon de favoriser FIDESZ aux élections de 2014 (Gauquelin 2018). Ensuite, un autre aspect électoral modifié par cette loi est la refonte des circonscriptions de la carte électorale. Ces dernières ont été redécoupées, ayant pour résultat la dilution de plusieurs comtés socialistes dans les comtés voisins, forteresses du parti au pouvoir. Par le fait même, le nombre de représentants élus au parlement est passé de 386 à 199 (HuffPost Québec 2014). Finalement, le mode de scrutin hongrois étant auparavant proportionnel, la réforme a fait de celui-ci un système principalement majoritaire uninominal à un tour. Certes, il demeure que 93 représentants sont issus d'une liste de candidats élus à la proportionnel, mais pour les 106 candidats issus de comtés, une victoire à la majorité relative, en un seul tour, est maintenant suffisante pour remporter l'élection. Ce changement réduit ainsi la possibilité de former des gouvernements de coalition, sans oublier que le redécoupage de la carte électorale a augmenté le nombre de candidats par comtés par rapport au nombre de candidats des listes (Gauquelin 2018). D'autres éléments ont été ajoutés à cette nouvelle mouture constitutionnelle, telle la réduction du nombre de communautés religieuses pouvant recevoir des subventions de l'État, ou encore la limitation de publicités politiques sur des chaînes de télévision privées lors des campagnes électorales (La Bruyère 2013).

Face à ces changements profonds, la Cour constitutionnelle a voulu débouter plusieurs amendements proposés par FIDESZ. Opposition qui a mené à une autre réforme démocratique importante de la part du parti populiste. Il s'agit d'un amendement constitutionnel adopté au parlement hongrois en 2013, qui vient directement réduire les pouvoirs de la Cour constitutionnelle par rapport aux pouvoirs législatifs et exécutifs. Loi condamnée comme antidémocratique par l'Union européenne (Stolz et Ricard 2013), c'est justement sur la compétence de la cour de décider si ces amendements sont compatibles avec la Constitution qu'Orbán a frappé. Depuis, «la Cour constitutionnelle ne sera autorisée à donner son avis que

sur la procédure, pas sur la substance des modifications.» (La Bruyère 2013 En ligne). Clairement, on constate que l'agenda démocratique de FIDESZ était beaucoup plus concret que ne laissait croire le document présenté à la population en 2007. Maintenant, voyons si le discours d'Orbán en 2014 est plus transparent qu'en 2007.

### **Programme 2014**

Tel que mentionné auparavant, le deuxième manifeste à l'étude est en fait un discours du chef datant de 2014, traduit avec précaution, grâce à Google Traduction. FIDESZ n'ayant pas publié un autre programme officiel complet depuis 2007. C'est un discours du chef, Viktor Orbán, énoncé devant des électeurs, le 17 février 2014, quelques semaines avant les élections. Une fois sur papier, le discours a une longueur d'environ 10 pages. Le chef de l'État hongrois y fait le bilan de son premier mandat et surtout, il présente un plaidoyer pour la poursuite de ce mandat lors des prochains quatre ans.

#### *Principes démocratiques : contenu*

Ce discours ne propose pas de réformes particulières, mais il explique les raisons pour lesquelles il était nécessaire de changer de régime et d'établir la nouvelle constitution, officiellement adoptée en 2012. Selon lui, avant leur élection en 2010, la Hongrie était sous un régime post-communiste, c'est-à-dire que le communisme avait cessé officiellement, mais le pays était faible, l'État était encore désorganisé et ne servait pas l'intérêt du citoyen et de la communauté. Avec l'arrivée de FIDESZ au gouvernement, un nouveau régime s'installait et «tout devait être réinterprété, repensé et réformé». Dans cette partie du discours, Orbán affirme que les Hongrois, en désintégration, devaient être organisés en une nouvelle communauté nationale et politique, et que dans les démocraties modernes, seule la constitution permet un tel changement. Voilà pourquoi, selon la meilleure traduction possible «une nouvelle loi constitutionnelle était nécessaire». L'accent est beaucoup mis sur le respect de la volonté du peuple hongrois. Orbán se réfère au peuple comme étant la base de la démocratie moderne, comme quoi se sont «les électeurs qui ont le dernier mot». Ayant obtenu le deux tiers des sièges en 2010, Orbán défend donc la légitimité que son gouvernement avait pour modifier la constitution, en suggérant que c'est le peuple qui le désirait. Ainsi, ce discours vise la consolidation des réformes démocratiques réalisées en cours de premier mandat.

### *Principes démocratiques : analyse*

À prime à bord, ce discours n'aborde aucun des principes fondamentaux de la démocratie libérale et il ne fait référence à la démocratie qu'à deux reprises, dans des contextes plutôt symboliques. Mais ce n'est pas parce que le parti ne propose pas de réformes démocratiques qu'il n'y en aura pas. Tout comme en 2007, la formation populiste s'exprime comme si elle était en faveur de la démocratie libérale, en évoquant l'importance des institutions, notamment la constitution. Mais comme on l'a vu plus haut, FIDESZ a accompli des réformes démocratiques, sans les avoir présentées aux électeurs dans leur programme de 2007. Il n'est donc pas étonnant que le chef de FIDESZ n'ait pas profité de cette allocution pour mettre de l'avant les réformes importantes qu'il a implantées grâce à cette nouvelle constitution. Il ne profite pas non plus de ce discours pour expliquer par quels moyens il compte poursuivre la consolidation de ces réformes démocratiques. Tout comme c'est le cas dans le programme de 2007, la démocratie est davantage utilisée comme un objectif symbolique dont il est inutile d'en décrire la vision. Même lorsqu'Orbán se réfère au peuple comme à la «loi suprême», il ne décrit pas en quoi, selon lui, la participation citoyenne aux prises de décisions est un élément important de la démocratie. Finalement, très peu de contenu est disponible dans ce discours, en matière de propositions futures et de politiques déjà établies. Il faut toutefois considérer qu'il est normal qu'un discours ait moins de contenu qu'un programme officiel. Si cette allocution de 2014 est peu révélatrice sur les intentions démocratiques du parti populiste, l'analyse de ses caractéristiques populistes nous en apprend plus.

### *Caractéristiques populistes.*

Étant un discours prononcé devant des électeurs, on constate la présence de nombreuses métaphores et tournures de phrases entre le sermon religieux et le poème patriotique, style habituel dans un discours populiste selon Hawkins (2010). Se référant directement à des passages bibliques ou évoquant la volonté de Dieu, il illustre ses propos avec des métaphores plutôt abstraites, mais qui se veulent inspirantes. Nous pourrions donc valider la théorie de Silva (2017), voulant que le discours soit définitivement un moyen de communication plus propice à l'expression du populisme qu'un programme officiel.

Caractéristiques populistes : anti-élitisme.

Le chef de FIDESZ fait preuve d'anti-élitisme dans son discours à quelques reprises. En fait, il passe une bonne partie de son discours à souligner les problèmes du passé, en prenant soin de cibler les anciens gouvernements et les élites politiques. D'abord, l'élite politique est visée de façon tranchée : «Les communistes sont revenus, et les socialistes et les libéraux. Ils sont revenus et ont brisé le pays en 2010.» Ensuite, un ajout au programme de 2007, il vise aussi les élites économiques, particulièrement les banques qui «traquent» les gens et qui s'en prennent à «l'âme» des travailleurs, pour «gagner plus d'argent avec la spéculation financière plutôt qu'avec des prêts équitables». De façon plus métaphorique, il cible aussi les «compatriotes du libre marché», la gauche ou les «bénéficiaires post-communistes», les «bureaucrates à Bruxelles» ou encore «le Fonds monétaire international» qu'il dit avoir «renvoyé à la maison.» Ces nombreuses références, et il y en a d'autres, à l'intérieur d'une dizaine de pages, démontrent que les quatre années de pouvoir n'ont pas eu un effet modérateur sur l'anti-élitisme de FIDESZ.

Caractéristiques populistes : relation antagonistique

Allant de pair avec son anti-élitisme, la vision manichéenne d'Orbán est aussi présente dans ce discours. Fait à noter, ce dernier insiste sur l'utilisation du terme «nous» lorsqu'il fait références aux citoyens, d'une part, il s'inclut dans la population et, d'autre part, il crée une division avec les supposés ennemis et ce nous. L'extrait suivant du discours révèle cette relation antagonistique entre les élites et ce nous : «La souveraineté et la défense des intérêts nationaux doivent être rétablies chez les forces extérieures et internationales...Il fallait créer un ordre pour nous défendre contre les catastrophes, les criminels, les spéculateurs, les escrocs, c'est-à-dire les opposants à une vie sûre et honnête.» Pour identifier les personnes subissant les conséquences du régime dit post-communiste, le chef populiste utilise même une référence à l'armée rouge communiste, les «sinistrés de la boue rouge». En clair, en plus de tracer une ligne claire entre le peuple et les élites, FIDESZ le fait de manière alarmante.

### Caractéristiques populistes : homogénéité du peuple

Tel que mentionné plus haut, le chef de FIDESZ emploie le «nous» à maintes reprises, en parlant au nom d'une population ayant les mêmes idéaux : «Nous avons renforcé la communauté pour atteindre le but ultime.» Un peu plus loin, il évoque que «le peuple, la société qui a donné vie au système de coopération national» s'est «organisé selon les traditions, les valeurs et les objectifs.» En clair, le peuple hongrois serait si homogène selon FIDESZ, qu'il partagerait la même vision de la société idéale. Le peuple est même homogène moralement et psychologiquement : «Au cours des quatre dernières années, le monde est devenu géant. Nous, Hongrois, avons recommencé à croire en nous-mêmes, et notre confiance en soi revient lentement.»

### Caractéristiques populistes : volonté générale du peuple

La caractéristique populiste la plus forte de ce discours est celle de l'appel à la volonté générale du peuple. Entre deux références à l'«Histoire de l'évangile», Orbán pose la question à saveur philosophique : «Est-il juste de vivre à 100% avec l'autorisation qui nous est donnée?» En fait, il défend ici la légitimité de sa réforme constitutionnelle de la façon suivante : «La question n'est pas de nature juridique...personne ne conteste que nous ayons reçu le mandat constitutionnel nécessaire. C'est plus de nature morale. Ce n'est pas seulement une question de droit, pas seulement de courage, pas seulement de pouvoir, mais surtout de responsabilité morale, de poursuivre un pays, de renouveler une communauté nationale, de réorganiser pleinement une nation. » Dans ce discours très moralisateur, le chef Orbán conclut même que «comme l'ont dit les anciens: *salus populi suprema lex*, le peuple est la loi suprême. L'État ne peut avoir aucune autre tâche.» On comprend donc que la volonté du peuple hongrois passe directement par FIDESZ et non par quelconque moyens de participation citoyenne.

### Conclusion

En ce qui concerne les caractéristiques populistes de FIDESZ, nous pouvons conclure qu'elles ne se sont pas modérées depuis son arrivée au pouvoir quatre ans plus tôt, même qu'elles paraissent plus fortes, surtout en ce qui concerne l'anti-élitisme et l'importance de la volonté du peuple. En effet, il semble même que FIDESZ s'en prenne à une nouvelle élite

depuis son arrivée au pouvoir, celle des banques et des organisations internationales. Cette façon de cibler de nouveaux ennemis une fois au pouvoir a d'ailleurs été répertoriée par plusieurs auteurs comme une stratégie électoraliste utilisée par les populistes (Mudde et Kaltwasser 2013; Silva 2017). Mais il faut toutefois nuancer cette interprétation puisque la nature même d'un discours, surtout lorsqu'il est énoncé quelques semaines avant des élections, est différente d'un programme officiel. Comme le démontrent les résultats d'analyse de Silva (2017), tous partis politiques confondus, les discours politiques sont plus populistes que les programmes politiques, étant donné le caractère formel d'un programme, destiné à un public plus sophistiqué. Ceci pourrait expliquer la plus forte teneur populiste présente dans l'allocution de 2014 par rapport au programme de 2007.

Le paradoxe le plus important concerne l'écart entre les propos de FIDESZ et ses gestes sur le plan des réformes des institutions démocratiques. Alors que le parti hongrois ne présente pas concrètement ses intentions dans son programme de 2007 et dans son discours de 2014, on constate que trois des quatre principes fondamentaux de la démocratie libérale ont été affectés par les nouvelles lois de FIDESZ. Premièrement, on peut considérer que les droits et libertés, telle la liberté d'expression des médias ou encore la liberté et l'égalité des religions vis-à-vis de l'État, ont été touchées par cette nouvelle constitution. Deuxièmement, on constate aussi que l'État de droits, ainsi que la séparation des pouvoirs, ont été affectés; le pouvoir judiciaire a été réduit, la laïcité de l'État est remise en question et il est maintenant plus simple pour le gouvernement de modifier la Loi fondamentale du pays, la constitution. Paradoxalement, le seul principe qui n'a pas subi les impacts du gouvernement de FIDESZ est celui de la représentation politique. Alors que le parti se revendique comme le porteur de la volonté générale du peuple, jamais il ne propose davantage de mécanismes de participation citoyenne ou de référendum. FIDESZ est même très clair sur la question lorsqu'il affirme que sa victoire des deux tiers du gouvernement est un mandat et une responsabilité qu'il doit utiliser pour le bénéfice du public et une preuve de la légitimité de cette nouvelle constitution. Ainsi, aux yeux de FIDESZ, la volonté du peuple n'a pas besoin d'un autre système que la démocratie représentative pour être exprimée. Cela vient donc confirmer que l'appel à la démocratie directe n'est pas un dénominateur commun de tous les populistes (Rooduijn 2014).

Une tendance plutôt répandue dans la littérature veut que les populistes soient plus favorables à la participation politique des citoyens en créant une mobilisation sociale (Mudde et Kaltwasser 2017 dans Boyraz 2018), mais il ne faut pas confondre stratégie de mobilisation et idéologie réellement favorable à la démocratie directe. L'analyse des programmes de FIDESZ donne donc raison à (Müller 2016b), qui insiste sur l'hypocrisie des populistes quant à l'importance qu'il accorde à la volonté du peuple. Selon le théoricien, « *Populists are fine with the idea of representation, as long as they get to represent who they consider to be the real people...The crucial difference is that populists deny, or wish away, the pluralism of contemporary societies.*» (Müller 2016b En ligne). Cette conclusion ouvre la porte à une réflexion plus large sur la nature stratégique du populisme et moins idéologique, mais avant d'entamer cette discussion, poursuivons cette analyse de programmes avec le parti populiste équatorien, *PAÍS Alliance*.

## **PAÍS**

### **Programme 2007**

Dans l'ensemble, ce manifeste est assez vaste, s'étalant sur 77 pages. Toutefois, il est mal structuré en termes de contenu, qui est souvent répétitif, et même sa mise en page n'est pas uniforme, ce qui le rend difficile à suivre. Comme résultat, le lecteur n'arrive pas à dégager l'essentiel du programme. Il est aussi intéressant de mentionner que ce premier manifeste aurait été rédigé avec la participation de nombreux citoyens et organisations civiles. Le parti affirme qu'il s'agit d'une construction collective consensuelle résultant de milliers de textes, de commentaires, d'opinions, de suggestions et de critiques. Les trois dernières pages du programme font la liste de tous les noms de ces personnes ou organisations. Il s'agit ici d'un élément populiste qui est peu étudié. Tel que l'explique Aslanidis (2017), le populisme est majoritairement étudié comme un phénomène découlant d'un leader ou d'un parti, pour mobiliser les électeurs à des fins électorales. Pourtant, l'auteur défend qu'il existe plusieurs cas où le populisme prend racine à partir d'une mobilisation citoyenne, pour ensuite rejoindre un parti politique. En clair, le populisme pourrait aussi être une forme de mobilisation du haut vers le bas et n'est pas l'objet exclusif des partis politiques et de leur chef. Aslanidis cite entre autres comme exemple le mouvement *Occupy Wall Street* ou encore le *Tea Party*, mais il

évoque aussi les mouvements sociaux de gauche en Amérique latine. Il reste à vérifier si le contenu des 77 pages du manifeste de PAÍS appellent autant à la participation directe des citoyens dans les institutions démocratiques.

### *Principes démocratiques : contenu*

D'abord, l'appel à une nouvelle démocratie est central dans ce document. Il s'agit même du cœur du programme, autant dans la page titre, «Transformation radical de l'Équateur», autant dans le slogan, «Parce qu'un autre pays est possible», autant dans les titres des sections et l'ensemble du contenu, où on retrouve la répétition des mots «démocratie» et «révolution» pas moins de 29 fois chacun. La mention «*Revolución Ciudadana*», révolution citoyenne en français, revient aussi à plusieurs reprises.

Le parti dit souhaiter une véritable démocratie, radicale et participative. Priorisant l'accès de tous les habitants dans la prise de décision, pour construire un Équateur aux valeurs de démocratie, de solidarité, de justice, d'éthique et d'équité entre tous les habitants, misant sur le respect de la diversité culturelle du pays, surtout des peuples indigènes. La façon d'interpréter cette introduction est que le parti populiste considère que l'Équateur n'est présentement pas une démocratie libérale, tout comme FIDESZ, et que lui, aspire à atteindre une démocratie libérale qui respecte les quatre grands principes inclus dans ce mémoire : la séparation des pouvoirs, l'État de droits, la représentation politique et les droits et libertés des citoyens. Quelques paragraphes résument très bien cette volonté du parti, dont voici la traduction la plus précise possible :

Nous rêvons d'un pays où se vit un État social de droit démocratique, avec des institutions de contrôle indépendants et impartiaux face aux partis politiques.

Nous rêvons d'un pays où se pratique une démocratie délibérative et consensuelle, une démocratie représentative avec davantage de caractéristiques participatives, avec une démocratisation profonde des partis politiques et de toutes les organisations sociales, régionales et urbaines, accompagnée d'une participation active et responsable de tous les individus.

Nous rêvons d'un pays où la vie commune des équatoriens et équatoriennes s'appuie sur une plateforme solide de droits humains, civils, économiques, sociaux, culturels, environnementaux et sexuels.

Nous rêvons d'un pays où l'expérience pluriculturelle s'exprime de façon permanente, avec un système juridique stable, indépendant et juste, avec un système législatif qui tend vers un niveau de débat élevé des affaires publiques et de grands niveaux de représentativité et de participation,

contrôlée de façon permanente par les électeurs et électrices, à partir d'une modification profonde du système actuel de représentation politique.

Nous rêvons d'un pays avec des moyens de communication qui présentent de façon objective et indépendante les événements nationaux et internationaux, et en quoi l'analyse de la qualité de vie de la société équatorienne est la priorité fondamentale de l'information. Un pays où la profession de journaliste n'est pas compromise par les diverses formes d'intolérances de la part des pouvoirs économiques et politiques.

Ces extraits forment une partie de l'introduction du programme. Le reste du document fait régulièrement référence à la démocratie ainsi qu'à la participation et la consultation de la population, mais une seule section en particulier est destinée aux propositions de réformes démocratiques. Il s'agit de la section dont le titre français serait «Révolution constitutionnelle et démocratique». On y trouve deux parties : une nommée Réforme politique via une Assemblée nationale constituante, et une seconde nommée Décentralisation de la gestion de l'État. Cette dernière partie n'apporte pas de modifications en termes d'institutions démocratiques. Malgré l'appel à davantage de pouvoirs au sein des institutions locales, le parti assure tout de même qu'il ne désire aucunement l'indépendance ou la séparation de ces instances régionales. Nous allons donc nous concentrer sur la partie visant une Assemblée nationale constituante.

D'abord, la première phrase de cette sous-section vient assurer qu'en aucune façon le parti propose d'abolir le congrès national, c'est-à-dire le parlement où siègent les représentants élus. On confirme donc dès le départ la conservation du système de gouvernement représentatif. Ensuite, la deuxième phrase rappelle que ce sera au peuple de décider d'appuyer ou non le nouveau texte constitutionnel présenté. Ainsi, la population serait convoquée pour une consultation, qui aurait un statut électoral spécial.

Par cette Assemblée constituante, l'objectif est de construire une démocratie participative, radicale et inclusive, qui respecte les droits humains, et qui surmonte le corporatisme et la désinstitutionalisation de l'État et où tous les citoyens participent aux prises de décisions et contrôlent les actions des représentants politiques. Le problème actuel étant dû à la classe politique et aux oligarchies et aux banques. Finalement, l'objectif est aussi de réduire l'hyper-présidentialisme, qui permet la collusion.

Le tout à travers les sept propositions que voici :

Indépendance et coresponsabilité entre les fonctions de l'État :

Vise une justice indépendante des partis politiques et des pouvoirs économiques et une chambre législative capable de légiférer, de percevoir des impôts et de représenter les intérêts de la population et non ceux des oligarchies. Pour la création d'une instance de justice électorale qui soit indépendante des partis politiques.

Restructuration et renforcement des organismes de contrôle :

Pour la restructuration des directions générales des instances de contrôle et pour la création de nouvelles instances de contrôle, dans le domaine environnemental par exemple.

Restructuration et renforcement des entités de l'État :

Pour la restructuration des institutions financières, ministérielles et des entreprises de l'État, vers un modèle de développement efficace.

Révocation d'un mandat :

Pour favoriser la responsabilité et la reddition de compte lors d'un mandat public, pour le renforcement des mécanismes permettant le contrôle des citoyens sur leurs représentants. Toute autorité élue pourra être révoquée de son mandat, si celui-ci ne respecte pas la volonté des électeurs lors de la dernière élection, incluant le président et le vice-président de la République.

Participation citoyenne :

Stimuler et créer des mécanismes de participation citoyenne, comme des budgets participatifs, une fiscalité sociale des œuvres publiques et des comités de surveillance citoyenne.

Planification démocratique :

Établir un système local, régional et national de planification participative suffisamment coordonné et articulé pour réaliser le pays dont nous rêvons.

Transformation du système électoral :

Les campagnes électorales devant garantir un accès équitable de la société aux espaces de communications, il faut imposer un plafond de dépenses électorales et assurer un financement minimum à tous les candidats et candidates, et plusieurs autres réformes pour assurer l'indépendance de la supervision des élections des partis politiques et des corporations. L'accès équitable doit être soutenu par un comportement éthique et moral des candidats et des fonctionnaires. Ceux-ci ne peuvent être poursuivis ou avoir été sanctionnés pour violence sexiste, pour discrimination ou pour avoir acheté un candidat ou un titulaire d'une fonction publique.

*Principes démocratiques : analyse*

Il faut d'abord revenir sur le plaidoyer cité en début de section. Rien n'y indique le rejet des principes fondamentaux de la démocratie libérale. Au contraire, on retrouve tout de suite la volonté d'un «État social de droit». On mentionne aussi la volonté d'une séparation et de renforcement des pouvoirs, notamment législatif et judiciaire. De plus, on note le désir d'une démocratie représentative. Certes, incluant plus de participation, mais PAÍS aurait pu choisir

d'utiliser les termes démocratie «radicale» ou «directe», mais il a préféré conserver le concept de démocratie «représentative», allant même jusqu'à spécifier «démocratie libérale». Toutefois, la proposition de pouvoir démettre un élu de ses fonctions s'il ne respecte pas la «volonté du peuple» s'associe davantage à un type de démocratie directe et moins représentative. En effet, en démocratie représentative, les mandats octroyés aux élus ne sont pas d'ordre impératif et les élus ne sont pas dans l'obligation de les respecter (Manin 2012).

Finalement, on note aussi le respect des droits humains et civils des citoyens, et même spécifiquement de la liberté de presse. Bref, rien n'indique ici que PAÍS a l'intention de sortir du cadre de la démocratie libérale. Il semble plutôt vouloir l'implanter grâce à son projet d'Assemblée nationale constituante. Cependant, c'est dans le texte constitutionnel produit par cette Assemblée que nous pourrions vraiment examiner les réformes institutionnelles de PAÍS, mais ce nouveau texte n'existe pas encore en 2007.

Cette analyse n'a pas pour mandat de valider si la société équatorienne de l'époque était ou non une démocratie libérale, mais plutôt les propositions démocratiques du parti. Il faut mentionner que le populiste équatorien met la faute du déficit démocratique sur la classe politique actuelle, les organisations internationales comme le FMI, et les oligarchies présentes en Équateur. Malgré l'introduction inspirante du programme, celui-ci reste peu concret en termes de propositions. Il faut observer les moyens par lesquels le parti compte atteindre cet objectif global de démocratie, c'est-à-dire les sept propositions présentées ci-haut.

Face à ces propositions, la principale critique est que celles-ci restent vagues. Seules quelques réformes concrètes sont présentées, comme la révocation du mandat public, ou la création d'un budget participatif pour encourager la participation citoyenne. Mais pour la majorité des propositions, le parti reste vague sur les moyens par lesquels il compte les implanter. Par exemple, PAÍS dit vouloir créer de nouvelles instances, dont une qui veillerait à la justice électorale, mais il n'en dit pas plus sur la forme que prendrait cette instance et quel rôle lui reviendrait exactement. Idem pour la proposition de restructurer les banques, pour laquelle PAÍS ne développe pas sur les changements qui seraient apportés. Même en ce qui a trait à la révocation du mandat du président, malgré la grande portée d'une telle mesure, il n'est pas expliqué sous quels critères spécifiques il serait jugé que le président n'a pas rempli son

mandat, ou encore, à qui reviendrait une telle décision. Finalement, comme il l'a déjà été soulevé, les conséquences d'une éventuelle Assemblée constituante, qui aurait pleins pouvoirs pour rédiger une nouvelle constitution, demeurent inconnues. PAÍS propose donc une réforme majeure, mais sans qu'on sache quel en serait le contenu.

De façon générale, cette critique de manque de clarté peut s'appliquer à l'ensemble du traitement de la démocratie dans le programme. Ce dernier est souvent répétitif. L'appel aux changements démocratiques est constant. Les références à l'importance de la participation citoyenne sont omniprésentes, mais les mécanismes pour implanter cette participation sont peu détaillés. Surtout que la tenue de référendum n'est aucunement mentionnée, sauf dans le cas de l'adoption de l'Assemblée constituante et dans le cas de l'adoption d'un autre modèle économique. Si bien que l'emphase tend vers la participation des citoyens, mais pas nécessairement vers la prise de décision par référendum. Finalement, il est surprenant que la seule section présentant les réformes démocratiques soit aussi courte puisque le projet constitutionnel proposé est tout de même majeur. En effet, cette section forme quatre pages sur un total de 77, alors que le thème de la démocratie semble former le cœur du nouveau mouvement politique. En résumé, les aspirations démocratiques présentées par le parti PAÍS respectent les principes démocratiques libéraux, tout en visant l'adoption d'une nouvelle constitution dont les réformes démocratiques demeurent vagues en termes de moyens d'implantation.

Maintenant, il convient d'analyser si leur programme, à défaut de menacer la démocratie, présente un discours populiste.

#### *Caractéristiques populistes.*

S'il ne semble pas être menaçant envers la démocratie, le discours du parti équatorien présente plusieurs traits populistes dans son tout premier programme, publié pour l'élection de 2007.

Caractéristiques populistes : anti-élitisme.

Le discours de PAÍS est fortement anti-élitiste. Son ton est accusateur, non nuancé et plutôt alarmiste. La classe politique, les organisations financières internationales ainsi que le marché financier en général, sans oublier les banques, les grandes entreprises et l'ensemble du

néolibéralisme, sont considérées responsables de la piètre position économique et démocratique du pays. Des termes subjectifs et provocateurs, tels que mafias ou prédateurs, sont utilisés pour les décrire. Notamment lorsque le populiste équatorien dit vouloir rompre avec toutes les «mafias oligárquicas y políticas». La formation politique s'en prend aussi au modèle économique mondial : «*No más neoliberalismo, ni ajuste estructural, ni sumisión al FMI y Banco Mundial. No nos interesan los comentarios y opiniones de Wall Street para asumirlos en nuestras políticas [...]*». Dans cet extrait, PAÍS déclare qu'il ne veut plus de néolibéralisme, ni d'ajustement structurel ou de soumission envers le FMI et la Banque mondiale. Il termine en disant qu'il n'est pas intéressé aux commentaires et aux opinions de Wall Street pour s'ingérer dans leurs politiques. Clairement, PAÍS prétend que les intentions de la classe politique sont volontairement contraires à l'intérêt public.

Caractéristiques populistes : relation antagonistique

Le ton opposant les citoyens du pays à cette élite corrompue est aussi très fort. Plusieurs passages du programme sont éloquentes mais un paragraphe en particulier illustre bien cette relation antagonistique, dont voici la traduction :

Nous construisons la victoire de tout un peuple. Et pourquoi? Pour récupérer le pays et le destin que nous voulons et qui nous ont été volés par les banques corrompues, les propriétaires de notre pétrole, les mafias politiques ancrées dans l'élite politique, les bureaucrates arrogants des organisations internationales qui viennent comme les anciens colonisateurs pour imposer leurs recettes désuètes.

On constate ici que l'emploi du «nous» vient souligner l'écart prétendu entre l'élite et le peuple, dans lequel s'inclut PAÍS. De plus, les termes alarmants donnent l'impression que ces élites sont particulièrement mal intentionnées.

Caractéristiques populistes : homogénéité du peuple

Les références à un peuple homogène, qui s'exprimerait en un même bloc unitaire dans leurs besoins, sont peu fréquentes, mais présentes. On remarque entre autres que le parti associe la population à la vertu, et ce de façon homogène:

Dans notre pays, il y a beaucoup de héros anonymes, en tant que mères de familles qui remplissent jour après jour, dans un miracle permanent, les assiettes, pour nourrir ses fils et ses filles. Nous sommes tous des gens ordinaires, des gens ordinaires, des gens au quotidien qui avons dit : Assez! Aux mauvais gouvernements, à tant de destruction et de corruption.

Par contre, la façon de décrire le peuple n'est pas exclusive sur le plan moral, culturel ou autre. Le populiste équatorien accorde au contraire de l'importance à la diversité dans la population du pays, allant jusqu'à dire «les peuples de l'Équateur» et non pas LE peuple.

Caractéristiques populistes : volonté générale du peuple

L'appel à la volonté générale du peuple, en termes de souveraineté populaire, est tout de même présent, malgré que le ton utilisé pour l'illustrer soit plus objectif que pour les autres traits ci-dessus. En clair, il n'y a pas de passages où PAÍS affirme que c'est au peuple, et seulement au peuple, de prendre des décisions. Même que le type de consultation citoyenne suggérée comprend parfois aussi la présence de groupes de professionnels, d'experts, et même du secteur privé. Le concept de volonté du peuple est surtout présent dans la proposition de révoquer le mandat du président si celui-ci ne répond pas aux attentes de la population. Comme il l'est mentionné plus haut, une des réformes les plus concrètes de PAÍS propose que tout élu puisse être démis de sa charge publique si ce dernier ne respecte pas les mandats pour lesquels il a été élu par la population. Cette proposition, sans prévoir de mécanismes concrets pour ce faire, implique donc que la volonté du peuple doit être respectée, tel un mandat impératif et non représentatif.

En conclusion, le programme de 2007 de PAÍS, publié avant leur première élection, propose des réformes démocratiques, mais sans nuire aux quatre principes fondamentaux de séparation des pouvoirs, d'État de droits, de représentation politique et de droits et libertés. Leurs propositions démocratiques demeurent vagues mais leur volonté de former une Assemblée nationale constituante pourrait avoir des impacts majeurs sur les institutions démocratiques. On conclue aussi que le discours du parti populiste équatorien possède des traits populistes. Bien que son anti-élitisme et sa vision antagonistique soient bien présents, les concepts d'homogénéité et de volonté générale du peuple sont plus modérés. Penchons-nous maintenant sur le tout dernier programme de PAÍS, afin de repérer les similitudes et les différences avec le programme de 2007, mais aussi afin d'évaluer si les réformes proposées par PAÍS ont été réalisées.

## **Accomplissement des réformes démocratiques entre 2007 et 2017**

Le cas équatorien est particulièrement révélateur puisqu'à travers l'analyse de ces deux programmes, nous avons la chance d'observer le traitement démocratique de ce parti, qui a gouverné de façon majoritaire et sans interruption, pendant une décennie. La réforme démocratique la plus importante survenue entre 2007 et 2017 est l'adoption de la nouvelle constitution. Le président populiste Correa n'a pas perdu de temps pour ce faire. Alors qu'il était nommé président en janvier 2007, il obtenait, dès le mois d'avril, l'approbation de la population pour la formation d'une Assemblée nationale constituante avec pleins pouvoirs. Le référendum sur cette question, qui était prévu dans le programme de 2007, s'est soldé avec un immense appui de 82% des électeurs. Quelques mois plus tard, en septembre 2007, l'élection des membres siégeant sur cette Assemblée offrait une fois de plus une large victoire à PAÍS : 80 des 130 sièges étant octroyés au nouveau parti populiste (Aslanidis 2017). Lors de leur deuxième année de mandat, un référendum a lieu pour approuver le nouveau texte constitutionnel. À noter que ce référendum n'était pas prévu dans le programme de 2007. En effet, aucune consultation de la population sur le texte constitutionnel qui résulterait n'avait été formulée clairement. PAÍS a opté pour un référendum, en septembre 2008, auquel 64% de la population équatorienne approuvait la nouvelle constitution proposée par l'Assemblée. Cette constitution permet entre autres au président de réaliser deux mandats successifs et de dissoudre le parlement pour déclencher des élections. Elle donne aussi au président plus de latitude en termes de gestion de l'économie et elle amène la création du Conseil de participation citoyenne et de contrôle social, une instance devant nommer les représentants des pouvoirs publics, à mi-chemin entre la démocratie directe et la représentation politique (Gomez 2018). De plus, en 2015, le président Correa remporte un autre référendum, dans lequel il propose qu'un même élu puisse se présenter à un nombre illimité de mandats (Gomez 2018). Voici ce qu'il en est des principales réformes démocratiques de PAÍS. Voyons maintenant si le besoin de changement est aussi central dans leur programme de 2017.

### **Programme 2017**

Ce récent manifeste illustre bien, dans son contenu et dans sa forme, que PAÍS a beaucoup évolué depuis les dix années. En effet, le document est visuellement beaucoup plus

attrayant; la signature graphique colorée et les photos de gens heureux rendent le texte plus léger et plus agréable à lire. De plus, la structure des sections et la mise en page sont plus uniformes. Par contre, il y a plus d'images que de texte; environ une photo pour chaque petit paragraphe. Il faut dire aussi que ce programme est beaucoup plus court, soit 32 pages.

Premier constat intéressant, ce manifeste est signé directement par le président sortant Raphaël Correa, dont la photo grand format rayonne en pleine page couverture, et ne contient pas les centaines de signatures de personnes et organisations ayant participé à sa rédaction, comme c'était le cas en 2007. À noter que Correa cède sa place de chef à son dauphin, Lenin Moreno, même si on sent la continuité du parti via la même direction. Une page entière est dédiée à quatre statistiques : 2000 conférences idéologiques, 70 000 citoyens participants, 71 % en provenance de régions rurales et finalement, 12 révolutions. Ces statistiques nous rappellent qu'un mouvement social est à la base de ce parti populiste, mais est-ce toujours le cas dix ans plus tard? Tel que prévu dans leur programme de 2007, PAÍS a réussi à implanter certaines réformes démocratiques dès ses premières années au gouvernement, dont une nouvelle constitution. Maintenant il reste à vérifier si les récentes propositions du parti réservent toujours une place aussi centrale à l'atteinte d'une démocratie participative, dans un contexte de mouvement citoyen *bottom-up*.

#### *Principes démocratiques : contenu*

Tout comme en 2007, on retrouve les sections de révolution politique, révolution éthique, révolution économique, et on y a ajouté les sections de révolution agraire, révolution sociale, révolution écologique, révolution du savoir, révolution culturelle, révolution de la justice, révolution urbaine, révolution de la patrie et révolution de la jeunesse. Malgré le fait que chaque section débute par le mot «*revolución*», on ne constate pas de propositions révolutionnaires. En fait, on dit vouloir renforcer ce qui a déjà été accompli. C'est donc davantage un programme de continuité plutôt que de changement. Il en va de même pour la démocratie. On ne retrouve pas de propositions de réformes démocratiques, autant dans la section de «révolution politique», autant sous la rubrique «démocratie radicale» de la section «nos valeurs». PAÍS vante les mérites de la Révolution citoyenne qui a eu lieu au pays sous son gouvernement, notamment en développant la démocratie radicale. Cette dernière aurait

permis la souveraineté par consentement et l'accès universel de décider, sous des formes institutionnelles. En ce qui concerne la révolution politique qui a eu lieu, elle aurait permis d'unir le système politique avec le peuple, tel le résume bien cet extrait du programme, traduit en français : «La démocratie en Équateur, arrivée si tardivement depuis la fin du siècle dernier, a connu une renaissance en 2007.».

En clair, tel que l'indique une des pages-titres du programme, «*Fortaleciendo la democracia* », c'est-à-dire, renforcer la démocratie, ce manifeste vise plutôt la consolidation de ce qui a été établi au cours de la dernière décennie, dont la démocratie participative.

### *Principes démocratiques : analyse*

Il faut d'abord mentionner qu'aucun des quatre principes fondateurs de la démocratie libérale n'est ici concerné. Certes, le terme «démocratie» est utilisé dans tous les contextes, sans que ce soit toujours nécessaire. En 32 pages où figure peu de textes, le mot démocratie revient à 11 reprises, parfois dans des phrases plutôt symboliques telles que «la démocratie est le cœur de la justice» ou encore lorsque le parti revendique la justice économique comme une exigence démocratique. En fait, le combat de la démocratie a été gagné selon PAÍS, celui-ci nommant la période à laquelle il a été au pouvoir de «*década ganada*», la décennie gagnante en français.

La seule section pouvant présenter davantage de mesures concrètes sur la démocratie est celle de «révolution politique», mais il s'agit d'un seul paragraphe plutôt vague qui encense la nouvelle culture politique participative, mais sans donner de détails et sans exiger aucun changement. Les titres des sections font mention de révolution, mais n'ont rien de révolutionnaires.

D'ailleurs, plusieurs autres titres de section du récent programme et certains slogans mettent beaucoup moins l'accent sur les besoins de changements du pays. Le slogan principal étant «Aime la vie!» plutôt que «Parce qu'un autre pays est possible», slogan de 2007. Ou encore on peut lire sur la page titre «Un compromis avec le futur», ce qui est plus modéré que le titre de 2007, «Un grand pas pour la transformation radical de l'Équateur».

Bref, le contenu de ce programme est abordé de façon très positive, ce qui est différent du programme alarmant publié en 2007. La prochaine partie de cette analyse nous permettra de

voir si, tout comme le traitement démocratique, les caractéristiques du discours utilisé dans ce programme ont changé par rapport à 2007.

#### *Caractéristiques populistes.*

Sans aucun doute, il est clair que le ton exprimé dans ce programme est plus modéré que celui de 2007, comme nous le verrons dans la présente section.

Caractéristiques populistes : anti-élitisme.

En effet, l'anti-élitisme se fait encore sentir mais sans viser directement de coupables ou sans utiliser de termes accusateurs, comme c'était le cas en 2007. En effet, le parti ne nomme plus directement les présumés coupables du piètre bilan de l'Équateur. Il va plutôt opter pour des critiques plus générales telles que «*un mercado al servicio de la ciudadanía, y no en uno que la esclavice*», c'est-à-dire, un marché au service des citoyens et non un marché qui les rendent esclaves, ou encore, «*Es hora de superar los favoritismos*», c'est-à-dire, il est temps de mettre fin au favoritisme. Ces deux extraits démontrent que plutôt que de nommer Wall Street ou le FMI ou encore le néolibéralisme, PAÍS opte pour le mot marché, dépourvu de connotation. Idem pour l'utilisation du concept général de favoritisme au lieu de cibler des élites bien précises, comme les «mafias politiques» de 2007. La seule fois où on nomme le capitalisme, c'est pour lui proposer une alternative positive sans même le qualifier négativement: «*El Buen Vivir es una alternativa a la corriente capitalista*», où le Bien vivre est l'alternative. Ainsi, l'anti-élitisme de PAÍS s'est clairement adouci.

Caractéristiques populistes : relation antagonistique

PAÍS est aussi beaucoup moins tranché dans sa vision du monde qui divise les élites du peuple. Il est même difficile de dire qu'il oppose encore les élites corrompues avec le bon peuple vertueux, comme le démontre cette traduction d'un passage du programme :

Avec un peuple uni et souverain, nous avons conquis, pendant dix ans, les droits civils, nous avons trouvé la dignité, nous favorisons le développement économique, nous rétablissons la justice et institutionnaliser l'équité sociale. Cet avantage que nous avons perdu à cause de la corruption, des négociations internationales et la stagnation du pouvoir politique, a finalement été retrouvé grâce à la révolution citoyenne.

Bref, comme mentionné par rapport à l'anti-élitisme, il est impossible ici d'identifier les entités auxquelles est confronté ce «peuple uni et souverain».

Caractéristiques populistes : homogénéité du peuple

La façon par laquelle les populistes équatoriens définissent le peuple n'est pas homogène du tout, ce dernier est même complètement divers. Selon PAÍS, il s'agit d'un programme de compromis, pour tout le monde, nommant explicitement les jeunes, les femmes, les travailleurs, les entrepreneurs, ceux de nationalités diverses, les adolescents, les enfants, les migrants, les étrangers qui aident à faire avancer le pays, ceux sexuellement différents, les gens d'affaires qui aiment l'Équateur, les adultes majeurs, ceux historiquement exclus et les rebelles.

Même les rebelles sont inclus dans ce programme, on peut penser qu'il s'agit de groupes terroristes tels les FARC, qui vont et viennent dans les pays voisins comme la Colombie. Donc, on voit ici que PAÍS n'exclue aucune strate de la société dans sa conception du peuple et il ne qualifie pas non plus le peuple comme étant homogène sur une caractéristique particulière.

Caractéristiques populistes : volonté générale du peuple

PAÍS met un peu plus l'accent sur cet aspect, mais non comme un même bloc unilatéral. En fait, il présente son bilan gouvernemental comme celui de la volonté du peuple. Il explique entre autres qu'au cours des dix dernières années, PAÍS a compris et répondu aux exigences du peuple, notamment en mettant l'économie au service de ce dernier. Par contre, il n'est jamais question de référendum dans ce programme. La démocratie radicale qui y est décrite est celle de la «*soberanía radical del consenso, del acuerdo y del debate*», c'est-à-dire de la souveraineté radicale du consentement, de l'accord et du débat. Les notions de débat et de compromis sont donc incluses dans cette démocratie participative, qui reste toujours représentative.

*Conclusion*

Après comparaison des deux programmes du parti populiste équatorien, le premier en 2007 avant sa première victoire, et celui plus récent de 2017, nous pouvons conclure qu'il y a

plus de différences que de ressemblances, autant dans le traitement réservé à la démocratie que dans le ton populiste utilisé.

Sur le plan des caractéristiques populistes des programmes, ce sont là où les différences se font sentir plus lourdement. La seule caractéristique populiste qui reste présente, mais de façon discrète, est l'anti-élitisme. En effet, si le premier programme opte pour un ton accusateur, extrême, voire alarmant, très anti-élitiste et antagonistique, le deuxième programme est beaucoup plus nuancé, moins accusateur et moins négatif dans la façon de présenter les élites ou la relation entre celles-ci et la population équatorienne. Par contre, ce qui est très présent dans le récent programme est la glorification du régime actuel. Ainsi, la nature populiste du discours de ce parti a évolué au fil de ses mandats au pouvoir. Si bien qu'on peut douter qu'il puisse encore être perçu, à travers le programme de 2017, comme un parti populiste.

Sur le plan de la démocratie, le premier programme désirait réformer la démocratie, jugée malade, alors que le deuxième désire consolider les améliorations faites, jugeant que la démocratie a été atteinte. Il faut cependant préciser que, sur papier, les réformes présentées en 2007 ne visaient pas à sortir du cadre libéral et représentatif de la démocratie, mais en pratique, l'adoption d'une nouvelle constitution a tout de même modifié les institutions démocratiques, comme le démontrera le reste de cette conclusion.

Selon une étude de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance, faite par des universitaires, des conseillers et des acteurs sociaux, français et équatoriens, la constitution équatorienne de 2008 aurait trois avantages. D'abord, elle offrirait une nouvelle classification des droits des citoyens, tels le droit au Bien vivre, à la participation, à la protection, etc., plutôt que la classification habituelle de droits civils, politiques, culturels, etc. Ainsi, cette constitution enchâsserait les droits et libertés dans une vision plus sociale et identitaire, qui s'éloigne de la vision libérale classique où les droits individuels priment. Ensuite, l'autre avantage de cette constitution serait l'établissement du caractère plurinational de l'État équatorien, incluant les peuples indigènes formant le pays. Finalement, par la création d'organe de participation citoyenne, cette constitution reconnaît l'existence des différentes formes de démocratie, reliant les formes participative et représentative (Saulière 2010). Les auteurs mentionnent que cette vision s'éloigne de celle de la constitution de 1998 puisque cette dernière était centrée sur la démocratie représentative. Ainsi, la nouvelle constitution

contrasterait avec la séparation habituelle des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires. La nouvelle instance amenant le plus de changement est le Conseil de Participation Citoyenne et de Contrôle Social, constitué de conseillers de la citoyenneté et des organisations de la société civile. Ceux-ci ont la responsabilité de «promouvoir la participation citoyenne à travers la délibération publique, la reddition de comptes, le contrôle citoyen et le contrôle social ; enquêter sur les accusations des entraves à la participation citoyenne ou des actes de corruption ; désigner les titulaires du ministère public de l'État et des Surintendances, le Défenseur du peuple, le Défenseur public, le Procureur Général de l'État et l'Inspection des Finances, ainsi que les membres du Conseil National Électoral, le Tribunal électoral et le Conseil de la Judicature.» (Saulière 2010, 5). Par contre, les auteurs de l'étude voient aussi des limites à cette constitution. Premièrement, elle «consolide un État centraliste, fort et souverain, avec des attributions exclusives, tel le présidentielisme.» (Saulière 2010, 5). Deuxièmement, il est expliqué que le gouvernement n'a pas créé de nouveaux espaces et de nouvelles procédures participatives, mais il a plutôt usé de la stratégie d'accumuler des forces sociales, sans nécessairement leur permettre de profiter des opportunités de participation citoyenne. En résumé, on comprend par cette analyse que la nouvelle constitution a affecté trois principes de la démocratie libérale : les droits et libertés sont moins individuels et plus sociaux, la séparation des pouvoirs inclue maintenant une quatrième branche de participation citoyenne, et la représentation politique, au sens de démocratie représentative, est maintenant partagée avec la démocratie participative. Ceci étant dit, il faut revenir aux graphiques de notre première analyse pour valider si ces changements ont affecté les scores de l'Équateur attribués par Freedom House et Reporter sans frontières.

Les résultats (voir la figure 14) que nous avons obtenus sont opposés aux objectifs mis de l'avant dans leur premier programme de 2007. Nos résultats indiquent que la liberté de presse a atteint le degré de situation difficile, et lors d'une année, les libertés civiles se sont détériorées d'un point, avant de se rétablir à leur score initial dès l'année suivante, ce qui est perçu comme un changement négatif ambigu. Tout au long des neuf années de pouvoir de PAÍS, aucun des trois indicateurs analysés ne se sont améliorés : restant toujours à des scores un peu plus faibles que la moyenne régionale. Résultats décevants de la part d'un parti qui visait au départ à construire une véritable démocratie libérale et dont le bilan dix ans plus tard

n'est pas très glorieux. En clair, les populistes équatoriens désiraient en 2007 une meilleure démocratie libérale, qu'ils pensaient avoir atteint en 2017, mais ils n'y sont pas parvenus selon Freedom House et Reporters sans frontières. Toutefois, ces résultats auraient pu être bien pires étant donné la nouvelle constitution. Les principes fondamentaux de la démocratie ont certes été touchés par cette constitution, mais pas de façon majeure. Somme toute, les programmes de PAÍS manquent de transparence car ils ne mentionnent jamais la réforme des quatre principes fondamentaux, alors qu'en pratique, la nouvelle constitution touche trois d'entre eux. Ensuite, l'autre paradoxe concerne l'adoption de la nouvelle constitution. En effet, PAÍS disait dans son programme de 2007 vouloir contrer «l'hyper présidentielisme» grâce à cette réforme, mais certains éléments de ce nouveau texte constitutionnel laissent croire le contraire. Par exemple, le président aurait plus de contrôle sur l'économie, en plus de pouvoir effectuer deux mandats et de dissoudre le parlement pour déclencher des élections, deux prérogatives que Correa a utilisé à son avantage (Le Monde 2008). De plus, comme nous l'avons vu plus haut, Correa a même fait adopter une loi, en 2015, pour que ce nombre de mandat soit illimité. Par contre, il faut reconnaître que le président Correa a volontairement décidé de ne pas se représenter aux élections en 2017 (Delcas 2017). Décision allant à l'encontre de la théorie de Müller (2016a), voulant que les populistes croient être les seuls représentants légitimes. En effet, Correa ne s'est pas accroché au pouvoir à tout prix, malgré la nouvelle loi qui le lui permettait.

Enfin, un dernier paradoxe mérite d'être soulevé. PAÍS met constamment l'accent sur la participation citoyenne, mais sans proposer un mécanisme pour établir des référendums sur une base fréquente, sur une foule de sujets. Si l'on suit la théorie de Conaghan et de la Torre (2008), les divers référendums soumis par Correa pour modifier la constitution seraient en fait une stratégie pour légitimer son pouvoir. Tout comme Chavez, au Venezuela, Morales, en Bolivie, le président équatorien aurait disposé des obstacles des contre-pouvoirs par des moyens qui semblent légitimes aux yeux des Équatoriens mais aussi aux yeux de la communauté internationale. En effet, plutôt que de directement bannir le parlement élu et suspendre la constitution actuelle, Correa a usé de la stratégie du «président plébiscitaire». (Conaghan et de la Torre 2008, 267) Cette stratégie aurait pour objectif de mobiliser l'opinion publique et son soutien électoral dans l'optique de démanteler les institutions et de les refaire

selon sa vision. Ayant les pleins pouvoirs de l'Assemblée constituante devant rédiger la constitution, Correa était assuré de ne pas subir le même sort que plusieurs présidents avant lui ont subi, c'est-à-dire la destitution. En effet, Correa est le premier président équatorien à avoir été réélu depuis le retour de la démocratie en 1979 (Perspective monde - Université de Sherbrooke 2016e). Selon cette même théorie, les présidents qui usent de cette stratégie seraient, pour ainsi dire, dans une campagne permanente pour rester au pouvoir. En utilisant des canaux de communications gouvernementaux pour contourner les médias traditionnels et en sortant victorieux d'une série de référendums dont il est l'initiateur, Correa entretiendrait une image de légitimité et de crédibilité auprès de la population équatorienne. Ainsi, la tenue de référendums ne serait pas nécessairement liée à une volonté de démocratie participative, mais plutôt à une stratégie pour conserver une opinion publique favorable et garder le contrôle de celle-ci (Conaghan et de la Torre 2008). De plus, Correa lui-même, dans son programme de 2007, dit s'inscrire dans la même lignée de changement radical que ses homologues des pays voisins, nommant entre autres Néstor Kirchner, en Argentine, Luis Ignacio Lula da Silva, au Brésil, Hugo Chávez, au Venezuela et Evo Morales, en Bolivie. En clair, cette stratégie du «président plébiscitaire» a porté fruit en Amérique latine, et il est fort possible que Correa ait simplement suivi la tendance générale (Conaghan et de la Torre 2008). Si cette théorie s'applique pour Correa, alors elle viendrait s'opposer à celle d'Aslanidis (2017), qui prétend que le populisme de PAÍS serait le résultat d'un mouvement social qui se serait finalement exprimé via un parti politique, et non le contraire. De la Torre et Arnson (2013) sont clairs, le parti de PAÍS s'est inspiré d'un mouvement social existant, mais il est organisé du haut vers le bas. Ainsi, il est possible que PAÍS ait adapté son discours, au fil du temps, en fonction des stratégies électorales les plus efficaces pour mobiliser une opinion publique favorable.

Cette conclusion ouvre, une seconde fois, la réflexion sur la possibilité que le populisme soit plutôt une stratégie qu'une idéologie durable. Que ce soit par la variation du degré de populisme des discours au fil du temps (Rooduijn, de Lange, et van der Brug 2014) ou encore par la stratégie du «président plébiscitaire» (Conaghan et de la Torre 2008) qui se camoufle sous une volonté de démocratie participative, le populisme semble de plus en plus être une stratégie de mobilisation électorale. Il nous reste à voir si de telles conclusions peuvent être tirées pour le dernier parti à analyser, *New Zealand First*.

## **NZ First**

### **Programme 1996**

#### *Principes démocratiques : contenu*

Tout d'abord, il faut mentionner que le document servant de programme à NZ First publié en 1996, trois ans après sa formation, est en fait un document de quelques pages qui se concentre exclusivement sur les principales propositions du parti en ce qui concerne quelques domaines habituels dont l'économie, la santé, l'éducation, la loi et l'ordre, le logement et l'immigration. Présenté principalement par points de forme, le programme est donc peu élaboré en ce qui concerne les bases fondamentales du parti. Il faudra attendre le programme de 1999 pour retrouver une plateforme plus poussée, où on retrouve les principes démocratiques du parti. Principes qui reviennent aussi dans le programme de 2014, le plus récent.

#### *Principes démocratiques : analyse.*

Ainsi, en ce qui concerne les changements démocratiques suggérés par NZ First, le document de 1996 n'en fait pas du tout mention. Si bien qu'aucun des quatre principes fondateurs de la démocratie libérale dont il a été question tout au long de ce mémoire ne sont soulevés dans ce programme, c'est-à-dire, la séparation des pouvoirs, l'État de droits, la représentation politique et les droits et libertés individuels. Il n'y a donc pas non plus de référence à la tenue de référendum, rien n'indiquant une préférence envers la démocratie directe pour respecter la volonté générale du peuple. On peut interpréter cette absence par le fait qu'il s'agissait à l'époque d'une nouvelle formation politique. Fondée en 1993, la même année de leur première participation aux élections, il est probable que les bases du parti n'aient pas été tout à fait consolidées même trois années plus tard.

#### *Caractéristiques populistes.*

Lorsqu'il s'agit de repérer les caractéristiques populistes de NZ First via son programme de 1996, on constate que l'analyse est beaucoup plus fructueuse que celle pour la démocratie.

Caractéristiques populistes : anti-élitisme.

*New Zealand First* amorce ce manifeste en dressant un bilan très négatif des années sous le gouvernement du parti National, notamment sous l'angle économique. Dès la première phrase du programme, le Parti national est pointé du doigt et le ton accusateur est sans nuance. On y suggère notamment un héritage d'échecs, «*the legacy of failure*», avant de proposer des solutions concrètes pour remédier à la situation.

Ce type de discours peu nuancé est conservé pour le reste du programme. On retrouve neuf références négatives à l'ancien gouvernement en seulement quatre pages. Et l'approche est sensiblement la même pour l'ensemble des thèmes abordés, de l'économie à l'immigration, en passant par la santé. NZ First aborde chaque thème de la même façon, d'abord en présentant les actions inefficaces des gouvernements précédents de façon drastique, toujours en identifiant le nom des partis politiques responsables, soit le Labour party ou le National party. Ensuite, en poursuivant le paragraphe sur ce même thème en suggérant des propositions concrètes à l'aide de points de forme. À noter que le ton utilisé pour dénigrer l'élite tombe souvent dans le style de la rhétorique. Par exemple, pour aborder des thèmes comme la santé ou l'économie, les populistes néo-zélandais use d'un style rhétorique frôlant l'humour noire, tel que : «*If the economic reforms of the past 12 years have worked...then why are over 300,000 New Zealanders dependent upon welfare benefits?*». Si le dénigrement des élites est une caractéristique propre au populisme, le style simpliste et rhétorique ne l'est pas, certains populistes l'utilisent et d'autres non. (Rooduijn 2014).

Caractéristiques populistes : relation antagonistique.

Cet anti-élitisme est mis de l'avant de façon à ce que l'ancien gouvernement semble toujours aller dans le sens contraire de l'intérêt des Néo-zélandais. Notamment lorsque NZ First traite du niveau de vie des aînés : «*The retired and elderly of this country have been betrayed by successive Labour and National governments. Broken promises have destroyed the faith of many retired folk in our entire political system.*». Parfois, les termes employés par NZ First viennent souligner cette relation de rivalité entre le gouvernement et le peuple. Tel est le cas lorsque que NZ First promet de «*Totally abolish the **hated** super surtax*» (sans soulignement dans l'original). De plus, les populistes néo-zélandais prêtent des intentions à leur adversaire

comme si leur raison d’agir était volontairement contre l’intérêt national. Par exemple, après avoir mentionné l’augmentation des crimes violents au pays, ils prétendent que «*Our public health system is in tatters...thanks to National's attempts to make profits out of the sick.*».

Caractéristiques populistes : homogénéité du peuple.

Par contre, le concept de peuple homogène est peu présent, voire absent. Même lorsque NZ First aborde le thème de l’immigration, souvent associé à la tendance populiste de construire un peuple exclusif (Inglehart et Norris 2017), aucune ethnie ou religion n’est visée particulièrement. Certes, les populistes considèrent qu’il y a définitivement trop d’immigrants, mais ils traitent le problème sous l’angle pratique, en termes de conséquences sur les services sociaux qui sont sous pression face à cette arrivée massive de nouveaux usagers. Le concept de peuple de NZ First n’est donc pas présenté sous une perspective morale et il n’exclut pas de groupes particuliers en ce qui concerne les citoyens formant le peuple de la Nouvelle-Zélande.

Caractéristiques populistes : volonté générale du peuple.

On ne retrouve pas non plus d’appel au respect de la volonté générale du peuple. La mention qui s’en approcherait le plus est exprimée comme suit : «*make the health system respond to the needs of you and your family.*». Mais cette phrase ne concerne pas la volonté du peuple au sens de souveraineté populaire, comme c’est le cas dans la définition du populisme.

### *Conclusion*

En résumé, le bref programme de 1996 du parti *New Zealand First* ne traite aucunement de démocratie. Cette volonté de réformer la démocratie, si elle existe, serait donc survenue après leur entrée au gouvernement pour la première fois. Ce document de quatre pages répertorié comme étant un programme par Manifesto Project ne couvre peut-être pas l’ensemble des politiques de NZ First, mais plutôt leurs politiques prioritaires. Même dans ce cas, la démocratie n’est pas le sujet de l’heure pour NZ First en 1996. En termes de concordance avec la définition du populisme, le programme de 1996 de NZ First est mitigé. D’une part, nous ne sommes pas face à un parti populiste qui propose une vision homogène du peuple ou qui fait appel à la volonté générale du peuple comme souverain. D’autre part, ce programme vise l’élite politique comme coupable, plus précisément les deux partis ayant formé le

gouvernement antérieurement. Cet anti-élitisme est marqué par un discours très tranché et est présenté comme si l'élite était l'ennemi de l'intérêt du peuple. Ainsi, parmi les trois concepts clés se trouvant dans la définition du populisme de Mudde (2004), le peuple homogène vertueux, l'anti élitisme et l'appel à la volonté générale du peuple, ce programme n'en met de l'avant qu'un seul, l'anti élitisme.

Maintenant, voyons comment a évolué le programme de NZ First entre les années 1996 et 2014, période au cours de laquelle le parti a occupé le pouvoir à deux reprises sous forme de coalition.

### **Accomplissement de réformes démocratiques**

Contrairement aux populistes FIDESZ et PAÍS, NZ First n'a pas gouverné de façon majoritaire pendant une longue période, mais plutôt pendant deux courtes périodes, de deux ans chacune, et en partageant le pouvoir au sein d'une coalition. Peut-être est-ce la raison pour laquelle les populistes néo-zélandais n'ont pas implanté de réformes démocratiques dans leur pays. D'ailleurs, dans son programme de 2014, il insiste sur plusieurs mesures qu'il juge nécessaires, car non réalisées. Voyons voir dès maintenant quelles sont ces mesures.

### **Programme 2014**

Ce récent programme de NZ First est beaucoup plus complet et étoffé. La table des matières compte 32 sections différentes, étalées sur 101 pages. La présentation matérielle est minimale, aucune image ni couleur ni graphisme. La structure est claire et constante.

#### *Principes démocratiques : contenu.*

Deux sections du programme concernent la démocratie; la première présente les 15 principes fondamentaux du parti, dont trois d'entre eux visent la démocratie, et la deuxième présente les quelques propositions de démocratie directe du parti. Ces principes et ces propositions étant reliés, nous en intégrons ici l'analyse, principe par principe, et nous faisons le parallèle avec nos principes fondamentaux de la démocratie libérale.

D'abord, on retrouve dans le programme de NZ First le principe démocratique d'un gouvernement imputable, transparent et réduit en taille, ensuite le principe de réforme électorale et finalement le principe d'une meilleure démocratie.

Pour *New Zealand First*, il est important que le gouvernement soit imputable et transparent envers la population, notamment en éliminant la notion de discipline de parti auquel sont tenus les députés. Selon le principe du populiste néo-zélandais, les députés devraient suivre le parti seulement lors d'un vote de confiance envers le gouvernement ou lors de votes concernant des politiques du parti. Le but étant que les députés soient d'abord redevables à l'électorat. Toujours pour ce même principe, NZ First propose, d'une part, de rendre le gouvernement plus responsable et plus performant, et d'autre part, d'encourager davantage la contestation des projets de loi et de s'assurer que l'impact social d'une politique soit ajouté à l'évaluation économique coûts-bénéfices, dans le processus de décisions publiques. De plus, l'accent est mis sur la réduction de la taille du gouvernement. Pour ce faire, NZ First dit vouloir réduire directement le nombre de députés au parlement, ainsi que le nombre de consultants et de conseillers gouvernementaux. Selon eux, il s'agit d'honorer les résultats d'un référendum datant de 1999 où la population avait choisi de réduire le parlement à 99 députés.

Le second principe démocratique de *New Zealand First* concerne la nécessité d'une réforme électorale. Malgré la réforme du mode de scrutin qu'a connu la Nouvelle-Zélande en 1996, passant d'un système électoral majoritaire à un tour à un système proportionnel mixte, NZ First considère qu'il ne s'agit que d'un début en termes de réforme politique. Une fois de plus, pour le parti, la réforme électorale doit être décidée par la population par voie de référendum, le rôle du gouvernement étant uniquement de «*ensure fair representation of all views and the holding of appropriate referenda.*».

Finalement, le dernier principe démocratique de NZ First place la tenue de référendums au cœur de leur vision de la démocratie. Selon le populiste néo-zélandais, toutes les politiques n'étant pas prévues dans ce programme et sur lesquels il n'y a pas d'urgence nationale, devraient être renvoyés à la population via référendum, en tant que mandat électoral. Ainsi, pour atteindre une meilleure démocratie, «*All policies not contained in the party manifesto, where no national emergency clearly exists, will first be referred to the electorate for a mandate.* ». Pour concrétiser ce principe, le parti propose une législation permettant de tenir

des référendums sur des enjeux clés, dont les résultats devraient obligatoirement être implantés par le gouvernement, ce que le parti nomme *binding referenda*. Il est prévu que les référendums respectent certains critères, dont une question neutre et impartiale, une question facilement compréhensible, une information équilibrée présentant les arguments des deux visions, une période de temps appropriée pour en débattre et finalement que les objectifs du référendum soient réalisables tout en rencontrant les contraintes fiscales du pays.

*Principes démocratiques : analyse.*

En termes d'analyse, trois éléments sont à retenir; ces propositions représentent une petite partie du programme, elles sont parfois peu concrètes et le reste du programme semble contradictoire avec l'appel à la démocratie directe.

Premièrement, l'énoncé de ces trois principes démocratiques, ainsi que les quatre propositions pour les concrétiser sont les seuls passages qui visent la démocratie dans l'ensemble des 101 pages de ce programme. Il s'agit donc en fait d'une très petite proportion du programme, se résumant à quelques paragraphes. En comparaison, la section du programme qui propose des mesures pour les personnes handicapées se décline en 20 propositions, c'est-à-dire cinq fois plus que la section sur la démocratie directe.

Deuxièmement, les sujets sur lesquels faire ces référendums ou la façon de modifier la réforme électorale sont plus ou moins concrets. En effet, il est surprenant de constater, d'une part, que NZ First veut réformer le système électoral, sans prendre position sur le type de système qu'il privilégie, et d'autre part, que le reste du programme ne fait aucunement référence à la tenue de référendum. On note davantage de références à la participation du public en termes de consultation, rien qui ne sorte du cadre existant de la représentation politique dans une démocratie libérale. Par exemple, lorsqu'il est question des politiques sur l'eau, NZ First mentionne que ces dernières doivent suivre le processus de consultation publique, en plus des conseils d'experts et des recommandations des groupes d'intérêts. Idem en ce qui concerne les politiques qui concernent l'environnement. Ou encore, lorsque NZ First présente son plan pour le financement du système d'éducation :

We support the investment of additional funds to enhance teaching and learning but it cannot be driven by the Minister's sense of priorities. New Zealand First commits to the \$359 million that was announced in Budget 2014 and that this money should be available for professional

development, building collaborative arrangements between schools, professional leadership opportunities, etc., **but only following genuine consultation with the sector.** (Sans soulignement dans l'original)

Cet extrait démontre l'ouverture de NZ First envers la consultation des acteurs concernés, mais ces mesures restent éloignées de la prise de décision par référendum. Certes, ce type de processus agirait peut-être comme complément à la représentation politique standard, mais il ne s'agit pour autant d'une mesure de démocratie directe.

Ainsi, à plusieurs reprises, les populistes néo-zélandais mettent de l'avant la nécessité de la consultation du public et de sa participation dans le processus de prises de décisions, mais sans nécessairement prioriser la tenue de référendums. En général, NZ First semble avoir un double standard : d'un côté, l'ancien gouvernement n'avait pas la légitimité pour prendre les décisions publiques qu'il a prises sans l'accord du public, de l'autre côté, il semble qu'un gouvernement NZ First jouirait naturellement d'une plus grande légitimité.

Finalement, il semble contradictoire que le parti propose un programme détaillé de 101 pages tout en disant favoriser la participation de la population via référendum. À rappeler que le parti *New Zealand First* dit vouloir améliorer la démocratie en favorisant les référendums sur toutes les décisions non prévues dans leur programme. Mais paradoxalement, ce programme est tellement complet et précis sur un nombre important d'aspects de la société, se rendant même jusqu'à rédiger une section entière sur l'industrie de la course de chevaux, si bien qu'on peut se demander sur quels enjeux NZ First privilégierait la tenue de référendums. Par exemple, les nombreuses sous-sections du thème de l'éducation s'étalent sur neuf pages. On peut interpréter cette contradiction comme si NZ First avait déjà pensé à tout dans son vaste programme, et donc, qu'il ne reste plus beaucoup de sujets sur lesquels le public se prononcerait via des référendums. De plus, tout au long de son programme, NZ First présente des propositions dont les impacts seraient grands, sur une foule de domaine, notamment la création de fonds, le rachat de sociétés d'État, ou la création de commission indépendante du gouvernement, ce qui peut paraître à contre sens de son principe de démocratie directe. Ainsi, les courts passages favorisant la tenue de référendums, ajoutés au vaste programme laissant peu d'espace aux décisions par référendum semble contradictoire avec leur principe fondateur. En effet, on retrouve beaucoup plus de mentions à davantage de consultations publiques.

Parmi les quatre principes fondamentaux de la démocratie libérale, soit la séparation des pouvoirs, l'État de droits, la représentation politique et les droits et libertés individuels, les quelques propositions de réformes démocratiques de NZ First vise uniquement la représentation politique. En effet, la réduction du nombre de représentants ainsi que la tenue fréquente de référendums risqueraient de réduire la place ou le rôle de la représentation politique au sein des prises de décisions. Par contre, il faut considérer que la prise de décision par voie de référendums pourrait éventuellement toucher d'autres principes. Par exemple, la tenue d'un référendum pour limiter un droit individuel quelconque viendrait par conséquent modifier les droits et libertés du pays. Mais aussi non libéral qu'un tel résultat puisse paraître, il ne faut pas perdre de vue que dans un État de droits, les lois pour réaliser des référendums sont établies, souvent par la Constitution (Jonhston 2013). Ainsi, le résultat d'un référendum, qui serait réalisé de façon légitime en fonction des lois constitutionnelles établies, serait par conséquent légitime, même s'il vise une réforme électorale ou des droits et libertés individuels (Balci dans Légaré-Tremblay 2016).

#### *Caractéristiques populistes.*

Maintenant que nous avons analysé le traitement réservé à la démocratie dans le programme de 2014, nous pouvons nous attarder aux traits populistes qu'on retrouve dans le programme de NZ First, notamment par le choix des termes et du ton.

Caractéristiques populistes : anti-élitiste.

Tout comme en 1996, on sent encore de la suspicion envers les décisions du gouvernement, mais de façon beaucoup plus nuancée. On ressent parfois que les anciens gouvernements n'avaient pas la légitimité de poser les gestes qu'ils ont posés, mais sans systématiquement accusé les anciens gouvernements pour les bilans négatifs soulevés par NZ First, comme c'était le cas dans le programme de 1996. Cette interprétation correspond plutôt bien à la théorie selon laquelle les populistes adoucissent leur discours une fois qu'ils ont connu des succès électoraux (Rooduijn, de Lange, et van der Brug 2014). Par exemple, dans la section sur la santé, et à une autre reprise, dans la section sur les taxes, NZ First cite les données de l'OCDE pour illustrer la piètre situation de la Nouvelle-Zélande, mais sans jamais accuser la classe politique actuelle. Toutefois, à d'autres occasions, NZ First va retrouver son ton

tranché, notamment en remettant en question la légitimité des anciens gouvernements. Tel est le cas en ce qui concerne la vente de la société d'État, *Air New Zealand*. NZ First blâme leur rival politique en mentionnant que «*The National Govern had no mandate for its state asset sales programme*». NZ First promet alors de racheter cette société d'État, sans préciser si la population serait invitée à se prononcer sur la question. Ainsi, NZ First remet en doute la légitimité de ses rivaux, sans pourtant douter de sa propre légitimité et sans vouloir remettre la décision entre les mains du public. Un autre exemple concerne les politiques pour lutter contre les changements climatiques. NZ First utilise un ton accusateur et rhétorique pour confronter son rival politique : «*Failing to plan is planning to fail. This is the standard position of the present National-led government, and should be recognised as such.*». On retrouve le même genre de critique de l'ancien gouvernement par rapport à la faible diversification de l'économie ou encore par rapport à la hausse du prix du logement. Au total, on retrouve neuf références négatives au *National government*, ce qui est peu élevé sachant qu'il y a 101 pages au programme. En comparaison, le programme de 1996, faisant quatre pages, contient lui aussi exactement neuf références négatives à l'ancien gouvernement, ce qui est beaucoup plus en termes de proportion.

Caractéristiques populistes : relation antagonistique.

Là où on constate une différence complète avec le programme de 1996 est la façon de NZ First de présenter la relation entre l'ancien gouvernement et la population. On ne retrouve aucune phrase où on oppose la classe politique et la population en tant qu'adversaires. Sur ce point, NZ First s'est donc aussi modéré.

Caractéristiques populistes : homogénéité du peuple.

Sur ce concept, on ne constate pas de différence avec le programme de 1996. En effet, les termes pour définir le peuple ne sont jamais exclusifs à une classe, une ethnie, une religion. Bref, s'il arrive que NZ First parle des «*ordinary Kiwis*», surnom pour les Néo-zélandais, la notion de peuple n'est pas abordée sur le plan moral. On peut même retrouver plusieurs extraits qui confirment l'importance de l'inclusion du groupe ethnique Maori, «*NZF First does not accept that any group of New Zealanders should face the prospect of enduring disadvantage*» ou l'évocation de certains droits des immigrants visant «*the family reunion [...]*

*fairness accross all nationalities.*». Comme en 1996, malgré sa volonté de réduire le nombre d'immigrants, l'argumentaire de NZ First reste plutôt centré sur les conséquences pratiques plutôt que morales ou culturelles. Le parti évoque la pression sur le système de santé ou encore la possibilité que les immigrants soit utilisés comme *cheap labour*, abaissant les conditions de travail des Néo-zélandais. Certes, il y parfois appel à l'importance du peuple, mais la constitution de ce dernier reste générale, tel que dans la phrase : «*Make sure that Kiwi workers are at the front of the job queue.*».

Caractéristiques populistes : volonté générale du peuple.

Mis à part les deux courtes sections où on évoque le besoin de référendum, l'importance du respect de la volonté générale du peuple ne se matérialise pas dans la façon de formuler toutes les propositions constituant le reste du programme. Et même dans ces sections spécifiques à la démocratie, l'appel à la souveraineté du peuple n'est pas évoqué de façon morale ou de façon à éveiller la fibre nationaliste du peuple.

### *Conclusion*

En résumé, l'analyse des deux programmes du populiste NZ First en Nouvelle-Zélande permet de dégager certaines continuités et certaines différences. Le parti populiste a conservé un certain anti-élitisme, mais sans présenter cette élite politique comme l'ennemi du peuple. Il a aussi conservé son approche plus pratique que morale dans sa définition du peuple néo-zélandais et dans son appel à la volonté du peuple, demeurant ainsi un parti plus anti-élitiste qu'exclusif dans sa vision du peuple. En termes de démocratie, des réformes sont soulevées en 2014 alors que non en 1996, mais de façon peu importante par rapport à l'ensemble du programme. Si on fait le lien avec les résultats graphiques de la Nouvelle-Zélande, il n'est pas étonnant que les droits civils, les libertés civiles ou la liberté de presse n'aient pas été affectés sous un gouvernement en partie populiste, car ces thèmes sont absents des programmes de NZ First. En général, NZ First a eu tendance à adoucir son discours populiste entre le moment où il n'a jamais atteint le pouvoir et après avoir siégé au gouvernement. Une fois de plus, nous pourrions interpréter ce changement comme le veut la théorie de Rooduijn, de Lange, et van der Brug (2014), selon laquelle les populistes changent leur stratégie en modérant leur

discours dans le but de former des gouvernements de coalition. D'ailleurs, NZ First est le seul des trois partis de cette analyse à avoir partagé le pouvoir avec d'autres.

L'aspect stratégique revient donc à plusieurs reprises dans cette étude, mais plusieurs autres liens théoriques méritent d'être soulignés pour clore ce chapitre.

## **Conclusion**

Cette analyse de contenu offre des résultats mitigés. On peut en effet repérer des similitudes entre ces trois partis, mais surtout des différences. Un seul point commun regroupe ces trois formations populistes, de diverses idéologies et régions du monde. Elles suggèrent toutes que l'État de la démocratie dans leurs pays est problématique et elles ont l'intention d'améliorer la démocratie. Selon Hawkins (2010), il s'agit en fait du paradoxe spécifique aux populistes; ces derniers utiliseraient des idéaux démocratiques pour questionner des pratiques démocratiques fondamentales. Dans notre analyse, s'ils critiquent tous la démocratie, les partis étudiés ne proposent pas tous des réformes démocratiques, ils n'ont pas tous le même impact sur la démocratie, ils ne favorisent pas la démocratie directe, leur discours populiste ne perdure pas tous dans le temps, ils n'ont pas tous une vision morale de la volonté générale du peuple et il est difficile de conclure s'ils sont tous anti-pluralistes. Cette interprétation adhère à la théorie de Huber et Schimpf (2017) selon laquelle le seul dénominateur commun des populistes de différentes idéologies est leur volonté partagée de vouloir réformer la démocratie. Par contre, cette interprétation ne concorde pas avec d'autres aspects de leur théorie. Les auteurs affirment certes que les moyens de réformer la démocratie sont différents, mais ils supposent aussi que tous les populistes, de gauche et de droite, voient négativement la compétition politique et les autres contre-pouvoirs et qu'ils se présentent comme seul vrai représentant du peuple (Huber et Schimpf 2017).

Dans la même logique qu'Huber et Schimpf (2017), Müller (2016a; 2016b) et Mudde (2004; 2013) avancent que ce qui distingue les populistes des autres serait cette propension à penser qu'eux seuls ont la légitimité de représenter le peuple, selon une perspective morale. Voilà pourquoi Mudde (2004) considère que les populistes sont anti-pluralistes mais sans nécessairement être en opposition à la démocratie libérale. Selon l'auteur, les populistes

chercheraient à réformer la démocratie, mais à l'intérieur du cadre existant qu'est la démocratie représentative. Suivant cette logique, les populistes ne seraient donc pas nécessairement plus favorables à la démocratie directe. Selon notre analyse de programmes, ces auteurs ont raison de dire que la démocratie directe n'est pas unanime chez les populistes. Ils ont raison de dire que ces derniers réforment le système dans le cadre déjà existant et donc qu'ils ne sont pas nécessairement anti-démocratie libérale. Mais ces auteurs semblent avoir tort sur le facteur moral comme dénominateur commun du populisme. Notre analyse de contenu révèle que seul FIDESZ se considère comme l'unique représentant légitime du peuple et seul FIDESZ a une vision exclusive de ce qu'est le peuple, vision qui perdure dans le temps.

En faisant le parallèle avec l'analyse réalisée, les prochains paragraphes poursuivent cette discussion théorique, à la recherche de dénominateurs communs de ces trois populistes.

## **La démocratie directe**

Le premier élément auquel cette analyse doit s'intéresser est la préférence des populistes envers la démocratie directe, en opposition à la démocratie libérale, dite représentative. Les trois partis, FIDESZ, PAÍS et NZ First, sont insatisfaits de la démocratie dans l'un ou l'autre de leur programme, mais aucun ne propose la fin du système de gouvernement représentatif via des élections, et surtout, ils ne sont pas tous en faveur d'une démocratie directe. Alors que PAÍS et NZ First mettent beaucoup l'accent sur l'importance d'inclure davantage la participation citoyenne par des mécanismes de consultation et même par des référendums, FIDESZ ne considère pas qu'il est nécessaire de donner plus de place aux citoyens dans les débats publics puisqu'il incarne à lui seul toute la volonté du peuple. Et même si PAÍS et NZ First semblent favoriser la participation citoyenne, plusieurs contradictions ressortent de leur programme. En effet, mis à part pour l'adoption d'une Assemblée constituante par référendum, PAÍS ne met pas de l'avant la tenue de référendum dans ses programmes, mais il s'avère qu'il réalise plusieurs référendums une fois au pouvoir. Comme nous l'avons vu plus haut, ces référendums pourraient être utilisés comme stratégie pour donner une impression de crédibilité et de légitimité aux yeux de la population, sans être une vision démocratique comme telle (Conaghan et de la Torre 2008). Tout comme NZ First, qui propose de réaliser le plus grand nombre de référendums possible, sur les sujets qui seraient non prévus au

programme. Par contre ce dernier détaille une foule de propositions sur de nombreux sujets, sur un total de 20 sections et de 101 pages. Bref, leur programme est si détaillé que cette proposition devient contradictoire puisque tous ces sujets ne seraient donc pas soumis au vote de la population. Ainsi, on peut douter des intentions réelles de démocratie directe de NZ First et de PAÍS, mais la participation citoyenne semble tout de même plus importante pour eux que pour FIDESZ, qui ne mentionne jamais la tenue de référendum ni d'autre mécanisme de participation citoyenne. Cette interprétation concorde plutôt avec la théorie de Mudde (2004), selon laquelle les populistes de gauche, comme PAÍS, sont favorables à une plus grande participation citoyenne (*input*) alors que les populistes de droite, comme FIDESZ sont favorables à un plus grand leadership (*output*). Pour NZ First, son cas est ambigu puisqu'il n'est ni considéré clairement à droite ou à gauche, défiant en soi la théorie selon laquelle les populistes seraient majoritairement radicaux, et non au centre. (Silva 2017) En clair, la préférence des populistes pour la démocratie directe n'est pas le dénominateur commun des populistes, mais leur idéologie centrale pourrait influencer cette préférence.

### **Des impacts démocratiques différents**

De façon générale, les programmes de PAÍS et de NZ First proposent des réformes démocratiques plus concrètes que ceux de FIDESZ. Certes, dans son premier programme, NZ First ne présente rien de concret pour la démocratie, mais son deuxième programme offre plusieurs mesures précises qui agiraient sur le principe de représentation. Mais aucun changement démocratique important n'est survenu en Nouvelle-Zélande sous le gouvernement de coalition de NZ First. Pour PAÍS, son premier programme présente des réformes qui agiraient aussi sur la représentation politique, et possiblement tous les autres principes vu la proposition d'adopter une nouvelle constitution. Mais dans son deuxième programme, PAÍS ne présente rien de précis, ce qui est normal puisqu'il est parvenu à implanter sa nouvelle constitution. Dans les faits, tous les principes démocratiques ont été touchés par l'adoption de leur nouvelle constitution, parfois de façon positive, parfois de façon négative, comme le suggère l'analyse de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance. Quant à FIDESZ, il ne présente aucune réforme démocratique autant dans son manifeste officiel de 2007, autant dans son discours de 2014. En clair, PAÍS et NZ First ont mis sur papier et ont proposé des changements démocratiques à leur population. Ce qui n'est pas le cas pour FIDESZ, qu'on

pourrait accuser de manquer de transparence. Mais puisqu'il croit détenir le monopole de la volonté du peuple, ce manque de précision de sa part n'est pas étonnant. Contraste intéressant à souligner, le parti parlant le moins de démocratie, FIDESZ, est celui où on constate les changements négatifs les plus importants.

Dans les faits, nous avons vu que d'un populiste à l'autre, les propositions démocratiques diffèrent, parfois elles sont absentes. On constate que l'impact des populistes sur la démocratie diffère aussi, les principes démocratiques fondamentaux affectés étant différents. On voit que l'idéologie centrale ne permet pas de prédire l'impact sur la démocratie; un parti populiste de gauche comme PAÍS peut aussi avoir des impacts négatifs, tout comme ceux de droite tel FIDESZ. Ceci peut remettre en doute l'étude de Huber et Schimpf (2017) qui conclut qu'il faut absolument tenir compte de l'idéologie centrale à laquelle se rattache un populiste, soit la droite, le centre ou la gauche. On constate même que des partis de centre peuvent être populistes, comme NZ First, ce qui contrevient à la théorie de Silva (2017) comme quoi seules les idéologies extrêmes peuvent mener au populisme.

En clair, les propositions de réformes et l'impact de chaque parti sont différents pour nos trois partis populistes. Certains réalisant des réformes qu'ils n'ont même pas proposées et d'autres faisant le contraire, il est d'autant plus difficile de conclure une tendance démocratique particulière. L'impact des populistes sur la démocratie ne peut donc pas être le dénominateur commun qui les unit.

## **L'anti-pluralisme moral**

Par anti-pluralisme moral, on sous-entend que les populistes accordent plus d'importance à leurs perceptions qu'aux faits empiriques et qu'en vertu de cette morale, eux seuls seraient des représentants légitimes. En termes de discours populiste, FIDESZ s'éloigne encore de PAÍS et de NZ First. Le premier a une conception de la volonté du peuple moralement homogène, que lui seul représente de façon légitime, alors que les deux autres présentent moins cette caractéristique, façonnant plutôt la volonté du peuple comme un besoin de souveraineté civique, PAÍS allant jusqu'à souligner l'importance du débat pour trouver un consensus et NZ First proposant d'abolir la discipline de parti au Parlement, par exemple.

PAÍS et NZ First ne développent pas non plus une conception morale autour de l'identité du peuple. FIDESZ présente la nation hongroise sous une perspective morale et culturelle, où le peuple est exclusif à ce qui est moralement acceptable dans la tradition de la nation. Même le rôle que se donne FIDESZ comme gouvernement est explicitement moral, comme le rappelle cet extrait : «Ce n'est pas seulement une question de droit, pas seulement de courage, pas seulement de pouvoir, mais surtout de responsabilité morale, de poursuivre un pays, de renouveler une communauté nationale, de réorganiser pleinement une nation.». Les programmes de PAÍS et NZ First restent plutôt collés sur des arguments plus rationnels, tel que le protectionnisme économique pour PAÍS ou la diminution de l'intervention de l'État pour NZ First. PAÍS prenant même soin de nommer explicitement toutes les diversités comprises dans la population équatorienne.

Bref, les populistes équatorien et néo-zélandais ne semblent pas imposer leur vision du monde comme seule et unique vérité, ils laissent plus de place aux débats publics en voulant impliquer davantage les citoyens dans le processus, sachant que tous les citoyens ne forment pas un même bloc unitaire. Cette interprétation rejoint la théorie de Huber et Schimpf (2017) sur un point : il est vrai que le populiste de droite, FIDESZ, protège la nation des dangers extérieurs alors que les autres, PAÍS, à gauche, et NZ First, au centre, protègent plutôt les citoyens de la corruption politique et des dangers économiques de façon protectionniste. Par contre, on ne peut pas conclure qu'ils s'opposent tous aux contre-pouvoirs, comme le suggère la littérature existante.

Ainsi, comme seul FIDESZ donne un caractère moral au populisme, nos résultats suggèrent que cette caractéristique ne serait pas suffisante, ni même nécessaire pour distinguer les populistes des autres. De plus, ce caractère moral ne permet pas non plus de prédire un impact particulier sur la démocratie, comme le cas de PAÍS en témoigne. Dans ce contexte, que reste-t-il comme dénominateur commun au populisme? Ce qui nous mène à douter d'une «idéologie» populiste.

## **Un discours stratégique**

Les caractéristiques populistes du discours sont une autre différence à souligner entre FIDESZ et les cas équatorien et néo-zélandais. Si tous les trois populistes sont, à certains

moments, très anti-élitistes, seul FIDESZ semble intensifier son anti-élitisme plutôt que de le modérer dans son plus récent manifeste, ajoutant même de nouveaux ennemis à la liste une fois au pouvoir. Cet élément nous mène à une piste de réflexion intéressante. PAÍS et NZ First auraient usé d'un discours populiste comme une stratégie électorale, et une fois au pouvoir, ils n'en avaient plus autant besoin, et donc ont adouci leur discours. Quant à FIDESZ, il aurait aussi utilisé un discours populiste pour faire des gains électoraux, mais plutôt que d'opter pour la modération une fois au pouvoir, il aurait stratégiquement modifié son anti-élitisme pour l'élargir, et ainsi, continuer à utiliser stratégiquement un discours populiste. Dans les deux cas, ces interprétations nous mènent vers un débat profondément ancré au cœur de la littérature : le populisme est-il une stratégie (Aslanidis 2017, 2016; Hawkins 2010; Rooduijn, de Lange, et van der Brug 2014) ou bien une idéologie, comme le suggère la définition du populisme de Mudde (2004)?

À la lumière de cette analyse de programmes, il est probable que les populistes de droite adoptent une perspective plus morale du monde, plus nationaliste et culturelle et moins économique. Et c'est peut-être cette perspective morale qui se rapproche de ce qu'on peut considérer comme une idéologie. Dans la même logique, FIDESZ est d'ailleurs le seul parti à avoir conservé un discours aussi populiste, sinon plus, après avoir pris le pouvoir; autre indicateur que cette vision morale de la société pourrait être une idéologie qui perdure à travers le temps et qui n'est pas uniquement une stratégie. Maintenant la question est la suivante : cette vision moralisatrice du monde est-elle le propre du populisme ou plutôt d'un autoritarisme de droite dont le populisme est l'instrument?

Pour poursuivre ce débat fondamental, nous préférons élargir cette réflexion dans le cadre du chapitre final de ce mémoire, la conclusion.

# Conclusion

## Résumé des résultats

### Analyse 1

Notre première analyse avait pour objectif de valider si les gouvernements populistes étudiés avaient un impact sur la démocratie. Pour la période de 2000 à 2018, ce sont 16 gouvernements populistes qui ont été étudiés, dont 12 en Europe, deux en Amérique latine, sans oublier la Turquie et la Nouvelle-Zélande. La grande majorité de ces gouvernements étaient des coalitions, 11 sur 16 exactement. Ce sont 22 partis populistes qui ont formé ces 16 gouvernements, certains d'entre eux partageant le pouvoir au sein d'une même coalition. Les trois indicateurs utilisés pour réaliser cette étude sont l'indice de droits politiques et l'indice de libertés civiles de l'organisation Freedom House, ainsi que l'indice de liberté de presse de l'organisation Reporters sans frontières.

Les principaux constats que cette analyse met en lumière sont les suivants :

En premier lieu, la grande majorité des gouvernements populistes n'ont pas eu d'impact sur la démocratie. La somme de chacun des trois indicateurs observés pour chacun des 16 gouvernements donnent 48 résultats différents. Aucun changement négatif n'est identifié à 35 reprises sur 48. Par conséquent, nous avons observé seulement 13 changements négatifs. Ainsi, de façon générale, les populistes au pouvoir ne semblent pas affecter la situation démocratique du pays.

En second lieu, parmi les changements négatifs observés, plus de la moitié d'entre eux (7) relèvent d'une détérioration de la liberté de presse. Toutefois, la liberté de presse se détériore graduellement de façon générale. En effet, ce phénomène n'est pas particulier aux populistes puisque nos graphiques illustrent un déclin constant de la liberté de presse, autant pour les moyennes régionales que pour les pays étudiés.

En troisième lieu, les populistes de droite sont plus nombreux, ou plus populaires, puisque plus de la moitié des partis étudiés sont à droite idéologiquement, soit 14 sur 22.

En quatrième lieu, les populistes n'éprouvent aucun problème à partager le pouvoir en coalition, soit avec d'autres populistes, soit avec des partis conventionnels, peu importe l'idéologie de leur partenaire. Un autre indicateur que le populisme serait une stratégie pour accéder au pouvoir.

En dernier lieu, les populistes en situation de coalition ont peu d'impact sur les trois indicateurs, et ce peu importe s'ils occupent le premier rang dans l'exécutif de la coalition. Par contre, les résultats suggèrent que les populistes se retrouvant majoritaires, seul au gouvernement, ont des impacts négatifs sur la démocratie. En effet, sur les 13 cas de changements négatifs, huit surviennent dans des pays gouvernés uniquement par des populistes; la Hongrie, la Pologne, la Turquie et l'Équateur. Et si on met de côté l'indice de liberté de presse, ce sont la totalité des six changements négatifs quant aux droits politiques et aux libertés civiles qui surviennent dans ces même quatre pays.

## **Analyse 2**

Notre deuxième analyse avait pour objectif de compléter la première en observant les propositions des populistes présentes dans leur programme. Pour ce faire, trois partis populistes ont été retenus : FIDESZ, en Hongrie, PAÍS, en Équateur, et NZ First, en Nouvelle-Zélande. Pour chacun d'eux ont été analysés deux programmes; le premier publié avant leur entrée au gouvernement et le deuxième publié après.

D'abord, elle devait vérifier si le faible impact des populistes sur la démocratie est dû à leur incapacité d'implanter des réformes ou plutôt parce que ces derniers ne proposent pas de réformes démocratiques. Toutefois, cet objectif n'a pas pu être atteint en raison de nos restrictions en termes de langue pour le choix des partis. Cette étude devait se concentrer sur l'absence de changement négatif majoritairement observée, alors que deux des trois partis analysés ont eu des impacts négatifs. Il aurait été plus pertinent d'étudier uniquement des partis n'ayant pas eu d'impact. Ensuite, cette deuxième analyse devait valider si les populistes modèrent leur discours une fois qu'ils ont réussi à atteindre le pouvoir. Cette partie de l'étude a été plus pertinente car la sélection faite des partis étudiés ne limitaient pas nos résultats.

De cette analyse ressort les constats suivants :

En premier lieu, le seul dénominateur commun observé est la critique de la démocratie de la part des trois populistes et leur volonté de l'améliorer.

En deuxième lieu, il est impossible de regrouper tous les populistes dans un même ensemble lorsqu'on étudie leur relation avec la démocratie. En effet, on remarque plus de différences que de points communs parmi les cas étudiés. D'abord, ces derniers ne sont pas nécessairement favorables à davantage de démocratie directe. Ensuite, ils n'ont pas tous un impact sur la démocratie et ils n'ont pas tous les mêmes propositions de réformes institutionnelles. Enfin, ils ne sont pas tous opposés au pluralisme de la démocratie, FIDESZ étant le seul à se considérer comme le seul représentant légitime du peuple et FIDESZ étant le seul à entretenir une conception moralement exclusive du peuple.

En dernier lieu, le discours populiste de ces trois partis s'adapte au fil du temps. Ceux de NZ First et de PAÍS se modèrent après qu'ils aient accédé au pouvoir alors que celui de FIDESZ intensifie et élargie son anti-élitisme à d'autres groupes une fois qu'il est au pouvoir.

## **Conclusion générale**

La combinaison des résultats de nos deux analyses nous permet d'avancer une conclusion générale intéressante à notre question de recherche initiale; les populistes sont-ils opposés à la démocratie libérale? D'abord, le populisme ne semble pas mener nécessairement à une détérioration de la démocratie. Ensuite, il ne semble pas y avoir de tendance particulière qui ressorte du traitement réservé à la démocratie dans les programmes des partis populistes. Enfin, le discours populiste d'un même parti s'adapte au fil du temps. À la lumière des résultats de nos deux analyses, nous ne sommes pas en mesure d'identifier un dénominateur commun qui soit suffisant et nécessaire pour distinguer les populistes des autres, surtout pour préciser sa relation avec la démocratie. En 1969, Ghita Ionescu et Ernest Gellner tentaient déjà de résoudre la confusion autour de la définition du populisme. S'étant eux-mêmes avoués vaincus dans leur démarche, des dizaines, voire des centaines de chercheurs, ont poursuivi leur quête à ce jour (Rooduijn 2014). Mais près d'un demi-siècle plus tard, tout porte à croire que le caractère distinctif du populisme tant recherché demeure insaisissable empiriquement, du moins l'absence de consensus persiste. Ainsi, nous suggérons que le populisme est davantage un discours, utilisé comme stratégie de mobilisation, plutôt qu'une idéologie en tant que vision

durable de la société. Notre position concorde d'ailleurs avec plusieurs études et essais récents dont celles d'Aslanidis (2017; 2016); Bonikowski (2017); Rooduijn, de Lange, et van der Brug (2014); Moffitt (2017); Mouffe et Errejon (2017). Cette position contredit toutefois la définition du populisme établie par Mudde en 2004, et largement reprise dans la littérature (Kaltwasser 2012), une définition qui semble de plus en plus désuète.

S'inscrivant dans le vaste débat entourant la nature même du populisme, la prochaine section aborde les retombées globales des conclusions présentées dans ce mémoire, dont une discussion sur cette stratégie de mobilisation du populisme.

## **Retombées des résultats**

L'objectif de ce mémoire est d'abord d'approfondir notre compréhension de la relation entre le populisme et la démocratie. De façon modeste, les résultats présentés impliquent des retombées pour la littérature en science politique, mais aussi pour la société. En effet, chaque contribution académique faite sur le populisme affine pour le mieux notre façon de l'étudier. Nous développerons ici deux réflexions théoriques qui demandent au final à modifier notre perception collective du populisme comme un danger. D'abord, nous défendons la thèse du discours stratégique comme la définition du populisme la plus appropriée. Ensuite, nous suggérons qu'il faut arrêter de confondre autoritarisme et populisme.

## **La stratégie populiste**

Les résultats des analyses de ce mémoire se rapprochent davantage de la théorie selon laquelle le populisme serait plus la propriété d'un message qu'une idéologie fixe dans le temps. En effet, dans notre deuxième analyse, nous constatons que le type de discours utilisé par les populistes change à travers le temps, certaines caractéristiques comme l'anti-élitisme étant plus présentes que d'autres dans certains moments. D'une part, certains populistes qui obtiennent le pouvoir adoucissent leur critique en général, comme l'a démontré Rooduijn, de Lange, et van der Brug (2014). D'autre part, certains populistes adaptent leur discours populiste une fois au pouvoir en ciblant de nouvelles élites, comme l'a défendu Silva (2017). Enfin, certains populistes utilisent même des stratégies encore plus poussées pour conserver leur statut, soit en adoptant la technique du «président plébiscitaire» (Conaghan et de la Torre

2008b, 267). Les populistes donnant souvent cette impression d'être en faveur de la démocratie directe (Rooduijn 2014), mais la soumission de référendums à la population aurait comme objectif de légitimer les actions du gouvernement. La stratégie étant de manipuler l'opinion publique et de consolider son pouvoir. Cette technique donnant entre autres l'impression que s'installe une mobilisation sociale du bas vers le haut (de la Torre et Arnson 2013).

De plus en plus de chercheurs délaissent la définition du populisme comme une idéologie au profit d'une conceptualisation du populisme en tant que stratégie. Comme l'évoquait déjà Rooduijn, de Lange, et van der Brug (2014), le populisme n'est pas un attribut d'un parti ou même d'un leader qui est fixe dans le temps, il serait plus approprié de l'aborder en termes de degré d'un message et non en termes de qualificatif constant d'un acteur. C'est-à-dire que les partis politiques pourraient tous, sur certains points, à certains moments, être plus ou moins populistes. Contrairement à la théorie plus alarmiste de Müller, cette théorie de message populiste nous semble plus conforme aux résultats obtenus dans ce mémoire. Les résultats de notre première analyse indiquant que la plupart des populistes observés ont, d'une part, accepté de partager un gouvernement de coalition avec des partis conventionnels, et d'autre part, que ces gouvernements n'ont pas provoqué de changements démocratiques dans la grande majorité des cas. En effet, les populistes qui réussissent à atteindre le pouvoir dans les démocraties libérales le font surtout en coalition avec d'autres. Les résultats de notre deuxième analyse suggérant l'utilisation du populisme comme une stratégie électorale qu'on adapte selon les besoins, tel que décrit ci-haut.

Maintenant il convient de décrire comment se construit et s'exerce le discours populiste en termes de stratégie de mobilisation politique. Comme le suggère Panizza il conviendrait davantage de parler d'interventions populistes, puisque «*populist leaders construct popular identities by claiming to speak for the people.*» (de la Torre et Arnson 2013, 7). Le discours populiste établirait des relations d'identification entre les partis et leur audience (de la Torre et Arnson 2013). Cette théorie revient à celle des philosophes Mouffe (2017) et Laclau (2008) vue dans notre cadre théorique, selon laquelle le peuple interpellé par le populiste est le résultat de la construction discursive de ce même populiste. De cette façon, le populisme peut être un réel facteur de mobilisation sociale. Plusieurs politologues se sont joints à cette théorie,

notamment Aslanidis (2017), qui explique comment se développe ce discours populiste : le processus de mobilisation passe par l'existence de mécontentements divers au sein d'une population donnée. Ces mécontentements, qui peuvent être réels ou simplement construits, constituent la base sur laquelle un parti construira le peuple qu'il désire mobiliser, comme l'ont fait les populistes de gauche, PODEMOS, en Espagne, ou SYRIZA, en Grèce. Le discours populiste construit un peuple en fédérant ce mécontentement et en traçant une ligne entre ce peuple, ce nous, et l'ennemi, ces autres qui sont la source de mécontentement. Ainsi, le populisme serait la construction identitaire d'un peuple en tant qu'entité politique (Mouffe et Errejon 2017; Laclau 2008; Aslanidis 2016). Le théoricien Müller (2016b) conclut que les populistes, comme PiS en Pologne ou FIDESZ en Hongrie, sont parvenus à créer le peuple homogène au nom duquel ils prennent la parole, le populisme étant une prophétie qui se réalise d'elle-même (*self-fulfilling prophecy*).

En conclusion, le populisme serait mieux compris en tant qu'un discours ou un style politique qui exploite la relation entre l'élite et le peuple. Approche différente de celle de Mudde (2004; 2007) qui a largement influencé la littérature, en définissant le populisme comme une '*thin-centered ideology*', le populisme étant difficile à conceptualiser et à mesurer en tant qu'une idéologie appartenant à une même famille de partis politiques (Moffitt 2017).

Si le populisme est une stratégie et non une idéologie, en quoi cela devrait-il toutefois changer sa relation avec la démocratie? Notre deuxième réflexion théorique se penche sur cette question, centrale à notre question de recherche.

### **Les autoritaires populistes**

Si le populisme n'est pas une idéologie, il est donc impossible de prédire l'impact qu'il a sur la démocratie, notamment du fait qu'aucun dénominateur commun ne peut être identifié dans sa relation avec la démocratie, excepté que les populistes se disent insatisfaits de la démocratie actuelle. En effet, nos résultats concordent avec ceux d'autres chercheurs sur ce sujet. On ne peut distinguer le populisme par une tendance à favoriser la démocratie directe (Rooduijn 2014), ni par une tendance à rejeter la démocratie représentative (Müller 2016a; Mouffe et Errejon 2017). On ne peut pas non plus les distinguer par le rejet des droits et libertés (Huber et Schimpf 2017). La contribution de ce mémoire est d'ajouter qu'on ne peut pas non plus

distinguer les populistes par le rejet du pluralisme de la démocratie libérale, en s'inspirant en partie des travaux de Bonikowski (2017). Cet élément vient contredire plusieurs études dont celles de Mudde (2013); Akkerman, Mudde, et Zaslove (2014); Müller (2016b, 2016a); Mudde (2004); Hawkins (2010).

Müller (2016b) a raison de mentionner la capacité réelle de certains populistes d'affecter la démocratie par leur anti-pluralisme, surtout lorsqu'ils sont en plein pouvoir exécutif, comme le démontrent nos résultats pour la Hongrie, la Pologne, la Turquie et l'Équateur. En effet, la majorité des changements négatifs de la démocratie observés dans notre analyse sont survenus dans ces quatre pays. Et la très grande majorité des changements négatifs sont survenus sous des gouvernements populistes de droite. Mais il faut faire la différence entre le populisme, l'autoritarisme et le nationalisme pour expliquer l'impact de ces gouvernements sur la démocratie. La nuance importante est que certains populistes sont aussi autoritaires et/ou nationalistes. C'est ce cocktail idéologique qui représente une menace à la démocratie, puisqu'il rejette le pluralisme et les contre-pouvoirs (Bonikowski 2017; Mudde 2007). Mais ce ne sont pas tous les populistes qui sont autoritaires. Les populistes de droite, ou plutôt les partis de droite utilisant un discours populiste, sont souvent autoritaires et nationalistes, alors que ceux de centre ou de gauche le sont rarement (Bonikowski 2017; Mudde 2007; Müller 2016b). Comme la montée actuelle du populisme dans le monde, précisément en Europe, concerne davantage des partis de droite, (de la Torre et Arnson 2013) cela pourrait expliquer pourquoi cette nouvelle vague de populisme paraît particulièrement menaçante pour la démocratie. Nous suggérons en fait qu'il s'agit d'une vague d'autoritarisme qui emploie le style populiste. Certes, le cas de l'Équateur de notre étude nous rappelle que les partis de gauche peuvent aussi affecter la démocratie. Le populiste équatorien PAÍS a peut-être pris une tendance autoritaire à un certain moment, mais la détérioration des indicateurs de démocratie en Équateur est tout de même beaucoup moins grave que celle constatée pour la Hongrie, la Pologne et la Turquie, tous à droite (voir les graphiques de l'Équateur).

L'essentiel à retenir de cette conclusion est qu'être populiste n'est ni nécessaire ni suffisant pour représenter une menace à la démocratie. En termes de conceptualisation pour étudier le populisme, cette nuance est importante.

Suivant cette logique, ce serait les régimes autoritaires qui s'en prendraient aux principes fondamentaux de la démocratie et au pluralisme en général. Pour certains, les populistes se distinguent des autres par la revendication morale qu'ils utilisent pour se déclarer unique représentants légitimes du peuple. Une légitimité dont le discours est basée sur des valeurs subjectives plutôt que sur des faits, par exemple le peuple serait une entité morale indiscutable. (Müller 2016a) C'est cette vision normative de ce qui est considéré comme moralement légitime qui est contraire au pluralisme. Mais se pourrait-il que ce caractère moral soit davantage l'attribut de l'autoritarisme et non du populisme?

Comme l'explique Müller (2016b), les populistes n'ont pas le monopole des diverses stratégies pour perpétuer leur pouvoir, ils n'ont pas le monopole de la répression des organisations non gouvernementales et autres contre-pouvoirs. Ils n'ont pas non plus le monopole du nationalisme qui exclut des groupes de la population. C'est le nationalisme en soi qui est une base d'exclusion et non le populisme (Boyras 2018). Il est vrai que les populistes de la Hongrie, de la Pologne ou de la Turquie s'en sont pris au pluralisme de l'État en s'attaquant à l'indépendance de la Cour ou à la liberté de presse mais il n'y aucune raison de placer les populistes SYRIZA ou PODEMOS dans la même catégorie que le parti d'Erdoğan en Turquie ou celui de Orbán en Hongrie. Seuls ces derniers se revendiquent comme les représentants exclusifs du peuple authentique, alors que les premiers sont des alternatives plus ou moins plausibles pour réinventer la social-démocratie (Müller 2016b). Se pourrait-il que Müller se contredise lui-même? D'une part il affirme que l'anti-pluralisme est le point commun des populistes et d'autre part il exclue les populistes sociaux-démocrates de cette tendance.

Enfin, s'il est vrai que tous ces populistes se disent insatisfaits de la démocratie libérale, ils ne sont pas anti-démocratiques pour autant. Ainsi, il faudrait faire la différence entre les autoritaires populistes et les populistes en général.

Mais peut-être serait-ce trop simple comme conclusion. Peut-être existerait-il une autre idéologie qui ne soit ni du populisme ni de l'autoritarisme, mais qui soit de l'illibéralisme démocratique? Pappas propose de définir le populisme comme illibéral démocratique. Il explique que cette définition permettrait de distinguer les populistes des partis conventionnels, mais surtout des régimes autoritaires, qui se définiraient comme illibéraux non démocratiques

(Moffitt 2017). Prenons le cas de FIDESZ, parti populiste hongrois de droite, dont le chef se réclame presque lui-même d'une «démocrature», une démocratie illibérale (Sénécal 2018). Devrions-nous le classer dans la catégorie anti-libérale mais toujours démocratique, ou bien devrions-nous plutôt le classer dans la catégorie des partis non démocratiques, c'est-à-dire autoritaire? Nous n'avons pas la réponse à cette question, mais nous pensons qu'il faut poursuivre les recherches pour comprendre les fondements de cette montée du populisme, ou plutôt cette montée anti-libérale. Malheureusement, il reste plus de questions que de réponses au débat sur le populisme et la démocratie.

## **Limites du mémoire**

### **Sélection des partis populistes.**

D'abord, il n'était pas clair si la bonne chose à faire était d'étudier le populisme à travers les partis politiques et non à travers leur chef. En effet, ce fut un choix difficile puisque nous savions que plusieurs auteurs avaient choisi d'étudier le populisme via un seul acteur, dont Rooduijn (2014) et Hawkins (2010). Selon ces auteurs, le populisme serait mesurable en termes de degré d'un message, il aurait donc été plus facile de l'étudier via le discours d'un chef. De plus, ces deux auteurs ont tous deux une vision du populisme qui s'approche de la nôtre quant à sa nature stratégique. Mais comme nous devions étudier l'impact et les programmes de gouvernements populistes, nous avons décidé de l'aborder en termes de formations politiques.

Ensuite, la sélection des partis populistes a été faite à l'aide de littérature secondaire, c'est-à-dire que nous n'avons pas nous-mêmes effectué la classification des partis pour distinguer les populistes des autres. Mais nous avons fait confiance à des ouvrages dont la rigueur a été démontrée dans notre chapitre méthodologique. De plus, nous avons mis de côté tous les partis dont la nature populiste était jugée comme un cas limite.

### **Sélection de données**

Une autre limite méthodologique de ce mémoire est l'utilisation des indicateurs de Freedom House et de Reporters sans frontières pour mesurer l'impact des populistes sur la démocratie.

D'une part, on peut douter de l'objectivité de Freedom House dans sa vision de la démocratie. Il s'agit d'un organisme qui défend la vision libérale de la démocratie, en plus de soutenir ouvertement le rôle de leader des États-Unis dans la géopolitique mondiale. Cette tendance ethnocentrique pourrait influencer la perception de Freedom House quant aux traditions démocratiques différentes d'autres régions du monde. Pensons notamment aux gouvernements d'Amérique latine qui s'opposent aux interventions économiques et politiques des organisations internationales, largement administrés par des américains.

De plus, certaines études affirment que les mesures existantes comme celles de Freedom House sont particulièrement inefficaces pour observer les petits changements démocratiques. Mais les données de Freedom House et de Reporters sans frontières étaient tout de même un choix valable selon les besoins de notre recherche, elles sont entre autres publiées annuellement. Et plusieurs auteurs publiés dans des revues prestigieuses ont utilisé ces mêmes données, tel que démontré dans notre chapitre méthodologique.

## **Sélection de cas**

Finalement, nous avons réalisé une analyse de manifestes qui regroupe une petite sélection de cas, c'est-à-dire trois partis. Plusieurs facteurs nous empêchaient d'élargir cette étude à davantage de cas. La compréhension de la langue était notamment une barrière importante. Ainsi, ce faible nombre de cas ne permet pas de généraliser nos résultats. Toutefois, ces trois partis demeurent variés en termes d'idéologies et de régions du monde et cette analyse nous a tout de même permis de faire des parallèles avec la littérature existante.

## **Pistes de recherches futures**

### **La définition du populisme**

En termes d'implications théoriques, notre grande déception est de n'avoir trouvé aucun dénominateur commun au populisme par rapport à sa relation avec la démocratie. Et donc, nous ne pouvons suggérer une définition du populisme qui soit plus précise et qui permettrait de mieux classer les populistes, c'est d'ailleurs ce qui nous a mis sur la piste de la théorie du

discours stratégique comme définition du populisme. En ce sens, il serait utile de poursuivre les recherches pour déterminer comment définir le populisme en tant que stratégie.

Il faut garder en tête que la définition minimale du populisme ne nous renseigne d'aucune façon sur sa relation avec la démocratie et ne nous permet pas de cibler les caractéristiques qui sont suffisantes et nécessaires pour définir le populisme, si bien que nous le confondons avec de l'autoritarisme ou du nationalisme. Tout ce que nous pouvons conclure est qu'il n'est ni nécessaire ni suffisant d'être anti-pluraliste ou d'être pro-démocratie directe pour être populiste. Toutefois, nous avançons qu'il est nécessaire de distinguer les régimes populistes des régimes autoritaires par cette caractéristique morale et anti-pluraliste du discours, puisque les retombées sur la démocratie risquent d'être différentes. Il s'agit donc d'une proposition de recherche future pour les politologues passionnés de populisme, qui voudraient mieux le différencier de l'autoritarisme.

### **La mobilisation des passions**

Une réflexion mérite aussi d'être faite sur l'attrait du discours populiste. Que fait l'irrésistibilité de ce discours aux yeux des électeurs? Mis à part rejoindre les électeurs qui se sentent exclus des décisions, le discours populiste a du succès car il suscite l'émotion, il éveille la passion des individus et regroupe ces derniers dans une même mobilisation (Mouffe et Errejon 2017; Laclau 2008). En effet, le populisme favoriserait la participation politique en contribuant à la mobilisation de ceux qui se sentent exclus du système (Boyras 2018). Au contraire, la modération et la recherche du consensus ne demande pas une implicative émotive de la part des électeurs (Deneault 2016). L'hégémonie libérale ayant imposé un statu quo pour le consensus (Deneault 2016), mobiliser des passions apparaît aujourd'hui comme un geste totalitaire (Mouffe et Errejon 2017). Il est possible que les partis politiques, désireux de mobiliser l'électorat face à la baisse de participation, aient décidé, de façon plus ou moins consciente, de se démarquer en employant un discours populiste. Cette interprétation se veut une intuition à laquelle je n'ai pas de preuve, mais qui mériterait d'être approfondie dans de futures études. Cette piste de recherche s'inscrirait dans le développement de la théorie sur la nature de mobilisation stratégique du populisme.

## Le déficit démocratique

Ce mémoire n'apporte malheureusement pas de réponse quant à savoir pourquoi le populisme, ou l'illibéralisme, est autant populaire dans le monde. Mais il est impératif de s'y attarder en faisant preuve d'ouverture face à la popularité de ce qu'on appelle le populisme. Et c'est sur cette réflexion que nous désirons conclure ce mémoire. Il est temps d'arrêter d'aborder le populisme comme une maladie dont la fatalité est irréversible. Il est plutôt temps de comprendre d'où vient cette réaction populiste, car tout semble indiquer qu'il s'agit d'une réaction. Le populisme n'est pas une maladie, mais le symptôme du déficit démocratique du libéralisme. Nul besoin d'être populiste ou moralement subjectif pour constater que certaines élites ne sont pas légitimes de faire ce qu'elles font et que la démocratie libérale a ses limites. Les faits parlent d'eux-mêmes. Selon OXFAM, 82% des richesses planétaires appartiennent à 1% des plus riches dans le monde (2018). En 2017, 382 journalistes de 67 pays ont révélé au monde entier le scandale des *Paradise Papers* : 120 politiciens et leaders mondiaux profitent illégalement de paradis fiscaux, allant de la multinationale Nike à la Reine Élisabeth II, en passant par Paul Martin, ex-premier ministre canadien (Pouliot et Blanchette Pelletier 2017). Que fait la démocratie pour mettre fin aux inégalités économiques? La surexploitation des ressources de la terre est telle qu'il faudrait 1,7 planète par année pour répondre à notre consommation. Et si l'ensemble de l'humanité consommait comme le Canada, il faudrait les ressources de 5,13 planètes (ICI.Radio-Canada.ca 2017b). Que fait la démocratie libérale pour protéger les générations futures des coûts de cette surexploitation? Depuis 2012, la guerre en Syrie a provoqué la migration de 5 millions de réfugiés, la plus grande migration depuis la Deuxième Guerre mondiale (ICI.Radio-Canada.ca 2017a). Que fait la démocratie libérale pour mettre fin à cette guerre? Depuis 2013, plus de 290 fusillades sont survenues dans des écoles aux États-Unis (Licourt 2018). Que fait la démocratie libérale pour mieux contrôler les armes à feu? Malheureusement, il est très peu probable que les populistes aient même l'intention de s'attarder à ces problèmes, mais ce préambule rhétorique démontre qu'il y a des enjeux de société où la recherche de consensus est impossible. Des enjeux pour lesquels les décisions sont difficiles, voire incompatibles avec la démocratie libérale. Comme dirait Müller, le pluralisme, c'est compliqué; «*There is no single political will, let alone a single political*

*opinion, in a modern, complex, pluralist – in short, enormously messy – democracy»* (Müller 2016b).

Face à l'impasse, les gouvernements font souvent le choix, volontaire ou non, du statu quo. Bref, inutile de chercher loin pour comprendre le désir d'alternative de la part des électeurs. Si la démocratie ne peut régler le problème, alors pourquoi ne pas donner une chance à ces populistes qui, eux aussi, critiquent les limites de cette démocratie? Attention, nous ne disons pas que les populistes ont la solution, mais plutôt que l'appui des électeurs qu'ils reçoivent est légitime et que leur exploitation du déficit démocratique comme stratégie de mobilisation semble électoralement payante. Il serait condescendant de juger les électeurs qui cherchent une alternative au système politique à travers le populisme. En fait, de plus en plus de gens perçoivent le populisme comme une solution au déficit démocratique (de la Torre et Arnsion 2013). Rappelons les trois indicateurs qui dénotent une transformation de la démocratie dans le monde : baisse du taux de participation, surtout chez les jeunes, hausse de la volatilité des électeurs et baisse importante du *membership* des partis (Manin 2012). Ces indicateurs nous apprennent que la perception de la démocratie change chez les gens. Et certains partis politiques ont compris cette demande de changement et l'ont utilisé à leur avantage, en critiquant eux même la démocratie et en promettant de répondre aux demandes du «peuple». Sont-ils vraiment une alternative au système actuel? Nos résultats nous indiquent que non.

Le 15 mars 2018, un politologue de Harvard, Bart Bonikowski, offrait une conférence sur le populisme à l'Université de Montréal. Au cours de sa présentation, le chercheur a dressé la liste des trois causes de la montée actuelle du populisme; la globalisation économique, le changement démographique (immigration, terrorisme) et le choc culturel (perte de reconnaissance dans la culture traditionnelle). Interrogé sur le possible impact du déficit démocratique, Bart Bonikowski a admis qu'on pourrait l'ajouter à la liste, sans plus d'intérêt. Cette réflexion se veut un avertissement et une demande sincère: il faut davantage aborder le populisme comme un phénomène en réaction au déficit démocratique, comme un phénomène légitime. Trop de chercheurs, d'analystes politiques et de journalistes traitent le populisme comme un mouvement forcément illégitime sur le plan démocratique. Cette approche réductrice est condescendante envers les nombreux électeurs qui font de plus en plus le choix du populisme. Non seulement cette approche rejette le choix de ces électeurs plutôt que de

tenter de les comprendre, mais en plus elle donne des munitions aux populistes qui se disent une fois de plus rejeter des élites (Müller 2016b). Arrêtons de pointer du doigt les populistes et les accuser de miner la démocratie et profitons plutôt de l'occasion pour réfléchir sur les limites de nos institutions démocratiques. C'est tout aussi condescendant de penser que la seule raison pour laquelle les populistes ont du succès est qu'ils contrôlent les médias ou qu'ils manipulent les électeurs. Rappelons que, présentement, les sièges du parlement hongrois sont occupés à 70% par deux partis populistes d'extrême droite, et ce, bien après que FIDESZ ait fait adopter une nouvelle constitution, via le cadre institutionnel prévu. En quoi ce gouvernement serait-il illégitime? C'est aussi ça la démocratie.

## Bibliographie

- Akkerman, Agnes, Cas Mudde, et Andrej Zaslove. 2014. « How populist are the people? Measuring populist attitudes in voters ». *Comparative political studies* 47 (9): 1324–1353.
- Albertazzi, Daniele, et Duncan McDonnell. 2008. *Twenty-First Century Populism - The Spectre of Western European Democracy*. New-York: Palgrave Macmillan UK. [//www.palgrave.com/la/book/9780230013490](http://www.palgrave.com/la/book/9780230013490).
- Armstrong, David A. 2011. « Stability and Change in the Freedom House Political Rights and Civil Liberties Measures ». *Journal of Peace Research* 48 (5): 653-62.
- Aslanidis, Paris. 2016. « Is Populism an Ideology? A Refutation and a New Perspective ». *Political Studies* 64 (1): 88-104.
- Aslanidis, Paris. 2017. « Populism and Social Movements [Oxford Handbook of Populism] ». In , 305-25.
- Baillargeon, Stéphane. 2017. « Le populisme met-il les démocraties en danger? » *Le Devoir*. septembre 14. <https://www.ledevoir.com/societe/507913/le-populisme-met-il-les-democraties-en-danger>.
- Bairrett, Jr. Richard L. 2015. « Executive Power and Media Freedom in Central and Eastern Europe ». *Comparative Political Studies* 48 (10): 1260-92.
- Benoît, Francis-Paul. 1978. *La démocratie libérale*. Paris: Presses universitaires de France.
- Benoit, Kenneth, Michael Laver, Will Lowe, et Slava Mikhaylov. 2012. « How to Scale Coded Text Units without Bias: A Response to Gemenis ». *Electoral Studies* 31 (3): 605-8.
- Bermek, Sevinç. 2012. « The Emergence and Consolidation of the AKP and Its Impact on Turkish Politics and Society ». PhD Thesis, University of Warwick.

- Bonikowski, Bart. 2017. « Ethno-Nationalist Populism and the Mobilization of Collective Resentment ». *The British Journal of Sociology* 68 (S1): 181-213.
- Boyraz, Cemil. 2018. « Neoliberal Populism and Governmentality in Turkey: The Foundation of Communication Centers during the AKP Era ». *Philosophy & Social Criticism*, 01-16.
- Canovan, Margaret. 1981. *Populism*. 1st ed. New York: Harcourt Brace Jovanovich.
- Canovan, Margaret. 1999. « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy ». *Political Studies* 47 (1): 2-16.
- Canovan, Margaret. 2004. « Populism for political theorists? » *Journal of Political Ideologies* 9 (3): 241–252.
- Claeys, Gregory. 2013. *Encyclopedia of modern political thought*. Los Angeles: SAGE reference/CQ Press.
- Conaghan, Catherine, et Carlos de la Torre. 2008. « The Permanent Campaign of Rafael Correa: Making Ecuador's Plebiscitary Presidency ». *The International Journal of Press/Politics* 13 (3): 267-84.
- Dahl, Robert A. 1989. *Democracy and its critics*. New Haven: Yale University Press.
- Delcas, Marie. 2017. « En Equateur, Lenin Moreno remporte le premier tour de l'élection présidentielle ». *Le Monde.fr*, février 22, sect. International. [https://www.lemonde.fr/international/article/2017/02/22/en-equateur-lenin-moreno-remporte-le-premier-tour-de-l-election-presidentielle\\_5083430\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2017/02/22/en-equateur-lenin-moreno-remporte-le-premier-tour-de-l-election-presidentielle_5083430_3210.html).
- Deneault, Alain. 2016. *Politiques de l'extrême centre*. Lettres libres. Montréal: Lux Éditeur. <http://www.luxediteur.com/catalogue/politiques-de-lextreme-centre/>.
- Denemark, David, et Shaun Bowler. 2002. « Minor parties and protest votes in Australia and New Zealand: locating populist politics ». *Electoral Studies* 21 (1): 47-67.

- Dictionnaire Cambridge. 2018. « manifesto | signification, définition dans le dictionnaire Anglais de Cambridge ». <https://dictionary.cambridge.org/fr/dictionnaire/anglais/manifesto>.
- Döring, Holger, et Philip Manow. 2018. « ParlGov · parties, elections, cabinets ». *ParlGov*. <http://www.parlgov.org/>.
- Dunai, Marton. 2010. « UPDATE 1-Hungary's next President Says Will Support Govt ». *Reuters*, juin 29. <https://www.reuters.com/article/hungary-president/update-1-hungarys-next-president-says-will-support-govt-idUSLDE65S1HW20100629>.
- Egorov, Georgy, Sergei Guriev, et Konstantin Sonin. 2009. « Why Resource-Poor Dictators Allow Freer Media: A Theory and Evidence from Panel Data ». *American Political Science Review* 103 (4): 645-68.
- Foreign Policy. 2001. « Pressing for Freedom ». *Foreign Policy*, n° 125: 99.
- Fox, Jonathan. 2007. « Do Democracies Have Separation of Religion and State? ». *Canadian Journal of Political Science* 40 (1): 1-25.
- Freedom House. 2012. « Methodology ». *Freedom House*. janvier 18. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world-2012/methodology>.
- Freedom House. 2016. « Freedom in the World 2016 ». *Freedom House*. janvier 26. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2016>.
- Frégosi, Renée. 2017. « Les populismes, côté obscur de la démocratie ». *FIGARO*. février 28. <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2017/02/28/31003-20170228ARTFIG00274-les-populismes-cote-obscur-de-la-democratie.php>.
- Gauquelin, Blaise. 2018. « Elections législatives en Hongrie : le système électoral favorise Viktor Orban ». *Le Monde*, avril 8, sect. International. [https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/04/08/le-systeme-electoral-hongrois-favorise-viktor-orban\\_5282395\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/04/08/le-systeme-electoral-hongrois-favorise-viktor-orban_5282395_3214.html).

- Gidron, Noam, et Bart Bonikowski. 2013. « Varieties of populism: Literature review and research agenda ». *Working Paper Series, Weatherhead Center for International Affairs, Harvard University*, No.13-0004. <https://ssrn.com/abstract=2459387> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2459387>
- Gomez, François-Xavier. 2018. « En Equateur, le crépuscule de Rafael Correa ». *Libération.fr*. février 7. [http://www.liberation.fr/planete/2018/02/07/en-equateur-le-crepuscule-de-rafael-correa\\_1627817](http://www.liberation.fr/planete/2018/02/07/en-equateur-le-crepuscule-de-rafael-correa_1627817).
- Hammond, Scott J. 2009. *Political theory: an encyclopedia of contemporary and classic terms*. Westport, Conn: Greenwood Press.
- Hawkins, Kirk Andrew. 2010. *Venezuela's Chavismo and populism in comparative perspective*. New York: Cambridge University Press.
- Helbling, Marc, et Anke Tresch. 2011. « Measuring party positions and issue salience from media coverage: Discussing and cross-validating new indicators ». *Electoral Studies* 30 (1): 174-83.
- Huber, Robert A., et Christian H. Schimpf. 2017. « On the Distinct Effects of Left-Wing and Right-Wing Populism on Democratic Quality ». *Politics and Governance* 5 (4):
- HuffPost Québec. 2014. « Hongrie: un nouveau système électoral au service de Viktor Orban ». *HuffPost Québec*. avril 4. [https://quebec.huffingtonpost.ca/2014/04/04/hongrie-un-nouveau-syst\\_n\\_5088577.html](https://quebec.huffingtonpost.ca/2014/04/04/hongrie-un-nouveau-syst_n_5088577.html).
- ICI.Radio-Canada.ca. 2017a. « Le nombre de réfugiés syriens franchit la barre des 5 millions ». *Radio-Canada.ca*. mars 30. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1025245/refugies-syriens-cinq-millions-haut-commissariat-onu-turquie-liban-jordanie>.

- ICI.Radio-Canada.ca, Zone Environnement-. 2017b. « L'humanité vit « à crédit » à compter d'aujourd'hui. » *Radio-Canada.ca*. août 2. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1048397/jour-depassement-humanite-credit-biocapacite-empreinte-ecologique>.
- Inglehart, Ronald, et Pippa Norris. 2017. « Trump and the Populist Authoritarian Parties: The Silent Revolution in Reverse ». *Perspectives on Politics* 15 (2): 443-54.
- Johnston, Larry. 2013. *Politics : an introduction to the modern democratic state*. 4ème édition. Toronto: University of Toronto Press.
- Kaltwasser, Cristóbal Rovira. 2012. « The Ambivalence of Populism: Threat and Corrective for Democracy ». *Democratization* 19 (2): 184-208.
- Kazin, Michael. 2016. « Trump and American Populism ». *Foreign Affairs*, octobre 6. <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2016-10-06/trump-and-american-populism>.
- Kellam, Marisa, et Elizabeth A. Stein. 2016. « Silencing Critics: Why and How Presidents Restrict Media Freedom in Democracies ». *Comparative Political Studies* 49 (1): 36-77.
- Knowlton, Brian. 2017. « La montée du populisme menace la démocratie, selon Human Rights Watch ». *Le Soleil*. janvier 12. <https://www.lesoleil.com/actualite/monde/la-montee-du-populisme-menace-la-democratie-selon-human-rights-watch-3a0b3a1f4869141315c30a737cc97524>.
- Kriesi, Hanspeter. 2014. « The Populist Challenge ». *West European Politics* 37 (2): 361-78.
- La Bruyère, Florence. 2013. « Hongrie : le nouveau coup d'Etat constitutionnel de Viktor Orbán ». *Libération.fr*. mars 17. [http://www.liberation.fr/planete/2013/03/17/hongrie-le-nouveau-coup-d-etat-constitutionnel-de-viktor-orban\\_889231](http://www.liberation.fr/planete/2013/03/17/hongrie-le-nouveau-coup-d-etat-constitutionnel-de-viktor-orban_889231).
- Laclau, Ernesto. 2008. *La raison populiste*. Ordre philosophique. Paris: Seuil.

- Le Monde. 2008. « L'Équateur adopte une nouvelle Constitution ». *Le Monde.fr*, septembre 29, sect. International. [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2008/09/29/equateur-la-nouvelle-constitution-en-voie-d-adoption\\_1100625\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2008/09/29/equateur-la-nouvelle-constitution-en-voie-d-adoption_1100625_3222.html).
- Le Monde. 2009. « Les Boliviens adoptent une Constitution favorable aux indigènes ». *Le Monde.fr*, janvier 26, sect. International. [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/01/26/les-boliviens-adoptent-une-nouvelle-constitution-favorable-aux-indigenes\\_1146402\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/01/26/les-boliviens-adoptent-une-nouvelle-constitution-favorable-aux-indigenes_1146402_3222.html).
- Légaré-Tremblay, Jean-Frédéric. 2016. « Un coup d'État manqué lourd de conséquences ». *Le Devoir*. juillet 20. <https://www.ledevoir.com/monde/475845/turquie-un-coup-d-etat-manque-lourd-de-consequences>.
- Libération. 2010. « L'Europe agitée par les populismes ». *Libération*. décembre 31. <https://www.ledevoir.com/monde/europe/313935/l-europe-agitee-par-les-populismes>.
- Licourt, Julien. 2018. « États-Unis : 18 fusillades dans les écoles depuis le début de l'année ». *FIGARO*. février 15. <http://www.lefigaro.fr/international/2018/02/15/01003-20180215ARTFIG00226-etats-unis-18-fusillades-dans-les-ecoles-depuis-le-debut-de-l-annee.php>.
- Lipset, Seymour M. 1995. *The Encyclopedia of Democracy*. Washington, D.C.: Congressional Quarterly inc.
- Luyssen, Johanna. 2017. « La droite, grand vainqueur des législatives en Autriche ». *Le Devoir*. octobre 16. <https://www.ledevoir.com/monde/europe/510482/legislatives-autrichiennes-la-droite-ultraconservatrice-et-l-extreme-droite-au-plus-haut>.
- Manifesto Project. 2018. « Manifesto Project Database ». *Manifesto Project*. <https://manifesto-project.wzb.eu/information/documents/information>.
- Manin, Bernard. 2012. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris: Flammarion.

- Martin, Justin D., Dalia Abbas, et Ralph J. Martins. 2016. « The Validity of Global Press Ratings ». *Journalism Practice* 10 (1): 93-108.
- Mauro, Ezio. 2009. « Silvio Berlusconi veut museler la presse ». *Le Monde.fr*, septembre 2, sect. Idées. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/09/02/silvio-berlusconi-veut-museler-la-presse-par-ezio-mauro\\_1234843\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/09/02/silvio-berlusconi-veut-museler-la-presse-par-ezio-mauro_1234843_3232.html).
- McDonald, Michael D., et Ian Budge. 2014. « Getting it (approximately) right (and center and left!): Reliability and uncertainty estimates for the comparative manifesto data ». *Electoral Studies* 35 (septembre): 67-77.
- Moffitt, Benjamin. 2017. « Liberal Illiberalism? The Reshaping of the Contemporary Populist Radical Right in Northern Europe ». *Politics and Governance* 5 (4): 112-22. Mouffe, Chantal. 2016. *L'illusion du consensus*. Paris: Albin Michel Littérature.
- Mouffe, Chantal, et Iñigo Errejón. 2017. *Construire un peuple : pour une radicalisation de la démocratie*. Paris: Les Éditions du Cerf.
- Mudde, Cas. 2004. « The populist zeitgeist ». *Government and opposition* 39 (4): 541–563.
- Mudde, Cas. 2007. *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge, UK ; New York, New York: Cambridge University Press.
- Mudde, Cas. 2013. « Three Decades of Populist Radical Right Parties in Western Europe: So What? » *European Journal of Political Research* 52 (1): 1-19.
- Mudde, Cas, et Cristóbal Rovira Kaltwasser. 2013. « Populism ». *The Oxford Handbook of Political Ideologies*. <http://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199585977.001.0001/oxfordhb-9780199585977-e-026>
- Müller, Jan-Werner. 2016a. *Qu'est-ce que le populisme? : définir enfin la menace*. Paris: Premier parallèle.

- Müller, Jan-Werner. 2016b. « Trump, Erdoğan, Farage: The Attractions of Populism for Politicians, the Dangers for Democracy ». *The Guardian*. septembre 2. <http://www.theguardian.com/books/2016/sep/02/trump-erdogan-farage-the-attractions-of-populism-for-politicians-the-dangers-for-democracy>.
- Noël, Alain, et Miriam Fahmy. 2014. *Miser sur l'égalité: l'argent, le pouvoir, le bien-être et la liberté*. Anjou, Québec: Fides.
- OXFAM. 2018. « Les 1 % les plus riches empochent 82 % des richesses créées l'an dernier, la moitié la plus pauvre de l'humanité n'en voit pas une miette | Oxfam International ». *OXFAM*. janvier 22. <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2018-01-22/les-1-les-plus-riches-empochent-82-des-richesses-creees-lan>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016. « Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945 ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/BMEncyclopedie/BMEphemeride.jsp>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016a. « Autriche politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=AUT&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016b. « Bolivie politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=BOL&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016c. « Bulgarie politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=BGR&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016d. « Danemark politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/DNK/fr.html>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016e. « Équateur politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=ECU&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016f. « Finlande politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/FIN/fr.html>.

- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016g. « Grèce politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=GRC&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016h. « Hongrie politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=HUN&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016i. « Italie politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=ITA&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016j. « Norvège politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=NOR&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016k. « Nouvelle-Zélande politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=NZL&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016l. « Pays-Bas politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=NLD&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016m. « Pologne politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=POL&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016n. « Slovaquie politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=SVK&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016o. « Suisse politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=CHE&langue=fr>.
- Perspective monde - Université de Sherbrooke. 2016p. « Turquie politique histoire ». <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=TUR&langue=fr>.
- Pouliot, Gaétan, et Daniel Blanchette Pelletier. 2017. « Nouvelle Fuite Massive de Documents Des Paradis Fiscaux ». *ICI Radio-Canada.Ca*. novembre 5. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2017/paradise-papers/fuite-massive-information-documents-ICIJ-paradis-fiscaux-donnees/index.html>.

- Puddington, Arch, et Tyler Roylance. 2017. « Freedom in the World 2017 | Freedom House ». *Freedom House*. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2017>.
- Renaut, Alain. 2008. *Encyclopédie de la culture politique contemporaine*. Paris: Hermann.
- Rensmann, Lars, Sarah L. De Lange, et Stefan Couperus. 2017. « Editorial to the Issue on Populism and the Remaking of (Il)Liberal Democracy in Europe ». *Politics and Governance* 5 (4): 106-11.
- Reporters sans frontières. 2016a. « Présentation | Reporters sans frontières ». *RSF*. janvier 22. <https://rsf.org/fr/presentation-0>.
- Reporters sans frontières. 2016b. « Méthodologie détaillée du classement mondial de la liberté de la presse | Reporters sans frontières ». *RSF*. avril 19. <https://rsf.org/fr/methodologie-detaillee-du-classement-mondial-de-la-liberte-de-la-presse>.
- Reporters sans frontières. 2018. « Classement mondial de la liberté de la presse 2017 : le grand basculement ». *RSF*. avril 21. <https://rsf.org/fr/classement-mondial-de-la-liberte-de-la-presse-2017-le-grand-basculement>.
- Reporters sans frontières. 2017. « Le journalisme fragilisé par l'érosion démocratique ». *RSF*. <https://rsf.org/fr/le-journalisme-fragilise-par-lerosion-democratique>.
- Rioux, Christian. 2018. « La gauche danoise tourne le dos à l'immigration ». *Le Devoir*. juin 18. <https://www.ledevoir.com/monde/europe/530579/le-virage-de-la-social-democratie>.
- Robertson, David. 2002. *A dictionary of modern politics*. London: Europa Publications.
- Rooduijn, Matthijs. 2014. « The Nucleus of Populism: In Search of the Lowest Common Denominator ». *Government and Opposition* 49 (04): 573-99.
- Rooduijn, Matthijs, Wouter van der Brug, et Sarah L. de Lange. 2016. « Expressing or Fuelling Discontent? The Relationship between Populist Voting and Political Discontent ». *Electoral Studies* 43: 32-40.

- Rooduijn, Matthijs, Sarah L de Lange, et Wouter van der Brug. 2014. « A Populist Zeitgeist? Programmatic Contagion by Populist Parties in Western Europe ». *Party Politics* 20 (4): 563-75.
- Rooduijn, Matthijs, et Teun Pauwels. 2011. « Measuring Populism: Comparing Two Methods of Content Analysis ». *West European Politics* 34 (6): 1272-83.
- Saulière, Saya. 2010. « La Constitution équatorienne de 2008 : résultats et innovations ». *Institut de recherche et débat sur la gouvernance*, 7.
- Savard-Tremblay, Simon-Pierre. 2017. « Le populisme, c'est défendre le peuple ». *Le Journal de Montréal*. mars 19. <https://www.journaldemontreal.com/2017/03/20/le-populisme-cest-defendre-le-peuple>.
- Senécal, Patrice. 2018. « En Hongrie, rien n'arrête la démocrature d'Orbán ». *Le Devoir*. avril 7. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/524694/en-hongrie-rien-n-arrete-la-democrature-d-orban>.
- Silva, Bruno Castanho. 2017. « Contemporary Populism: Actors, Causes, and Consequences Across 28 Democracies ». PhD Thesis, Central European University.
- Stanley, Ben. 2008. « The thin ideology of populism ». *Journal of Political Ideologies* 13 (1): 95-110.
- Stolz, Joëlle. 2012. « Le gouvernement hongrois accusé de modifier à son profit la loi électorale ». *Le Monde*, novembre 2, sect. International. [https://www.lemonde.fr/europe/article/2012/11/02/le-gouvernement-hongrois-accuse-de-modifier-a-son-profit-la-loi-electorale\\_1784799\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2012/11/02/le-gouvernement-hongrois-accuse-de-modifier-a-son-profit-la-loi-electorale_1784799_3214.html).
- Stolz, Joëlle, et Philippe Ricard. 2013. « Viktor Orbán impose sa réforme constitutionnelle en Hongrie ». *Le Monde*, sect. International. [https://www.lemonde.fr/europe/article/2013/03/12/viktor-orban-impose-sa-reforme-constitutionnelle-en-hongrie\\_1846583\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2013/03/12/viktor-orban-impose-sa-reforme-constitutionnelle-en-hongrie_1846583_3214.html).

- Taggart, Paul A. 2000. *Populism. Concepts in the social sciences*. Buckingham: Open University Press.
- Torre, Carlos de la. 2000. *Populist seduction in Latin America : the Ecuadorian experience*. Athens: Ohio University Press.
- Torre, Carlos de la, et Cynthia J. Arnson. 2013. *Latin American populism in the twenty-first century*. Washington: Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- Turan, Ihter. 2017. « Turkey: Moving toward Electoral Authoritarianism? » *Inroads*, n° 41: 104-13.
- UNASUR. 2018. « UNASUR / Todos Somos UNASUR ». Consulté le mars 29. <http://www.unasursg.org/en/node/194>.
- Van Kessel, Stijn. 2015. *Populist parties in Europe: agents of discontent?* United Kingdom: Palgrave Macmillan.
- Van Renterghem, Marion. 2011. « La nouvelle loi sur la presse en Hongrie suscite l'inquiétude en Europe ». *Le Monde.fr*, décembre 30, sect. International. [https://www.lemonde.fr/europe/article/2010/12/24/la-nouvelle-loi-sur-la-presse-en-hongrie-suscite-l-inquietude-en-europe\\_1457400\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2010/12/24/la-nouvelle-loi-sur-la-presse-en-hongrie-suscite-l-inquietude-en-europe_1457400_3214.html).
- Villacorta, Wilfrido V. 1983. « Contending Political Forces in the Philippines Today: The Political Elite and the Legal Opposition ». *Contemporary Southeast Asia* 5 (2): 185–204.
- Weyland, Kurt. 2001. « Clarifying a Contested Concept: Populism in the Study of Latin American Politics ». *Comparative Politics* 34 (1): 1-22.

